

JUILLET—DÉCEMBRE 1920 — TOME XXIII

REVUE DE HONGRIE

TREIZIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME DE HUSZÁR



BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

MCMXX

ATTACHED TO THE EMBROIDERED - JUNE XXIII

REVUE DE HONGRIE

APPENDICE XXXIX



CHRONIQUE DE HONGRIE



APPENDICE

APPENDICE DE LA REVUE DE HONGRIE

XXIX

REVUE DE HONGRIE

JUILLET—DÉCEMBRE 1920

TREIZIÈME ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-TROISIÈME TOME

JUILLET—DÉCEMBRE 1920

Livraison du 15 juillet—15 août :

AU LECTEUR, par LA RÉDACTION	1
LE SERMENT D'ÉVA DRÁGHY, nouvelle de M. JULES DE PEKÁR, de l'Académie hongroise	2
LE SHINTOÏSME, par MGR LE COMTE PIERRE VAY DE VAYA, protonotaire apostolique	18
LA GENÈSE DE LA LITTÉRATURE HONGROISE MODERNE, par M. ABEL DE BARABÁS, professeur	35
APRÈS LA SIGNATURE DE LA PAIX, par SPECTATOR	57
NOTES ÉCONOMIQUES, par R.	60

Livraison du 15 septembre—15 octobre :

LA TULIPE, nouvelle de M. GÉZA GÁRDONYI, de l'Académie hongroise	1
COMTE ÉTIENNE TISZA, par M. GUILLAUME DE HUSZÁR, professeur à l'Université des Sciences Techniques, conseiller aulique r. h.	5
L'AVENIR DE L'ARGENT, par M. ELEMÉR HANTOS, secrétaire d'État	11
RÉPONSE DE L'ACADÉMIE HONGROISE A L'ACADÉMIE TCHÈQUE, par MM. FRANÇOIS HERCZEG, GUSTAVE HEINRICH et DAVID ANGYAL, de l'Académie hongroise	28
LA QUESTION DE LA HONGRIE OCCIDENTALE, par P.	45
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR	53

Livraison du 15 novembre—15 décembre :

RÉVOLUTION ET LÉGITIMITÉ, par M. GUILLAUME DE HUSZÁR, professeur à l'Université des Sciences Techniques, conseiller aulique r. h.	1
LA FRANCE ET LA HONGRIE, par M. LE BARON LOUIS LÉVAY, ancien député	5
JUBILÉ DE M. EUGÈNE DE RÁKOSI, par H.	10
NOTES ÉCONOMIQUES. — <i>La solvabilité de l'Allemagne par rapport à la réparation</i>	13
REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par SPECTATOR	28
CHRONIQUE LITTÉRAIRE. — M. Zoltán Baranyai : <i>La langue et la civilisation françaises en Hongrie au XVIII^e siècle</i> , par M. ÉTIENNE DE WINCHKLER	33

REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,
ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE

I. — AU LECTEUR, par la Rédaction	1
II. — LE SERMENT D'ÉVA DRÁGHY, nouvelle de M. Jules de Pekár, de l'Académie hongroise	2
III. — LE SHINTO-SME, par M ^{re} le comte Pierre Vay de Vaya, protonotaire apostolique	18
IV. — LA GENÈSE DE LA LITTÉRATURE HONGROISE MODERNE, par Abel de Barabás, professeur	35
V. — APRÈS LA SIGNATURE DE LA PAIX, par Spectator	57
VI. — NOTES ÉCONOMIQUES, par R.	60

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUËRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK. — MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

FOLYOIRAT

1920/24. 1-197.

ENYELTŐ KÖNYVTÁR



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

La REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

La REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	200	cour.
ALLEMAGNE			50	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE			30	francs.

Prix du Numéro : 20 cour. ; Étranger : 3 francs.

AU LECTEUR

La *Revue de Hongrie* reprend aujourd'hui son cours interrompu par la «révolution» de novembre 1918 qu'avaient organisée Károlyi et ses acolytes de mémoire funeste. Persécutés par le régime dont la «politique» aventureuse a plongé la Hongrie dans un gouffre insondable, nous ne pouvions même pas songer à faire paraître un périodique qui s'est fait un devoir patriotique de défendre les intérêts du pays, intérêts si ignominieusement trahis par les analphabètes en politique étrangère groupés autour de Károlyi : politicien dilettante lui-même, sans caractère ni talent.

Il va sans dire que sous la «dictature du prolétariat» la *Revue de Hongrie* ne pouvait non plus faire entendre sa voix et que, durant l'occupation de la Hongrie par les Valaques, elle avait préféré se taire que de braver la censure des «vairqueurs» sans victoire. Maintenant que la «paix» a été signée et que la Hongrie entre dans la voie de sa consolidation politique et économique, le temps nous semble être venu de continuer le labeur que nous avons entrepris il y a plus de dix ans. Au cours de la guerre, la *Revue de Hongrie* fut un organe de combat ; l'état de paix rétabli entre notre pays et les grandes puissances occidentales, nous revenons à notre programme d'avant-guerre, tout en tenant à souligner que notre périodique est absolument indépendant et qu'il reste ce qu'il s'est efforcé d'être dans le passé, *une revue hongroise rédigée en langue française.*

LA RÉDACTION.

LE SERMENT D'ÉVA DRÁGHY

I.

Or, il arriva que celui qu'on croyait déjà perdu, le jeune Miklós Serédy, rentra enfin dans le Nord après avoir guerroyé pendant trois ans. Il revenait de loin, de ces confins de la Transylvanie où l'avait poussé son cœur malade et où il avait couru mille dangers. Il y avait là-bas des troubles ; la partie du pays qui touche à la Valachie était de nouveau en flammes. L'étoile de Bocskay avait disparu, celle de Gábor Bethlen n'était pas levée encore. Entre ces deux astres éclatants de gloire, une nuit sanglante était tombée sur la Transylvanie, et le tyran Gábor Báthory y menait la vie de débauches qui plaisait à son caprice. Là, le Hongrois pouvait mourir en combattant le Turc et le Tartare, le Saxon et le Valaque ; pourtant, Miklós Serédy qui cherchait la mort n'avait pu la trouver sur les champs de bataille de la Moldavie. Il avait bien servi son Prince ; et sa renommée de héros avait grandi ; mais ses succès le laissaient malheureux ; il s'insurgeait contre le sort . . . Un beau jour, dans une poursuite du voïvode, le traître Radul, il remit violemment son épée au fourreau et s'arrêta au plus fort de l'attaque. Il regarda les soldats du seigneur de Forgách galoper à côté de lui et se dit : à quoi bon marcher — à quoi bon fuir devant son chagrin, à quoi bon poursuivre inutilement l'oubli ? Sa passion amoureuse, qui depuis trois ans le tenait hors du foyer et l'entraînait toujours plus loin, maintenant comme un cheval qui se cabre, faisait demi-tour et le ramenait à loute bride . . . Miklós Serédy fit faire volte-face à sa monture sur le champ de bataille et piquant des deux revint droit en Hongrie. Un petit groupe de fidèles compagnons d'armes le suivait.

Pendant de longues semaines ils errèrent à travers leur misérable patrie, parmi les villages en flammes et les hameaux dévastés. Luttant avec les janissaires et les Allemands, combattant avec des heiduques déserteurs, ils n'avançaient que lentement. Enfin, au-delà de Tokay ils furent plus en sûreté. Miklós Serédy respira, mais il n'en faisait avancer ses compagnons fatigués qu'avec plus d'impatience. En chemin, il n'entrait jamais en conversation avec les curieux : sa seule joie était de passer insoupçonné sous son costume turc, et que nul ne reconnût le jeune et gai Miklós de jadis. Comme quelqu'un qui s'est mis dans une mauvaise passe, il se faufilait à travers les montagnes et il ne commença d'être tranquille que quand il vit s'élever de plus en plus haut autour de lui les cimes de son pays.

Infatigables, ils marchèrent pendant des journées sur des chemins rocailleux. Ses compagnons d'armes croyaient qu'ils allaient chez les Serédy, au château ancestral, aussi furent-ils étonnés quand un soir, en arrivant devant la Vallée Noire, Miklós tira la bride de son cheval et s'arrêta net, comme cloué. Ses bons amis, Ambrus Keczer et Farkas Weer, lui dirent bien qu'ils allaient se mettre en retard ; mais leur jeune capitaine ne leur répondit pas. Comme le pèlerin musulman enfin arrivé à la Mecque, il ne cessait de regarder la vallée au fond de laquelle se dressait brutalement la forteresse de Pierre Noire. Les bastions larges et les tourelles pointues se découpaient dans la grande lueur du couchant et de leurs flèches allaient percer les nuages déchiquetés.

Miklós Serédy laissa tomber ses mains fatiguées sur le pommeau de sa selle — il était donc au but : c'est là qu'habite celle qu'il a vue pour la première fois lorsqu'elle était fiancée à un autre et dont il tomba épris quand pour un autre elle prononça dans l'église le « oui » sacramental. C'est là qu'habite Éva Drághy, l'épouse du fier Georges Szentjakaby... Après son mariage, il s'est enfui au loin pour chercher la mort aux confins de la Transylvanie ! Sa passion maintenant l'a fait revenir ici, plus malheureux que jamais. Son cœur bat plus fort, il pense à la noce d'il y a trois ans.

Ce fut une noce fameuse dont on parla dans treize comitats ; plus belle encore que celle de Suzanne Thurzó. Le vieux Mathias Szentjakaby voulait surpasser le seigneur palatin,

qu'il n'appelait jamais autrement que « l'aventurier », à moins qu'il ne le qualifiât « d'animal entrelardé d'Allemand ». Ce n'était pas qu'il aimât beaucoup sa future belle-fille, tant s'en faut ! Le grand seigneur autoritaire avait failli éclater de colère en apprenant que son fils unique Georges voulait épouser Éva Drághy. Comment ? une pareille famille de mendiants osait se frotter à la sienne ? Et son fils qui, pour l'ancienneté de sa noblesse, pouvait rendre des points à la fille de l'empereur, donnait ainsi dans le piège ? On avait beau lui expliquer que les Drághy étaient d'ancienne lignée — il enrageait à la pensée de cette vilaine affaire ! Il ne put rien faire entendre à son fils, il fallut qu'il cédât. — Georges avait déjà plus de trente ans ; il était plus entêté, plus orgueilleux, partant plus fort encore que son père. Le monde s'étonnait : on se demandait comment la calme Éva Drághy avait pu ensorceler à ce point un homme si méfiant et si rude qui jusque là détestait toutes les femmes. Et la jeune fille, pouvait-elle aimer le seigneur Georges ; l'aimait-elle vraiment, ou n'était-ce qu'apparence ? On disait : elle a peur de lui . . . Pour le grand jour des noces les gens de trois comitats s'étaient rassemblés au pied du donjon ; on avait fait cuire à la fois cinquante bœufs aux cornes dorées et le vin coulait comme un ruisseau. Et là haut ! Le manteau de cérémonie du seigneur Mathias, avec ses boutons de rubis, et la robe de sa femme, la vieille Suzanne Bebek, avec ses parures de diamants et ses broderies d'or, valaient une principauté. Le seigneur Esterházy portait à lui seul des trésors qui eussent acheté un pacha, et le capitaine allemand de Kassa aurait vendu le salut de l'âme de l'empereur pour la canne d'or du seigneur de Csáky, l'organisateur de la noce. Le seigneur de Forgách, témoin de la mariée, comblait de compliments le seigneur Mathias : pour leur faire honneur, il s'était laissé pousser la barbe si longue qu'il en eût pu tresser trois nattes . . . Miklós Serédy avait alors vingt ans ; il était garçon d'honneur, et comme tel, tout cousu de rubans. Il n'avait pas pu voir encore la fameuse fiancée, et c'est avec une curiosité d'autant plus grande qu'il se pencha en avant lorsque le couple entra enfin dans la chapelle du château, toute pleine d'une foule en grand costume quand Éva Drághy gravit les marches de l'autel. Cette minute décida de sa vie. La fiancée était là dans une éclatante robe de soie brochée avec une coiffe ornée de

perles sur ses onduleuses boucles de cheveux noirs, et son visage était plus blanc encore que la dentelle d'argent du col qui l'encadrait. Aux côtés du grave fiancé, elle semblait dans les fumées de l'encens une apparition céleste. Comme si elle s'éveillait un instant de son rêve, un effroi passa dans ses yeux bleus songeurs. Miklós chancelait. Qui était cette personne inconnue qu'il n'avait jamais vue et que cependant il se rappelait ? C'était l'idéal qui lui apparaissait et qui avait traversé tant de fois ses rêves d'amour. Hélas ! Quand il passait enfin de ses rêves dans la réalité, c'était pour lui devenir infidèle. Sous sa forme terrestre son idéal était la fiancée d'un autre ! Etonné, il répétait son nom : « On l'appelle sur la terre Éva Drághy ».

Tout ceci dura un instant ; lorsque le jeune homme reprit ses sens, le prêtre se tournait déjà vers la fiancée. Miklós Serédy aurait bien crié : « Mon amie, tu es à moi, surtout ne le dis pas *ce oui !*... » Mais les mots lui restaient dans la gorge, Éva prononça le « oui » et pendant que les gens de la noce se pressaient vers la porte de la chapelle, lui, comme abasourdi resta appuyé à un pilier.

Il ne sut pas bien ce qui s'était passé ensuite. Il ne se rappela qu'un détail : après le repas les invités sortirent de la grande salle à manger. Les écuyers avec leur bâton vert désignaient les danseurs pour la polonaise. Puis on exécuta le branle du flambeau où la dame tend une torche au danseur qu'elle a choisi. Lorsque vint le tour de Serédy, il gouta enfin le bonheur de tenir Éva dans ses bras, de la regarder en face, et dans un instant il lui donna à jamais son âme. Une minute après, le seigneur de Forgách poussa des cris d'allégresse, prononça une petite allocution et de la pointe de son épée détacha joliment la couronne de la tête de la mariée. Georges Szentjakaby enlaça avec passion Éva, elle était à lui, il pouvait l'emmener... « Il l'a prise ! » s'écrièrent les gens de la noce et au dehors on fit partir les mortiers.

Miklós vit cette scène et comprit qu'il n'y avait plus pour lui d'espoir en cette vie. Il n'avait plus besoin ni du vin au miel, ni de la coupe aux baisers ; il n'attendit même pas le gâteau de la demoiselle d'honneur. Sans parler à personne, il sortit dans la cour. Il monta sur son cheval et s'en alla par le pont-levis. Pendant que le bruit des invités s'éteignait

peu à peu derrière lui, il gagna la plaine, bien loin, toujours plus loin. Il laissa la noce et courut mourir à la guerre . . .

Mais voilà, pendant ces trois ans la mort n'a pas voulu de lui ! Sa passion l'a fait revenir ici — et il est là de nouveau, pourquoi est-il venu, que veut-il ? . . . On voyait dans le lointain les fenêtres du donjon s'allumer les unes après les autres. Il fermait ses poings qu'il appuyait sur le pommeau de la selle — oh, comme il haïssait cet heureux Georges Szent-jakaby ! Machinalement il éperonna son cheval et le poussa en avant vers la forêt de pins de la Vallée Noire.

— Ce n'est pas par là ! grondèrent ses compagnons, où vas-tu ?

— Toujours en avant — répondit avec obstination Miklós qui mit son cheval au trot et s'enfonça dans la sombre forêt. Puisqu'il était là, il voulait aller dans l'obscurité de la nuit jusque sous la fenêtre d'Éva Drághy . . . Ses fidèles le suivirent en grommelant. Ils jetaient continuellement un coup d'œil en arrière. Ils se demandaient si ce n'était pas le canon qu'on entendait tonner du côté de Kassa. Dans l'autre vallée, il leur semblait voir des cavaliers ; il y avait sûrement quelque chose là-bas, et les Allemands allaient tomber sur eux !

Mais qui donc conduisait les Hongrois ? Autour d'eux la forêt devenait de plus en plus sombre. Tout à coup Grégoire Oesztöcsev tira la bride de sa monture. Ils s'arrêtèrent. On entendait, en effet, un bruit de chevaux dans la direction de Pierre Noire.

— Il y en a plusieurs, dit le hussard Pierre Szennyesi, ils sont autant que nous !

Ils se rapprochaient, puis ils s'arrêtèrent aussi. On pouvait presque entendre les paroles qu'ils prononçaient à voix basse. Le cheval de Keczer se mit à hennir. — Hourrah ! cria-t-on de l'autre côté, je vous le dis, c'est l'ennemi ! . . . Miklós Serédy voulut crier, mais il était trop tard. Trois coups de mousquet retentirent de l'autre côté, et Gaspard Istenadta tomba de cheval. Ambrus Keczer proférait des jurons . . . Le reste fut l'affaire d'un instant. Les épées brillèrent et, dans l'obscurité, les adversaires se précipitèrent les uns sur les autres avec une ardeur sauvage. Un cavalier de haute stature se jeta sur Serédy qui para un coup terrible, riposta et enfonça son sabre dans le corps de l'assaillant. L'inconnu tomba de cheval . . . L'éclat

de la lune sortant des nuages éclaira la victime ensanglantée et Miklós effrayé sauta à terre. Ses camarades avaient déjà repoussé les ennemis et les poursuivaient ...

Miklós Serédy était là, penché sur le cadavre et il n'en croyait pas ses yeux ! Ce n'était autre que l'orgueilleux mari d'Éva Drághy, Georges Szentjakaby en personne. Son chagrin fit place à l'enthousiasme de la victoire et à la joie de la vengeance assouvie, puis il leva les yeux vers le ciel couvert et se dit : « Ce n'est pas ma faute, je ne le voulais pas ... c'est le sort qui l'a voulu, c'est le sort qui me fraye la voie vers Éva Drághy ! ... » Au nom d'Éva cependant il trembla tout d'un coup et terrifié jeta un coup d'œil autour de lui : qui croira qu'il ne l'ait pas guetté en assassin ? Et son regard sombre errait devant lui ...

Ses camarades, qui revenaient de la poursuite ne firent guère attention au cadavre ; ils remarquèrent seulement qu'on sonnait le tocsin au donjon. Farkas Weer demanda tout simplement :

— Quel est donc ce chevalier ?

— Personne, répondit Miklós sourdement, allons !

Ils hissèrent sur son cheval le malheureux Gaspard qui était blessé et revinrent en galopant dans la nuit sombre.

Presque tous ses compagnons tombèrent le lendemain dans une rencontre avec les Allemands de Kassa. Miklós Serédy dut s'enfuir, mais plus encore que l'ennemi, le poursuivait le souvenir funèbre de la Vallée Noire. Il lui fallait quitter ce pays et retourner aux confins de la Transylvanie ! Il regagna les champs de bataille de la Moldavie secrètement, comme il en était parti. C'est seulement après de longs mois qu'il apprit ce qui s'était passé pendant ce temps dans la famille du noble Szentjakaby.

II.

Le vieux Mathias faillit en mourir de chagrin, dans le sentiment de sa fureur impuissante. On dit que du village on l'entendait pousser des cris affreux : « Donnez-moi, disait-il, l'assassin de mon fils, que je le mette en morceaux ! ... » Sa douleur d'homme s'apaisa, mais son orgueil de grand seigneur continuait de réclamer une effroyable vengeance. Pour sa

honte, son fils n'était pas mort dans la bataille, mais massacré par la main d'un assassin — malheur à lui ! D'abord il soupçonna les mercenaires du capitaine allemand de Kassa, et dans sa rage aveugle, fit tuer et mutiler une dizaine de prisonniers autrichiens. Parmi les victimes se trouvait un comte Stahremberg, et ce fut pour lui une mauvaise affaire, car le grand pape latin le menaça d'un procès . . . Cependant il devint bientôt évident que le meurtrier ne pouvait être Allemand — un Magyar seul avait pu le frapper ; encore devait-il habiter dans le voisinage immédiat du donjon. Alors le peuple de la campagne fut terrorisé, dans tous les hameaux d'alentour on dressa les potences ! Tout fut vain . . . Mathias eut alors une autre idée ; il soupçonna les seigneurs voisins, exaspérés par la cruauté de son fils. Il poursuivit à mort les anciens aspirants à la main d'Éva Drághy. Il accomplit de grands actes de violence et se brouilla avec tout le monde.

Dans la vaste salle des Chevaliers de Pierre Noire la dépouille mortelle de Georges Szentjakaby était exposée en grande pompe. Enveloppée dans un voile de deuil, la jeune veuve était agenouillée au pied du catafalque ; à côté d'elle le vieux seigneur, vêtu de noir, se tenait sévère et impitoyable. Dans son émotion, sa longue barbe blanche s'agitait, il regardait fixement et guettait, de plus en plus soupçonneux, les hôtes qui défilaient devant le cercueil. On eût dit qu'il les avait tous invités pour les citer devant le cadavre, et voir si selon l'ancienne croyance, la blessure saignerait sous le regard du meurtrier ; durement il ne cessait de dire :

— Regardez mon fils, regardez-le bien.

Et sournoisement il examinait les visages, pour voir si quelqu'un ne se trahirait pas et si, par miracle, le sang ne jaillirait pas de la grande blessure que le mort portait à la tête ? Tous défilaient, mais il ne voyait toujours pas le meurtrier . . . Le vieillard serrait les poings et d'une voix rauque jetait de brèves paroles. A côté de lui Éva Drághy, agenouillée, poussait des soupirs de douleur. Le seigneur Mathias se retourna brusquement et, joyeux de trouver une victime dans sa fureur impuissante, toisa la jeune femme avec une méprisante ironie. Il lui cria comme si tout le malheur venait d'elle :

— Et toi, pourquoi pleures-tu, qui pleures-tu ?

Éva effrayée leva les yeux.

— Tu pleures ton mari ? s'écria le seigneur Mathias, qu'est-il pour toi ? Moi, j'enterre mon fils unique, je n'ai plus de fils, tandis que toi ... toi, tu auras bientôt un autre mari !

— Jamais !

— Ne me réponds pas ! tu es jeune, tu te remarieras ...

— Je jure ...

— Ne jure pas, tonna le seigneur Mathias, tu te remarieras, et moi, je sais déjà, je te le dis, avec qui ...

— Ayez pitié de moi ! ...

— Celui avec qui tu te remarieras, continua le vieillard avec cruauté, ce sera le meurtrier de mon fils ! Au moins de cette façon nous le retrouverons !

Un murmure d'effroi traversa l'assemblée. Éva Drághy se dressa en poussant un cri et se tordant les mains :

— Seigneur mon père, que voulez-vous de moi ? que dois-je faire ?

— Marie-toi — répéta le seigneur d'un ton menaçant. La pauvre jeune femme perdant la tête leva trois doigts.

— Je jure par le Dieu Tout-Puissant que je n'épouserai que celui qui vengera mon mari et fera justice du meurtrier.

Le vieux Szentjakaby avec un air de défi parcourut l'assemblée du regard, puis il dit :

— Tu l'as juré — qu'il en soit ainsi !

III.

Les mois s'écoulèrent ; deux saisons étaient déjà passées et le donjon de Pierre Noire avait recouvré un peu de sa tranquillité. Le désir de la vengeance était toujours aussi vif chez le vieillard, mais il s'était mué en une sorte d'idée fixe qui l'occupait nuit et jour et le poussait à combiner les plans les plus compliqués pour retrouver les traces de l'assassin. Il travaillait continuellement dans le bastion turc du donjon et envoyait des espions dans tous les sens. Parfois, quand il croyait avoir trouvé une piste, sa fureur se ravivait, il torturait, il faisait brûler à petit feu les paysans, ou bien il mandait aux seigneurs « de prendre garde qu'il se chaufferait les mains à l'incendie de leur maison et qu'il exterminerait tout le monde ». Le comitat lui infligea un blâme, mais on cessa vite de prendre au sérieux les caprices du dément. On s'occupa plutôt d'Éva Drághy ;



et ceux qui s'en occupèrent surtout, ce furent les jeunes seigneurs amoureux.

Dans les environs on parlait beaucoup du serment ; quelques-uns le trouvaient naturel, d'autres plaignaient la jeune femme. Cependant son vœu tentait d'autant plus le cœur des hommes, et rendait non seulement plus dangereuse mais aussi plus désirable la beauté de la veuve, qui était le prix du combat. Une ardeur étonnante s'empara des jeunes gens ; il y en avait qui, sincèrement, recherchaient l'auteur du meurtre, mais la plupart voulaient par-dessus tout s'introduire auprès d'Éva et confiaient le reste au dieu des amoureux. Ne pourrait-on pas enlever de Pierre Noire la pauvre prisonnière ? Sûrement le vieux tyran l'empoisonnerait tôt ou tard ...

Les prétendants les plus audacieux, comme les seigneurs de Forgách et de Perényi étaient entrés dans le donjon par ruse. Ils avaient demandé la permission de pénétrer auprès du seigneur Mathias et lui avaient fait croire qu'ils étaient sur la trace du meurtrier, puis, profitant de l'occasion, ils avaient rendu visite à la veuve. Mais ils s'étaient bien trompés ! Éva Drághy était prisonnière ; en dehors des heiduques du donjon, elle était gardée par deux vieilles femmes : la vieille Suzanne Bebek à la figure de sorcière et sa propre mère, la bonne M^{me} Drághy, Sophie Monaky, — Suzanne Bebek veillant à la mémoire de son fils, — Sophie Monaky à l'avenir de sa fille, — l'une voulait la maintenir dans le chagrin qui écrase, l'autre s'efforçait de lui donner l'espoir qui ranime. Les deux mères se querellaient souvent ; entre elles, Éva devenait de jour en jour plus sombre. Son fameux serment ne l'intéressait pas ; elle se garderait bien de se remarier ! Après le malheur qui l'avait tout ébranlée, elle avait, dans son abattement, renoncé à la vie et ne soupirait plus qu'après la paix du tombeau. Chaque jour elle priait pour l'obtenir. L'année de deuil s'écoula. La semaine qui suivit l'anniversaire, un beau jour, le jeune Miklós Serédy, dont les envoyés de la Transylvanie qui traversaient le pays avaient tant vanté les vertus guerrières, entra à l'improviste dans Pierre Noire.

IV.

Miklós Serédy était donc revenu dans son pays ; mais sans se cacher cette fois ; il était décidé à tout, et plus agité, plus amoureux que jamais. Dans les dangers des batailles, un an durant, beaucoup de nouvelles étaient parvenues jusqu'à lui ; le hasard astucieux ne lui avait cédé qu'un détail, le serment juré par Éva Drághy. Il tressaillait chaque fois qu'il apprenait qu'on recherchait encore le meurtrier ; et s'efforçait en vain de laver dans le sang des combats la tache de sang restée sur sa main. Les sentiments contraires de l'effroi et de la joie tentaient et consumaient son âme ; il ne pouvait plus rester au loin ! Comme le lieu du crime fascine le coupable, la forêt où il avait tué Georges Szentjakaby l'attirait invinciblement ; il sentait qu'il lui fallait y retourner, fût-ce au prix de la vie . . . D'ailleurs, il tremblait de désir, en songeant à Éva : pleurerait-elle encore son mari ? Il voulait voir et savoir, car le doute l'affolait . . . Il était jaloux de cet homme qu'il avait tué et qui dans son souvenir vivait plus que jamais.

Il voulait s'approcher d'Éva, si près que l'ombre sanglante ne pût trouver la place de glisser entre eux.

De nouveau il trotta par le chemin rocailleux, de nouveau il s'arrêta devant l'ouverture oblique de la Vallée Noire. A la vue du donjon, il éclata d'un mauvais rire : « le cherchait-on encore, ce meurtrier ? » Mais tout de suite il se traita de lâche coquin. « Bah ! s'écria-t-il enfin avec insouciance, après tout, je n'y pouvais rien, c'est le sort qui l'a voulu, c'est le sort qui me fraye un chemin vers Éva ! Advienne que pourra, elle est à moi, allons, en avant ! » Et sur ces mots il entra dans l'épaisseur de la forêt. Il ne cessait de penser à Éva. On dit que son cheval, à un tournant, fit un écart et que le cavalier reconnu, avec un effroi soudain, l'endroit où il avait tué le seigneur Georges . . .

Il arriva au donjon. Comme il apportait une lettre importante de Gábor Bethlen, on l'introduisit immédiatement auprès du seigneur Mathias. Chose étrange, le vieux tyran le reçut cordialement ; par un caprice de sympathie il se mit dès la première minute à prendre en amitié ce jeune brave au regard décidé. Il aimait ses allures rudes que lui avait données l'habi-

tude des combats, il le retint, ce qu'il n'avait jamais fait pour personne.

— Tu es un homme, mon garçon ! Ah ! combien différent des jeunes seigneurs d'ici qui prennent le chant de la mésange pour le rugissement du lion, et à qui leur ombre fait peur ! Toi, tu m'aideras : c'est toi qui trouveras le meurtrier de mon fils... — Ensuite il conduisit le jeune homme dans l'appartement des femmes.

Le cœur de Miklós Serédy bondit dans sa poitrine quand il s'arrêta sur le seuil. Une faible lumière, traversant les rideaux de soie, pénétrait dans la chambre de la tour et tombait timidement sur les murs peints de couleurs crues, sur les coffres peints, sur les tapisseries superbes couvertes de scènes bibliques. Éva, tout en noir, quitta la grande chaise où elle se tenait auprès de l'immense poêle de faïence verte ; Suzanne Bebek était à sa droite, Sophie Monaky à sa gauche, et devant elles il y avait un rouet et une quenouille ; sur un escabeau était accroupi le fou bossu Markalf. En silence, étonnées, elles regardaient le nouveau venu. Miklós était splendide, debout avec ses bottes jaunes et son dolman pourpre de tcherkesse ; mais il apparut encore plus beau quand, en luttant pour cacher sa passion, il regarda la jeune femme. Éva leva les yeux et, comme lors de son mariage à l'église, elle sembla s'éveiller à une nouvelle révélation — moins effrayante peut-être que la première. Sur son visage pâle le printemps sembla succéder à l'hiver, et sa jeunesse parut se dépouiller de son deuil. Faut-il s'étonner que si faible, elle se soit instinctivement réfugiée auprès de cette force jeune qui des yeux de Miklós pénétrait dans sa prison comme un rayon vivifiant de soleil ? Les jeunes gens se regardèrent et Miklós ne put dire un mot. Éva se taisait aussi. Enfin elle abaissa ses paupières fatiguées et pencha la tête avec résignation.

Le fou s'en alla vers la fenêtre en boitant et ricana :

— Voilà le printemps !

— Il n'y a plus de printemps, riposta la vieille Bebek en fureur ; on l'a enterré avec mon fils.

V.

Vinrent les jours qui rongent le cœur, jours de doute et d'espoir, de malédiction et de joie. La passion de Miklós l'emporta comme une rafale. Il était donc enfin près du temple de son amour auquel, depuis quatre ans, son ardent désir aspirait et montait comme une prière ; cette femme, dont l'image l'accompagnait sans cesse, était donc devant lui, réelle et désespérante ! Oh, comme il aurait voulu lui déclarer, déposer à ses pieds les trésors de son secret amour !... Mais cela ne se pouvait pas.

Dans les après-midi tranquilles, quand ils étaient assis à la fenêtre dans la chambre de la tour et que, sur son métier, Éva faisait de la broderie en dents de loup, la méfiante Suzanne Bebek restait toujours à côté d'eux et épiait méchamment chaque parole, chaque mouvement du jeune homme. En face, la bonne Sophie Monaky s'efforçait en vain d'être aimable. Impossible à Miklós d'adresser une seule parole à Éva ; ils ne pouvaient que converser par les yeux, à la dérobée. Mais peut-être était-ce mieux ainsi : auprès du regard, la voix est lente et inhabile ; le langage de l'œil est plus rapide et plus riche. Le regard de Miklós brûlait de passion : « Aime-moi, il faut que tu m'aimes. » Et Éva répondait timidement : « Aie pitié de moi... quitte-moi ! » — « Jamais. » — « Ne ravive pas mon chagrin. » — « Je suis venu pour toi, m'aimes-tu ? » — « Ne me le demande pas. » — « Tu es à moi, je te délivrerai ! » « Je me réfugierai bien auprès de toi, mais je n'ose pas... »

Elle lui montrait sa broderie, et leurs doigts parfois se rencontraient. Oh bonheur, Miklós en eût perdu la tête ! Le bossu anxieux les épiait. Le bon fou leur eût volontiers donné son aide plus d'une fois. Il brisa quelque chose dans la chambre voisine simplement pour que Suzanne Bebek accourût le battre et ainsi laissât seuls les jeunes gens. Une occasion de ce genre permit enfin à Miklós d'avouer son amour, et il chuchota à l'oreille d'Éva :

— Mon amie, je souffre depuis quatre ans... je t'ai vue pour la première fois à ton mariage...

Éva baissa les yeux, sa poitrine haletait.

— Mon pauvre mari...

— Tu l'as aimé ? reprit-il plein de jalousie.

— Il a été mon époux !

— Et tu l'aimes encore ?

Éva se tordit les mains.

— Il le faut après une telle mort !

— Tu le pleures beaucoup ?

— Je prie pour lui...

Tous les matins, en effet, la jeune veuve allait prier à la chapelle du donjon. Miklós n'écoulant que sa passion la suivit en cachette sous les voûtes sombres. En la voyant agenouillée, il joignit machinalement ses mains pour prier aussi... Mais alors le souvenir de Georges Szentjakaby s'appesantit sur lui, dans la sainte maison de Dieu. Terrifié il regarda ses mains coupables ; un rayon de soleil qui pénétrait par les vitraux mettait dessus une tache rouge sang... Il se leva troublé. N'aurait-il donc pas trouvé grâce devant Dieu ? l'ombre sanglante n'aurait-elle donc pas pitié de lui ? que devait-il faire ? Tout tremblant il s'avança jusqu'aux marches de l'autel. A l'autre bout Éva priait. Il tomba sur les genoux et se promit de tout lui dire... « Dieu, prends notre amour en grâce !... » Comme il levait la tête, Éva fit aussi un mouvement. Ils se regardèrent — et se sentirent coupables dans un même désir, parce qu'ils priaient pour une même chose.

Miklós sortit en chancelant par la porte latérale. Il ne comprenait plus ; l'invincible héros commençait à perdre ses forces. Il se sentait emporté dans un tourbillon vertigineux... Que s'était-il promis ? Oui, il lui fallait avouer à Éva son sanglant méfait, mais le lui pardonnerait-elle ? Il faudrait bien qu'elle lui pardonnât ! La joie et la peur luttèrent en lui. Dieu saint, comment le lui dire ? Il se combattait lui-même en efforts impuissants.

Et de nouveau ils étaient assis à la fenêtre dans la chambre de la tour. Miklós était très pâle, mais suivant son habitude il continuait de raconter ses combats en Moldavie. Il ne détachait pas ses yeux d'Éva et épiait si elle ne tressaillait pas au récit de toutes ces morts sanglantes. Les dames pour l'écouter retenaient leur haleine... Puis Suzanne Bebek sortit de la chambre. Le moment était venu. Mais Sophie Monaky prit la première la parole :

— Eh, Miklós, si notre meurtrier se présentait devant votre épée héroïque !

Éva tressaillit.

— Ma mère !

Le cœur de Miklós battait.

— Ce meurtrier, dit-il d'une voix étranglée, — n'apparaîtra donc jamais ?

La jeune femme angoissée le regarda.

— Si nous arrivions à le découvrir !

— Mon amie, poursuivit le jeune homme, si l'on vous amenait ici le meurtrier, que feriez-vous ?

Les yeux d'Éva brillèrent de crainte. Elle se glissa auprès de sa mère et sa mère répondit à sa place. A voix basse elle prononça ses paroles qui en disaient long :

— Elle te le confierait, Miklós ! ... Sais-tu ce que j'entends par là ? — Mais Miklós ne savait pas.

— Vous n'auriez donc pas pitié de lui ? fit-il.

A ce moment, Suzanne Bebek revenait dans la chambre. Elle avait dû soupçonner quelque chose, car elle était debout sur le seuil, d'une pâleur mortelle. Menaçante elle leva son doigt osseux :

— Éva Drághy, sais-tu ce que tu as juré ?

Éva se leva, le visage blême.

— Je sais ...

Miklós se leva aussi. Suzanne Bebek le toisait de son regard haineux :

— Pourquoi n'as-tu pas dit à ce jeune guerrier qu'Éva Drághy ne peut épouser que celui qui nous vengera du meurtrier de mon fils ? Où est le meurtrier, mon brave chevalier ? ajouta-t-elle d'un air railleur — on ne l'a pas trouvé, n'est-ce pas ? et l'on ne le trouvera pas !

VI.

Suzanne Bebek en tomba malade de colère ; il fallut la coucher et faire monter le physicien. Et Miklós Serédy ? Il avait été frappé d'un coup soudain, dont il ne revint que lentement dans sa chambre. La foudre était tombée sur lui, le serment d'Éva Drághy l'avait touché au cœur. Le monde s'assombrit ; la destinée pesait sur sa tête aussi lourde que l'univers. Il se révoltait ; il eût voulu s'échapper, s'enfuir, mais il comprit qu'il était tombé dans le piège, et qu'il se démenait

entre les barreaux de sa cage chaque jour rétrécie. Pas d'issue possible !... Il s'arrêta et regarda tranquillement bien en face l'ombre sanglante qui une fois encore avait paru devant lui. « Je t'ai pris ! » lui disait le ricanement de Georges Szentjakaby. Puis il vit Éva Drághy. Dieu saint ! je ne puis vivre ni avec elle, ni sans elle !... Advienne que pourra, allons d'abord vers elle.

Il se faisait déjà tard. Comme un voleur, Miklós gravit en hâte l'escalier ; dans le couloir le bon Markalf montait la garde ; plus loin Sophie Monaky lui faisait signe de venir. Peut-être l'attendait-on... Il se glissa vite dans la chambre d'Éva. Etendue sur son lit, prostrée son aimée pleurait... Miklós se jeta à ses pieds et lui prit la main.

— Mon cœur, sache que je t'aime...

— Je t'aime, dit Éva en soupirant, et comme les mains d'un homme désespéré se joignent pour prier, leurs doigts convulsivement s'enlacèrent.

— Un baiser, un seul !...

Un vertige les prit tous deux, ils auraient voulu s'attacher l'un à l'autre ; ce fut la jeune femme qui se ressaisit. Epouvantée, elle porta la main à son front.

— Hélas, j'ai juré ! Je ne puis être à toi... ô ce meurtrier maudit, il me tue comme il a tué mon mari !

La lumière de la lune tombait sur eux, fantastique. Miklós se tut et regarda longuement Éva.

— Ce meurtrier, dit-il enfin tout bas, et si je savais, moi, où il se trouve...

— Tu le saurais, mon cœur ? s'écria Éva à demi-folle ; et tu ne l'a pas dit encore ! parle, je vais appeler ma mère.

— Silence ! il suffit de te le dire à toi...

— Au nom du ciel, où est-il ?

— Tout près d'ici...

— Qui est-ce ?

— Ne demande pas cela... Dois-je le tuer ?

— Miklós, je perds la tête... Je puis être à toi... Voici le poignard, le poignard de Szentjakaby, le seigneur Mathias l'a accroché au-dessus de ma couche...

— Donne-le !... — Miklós secoua violemment la tête. Il ne voyait que ces lèvres douces et tremblantes.

— Éva, maintenant donne-moi ce baiser, un ardent baiser . . .

— Après . . . quand je serai à toi, je t'en donnerai cent, mille . . .

— Non, s'écria Miklós, donne-le maintenant !

— Pourquoi, mon cœur ?

— Qui sait . . . qui sait si, après, je pourrai venir le prendre . . .

Mais Éva entendait à peine les paroles qu'il lui chuchotait .

— Je serai à toi . . . ne cessait-elle de répéter.

Miklós hésitait .

— Quand donc faut-il que j'en finisse avec lui ?

La femme tressaillit .

— Vite, le plus vite possible, afin que je puisse être à toi . . . Demain !

— Demain ? . . . c'est bien . . . Mais donne moi un baiser maintenant . . .

Éva épuisée se défendait faiblement .

— Mon cœur . . . il ne faut pas que je trahisse ma parole ! Jure-moi avant .

— Je jure que je le tuerai demain. Demain matin regarde de ton balcon le grand rocher qui est dessous ; le meurtrier y sera, baigné dans son sang . . .

Ils se regardèrent tous les deux, puis Éva ferma les yeux .

S'oubliant en un long baiser, ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre .

*

Et le lendemain matin, lorsque de son balcon Éva regarda le rocher, elle y vit bien le corps du meurtrier baignant dans son sang. Il avait dans le cœur le poignard de Georges Szentjakaby : c'était Miklós Serédy .

JULES DE PEKÁR.

LE SHINTOÏSME

I. La religion primitive du Japon.

Ce n'est pas chose facile de se faire une idée exacte du système de croyances des Japonais. La religion officielle dans l'empire du Soleil levant c'est le *shintoïsme*, mais les cérémonies religieuses les plus répandues et les plus populaires se rapportent toutes au culte de Bouddha. Quand un enfant vient au monde, ses parents le portent à un temple shinto pour le vouer au service de quelque divinité, et lorsque l'être humain arrive au bout de sa carrière, il est enterré dans un cimetière bouddhiste. Quand on interroge les indigènes sur leur religion, ils répondent invariablement qu'ils appartiennent à l'Église shinto, mais pour faire leurs prières, ils se rendent tous dans les temples bouddhistes. Toutes ces contradictions, plus ou moins frappantes, font qu'il est presque impossible à l'observateur de se rendre un compte exact de l'état d'âme de ce peuple.

La confusion qui règne dans le domaine des idées religieuses dénote l'état primitif et précaire des notions théologiques dans ce milieu. En effet, le fait de n'être pas fixé sur les questions les plus élémentaires qui se rapportent au système de croyances, témoigne de l'absence presque complète d'une vie spirituelle qui mérite ce nom. Il importe de ne pas confondre les qualités qui ont trait à la vie matérielle avec les aptitudes spirituelles. Ainsi, la vie physique et matérielle d'un peuple peut être très avancée, sa fantaisie éveillée, sa mémoire infallible, ses facultés d'assimilation développées à un très haut degré, sans que la vie spirituelle présente chez lui un état

d'avancement notable. Et ce trait de caractère nous frappe d'autant plus vivement que notre séjour dans ce pays se prolonge davantage. Plus nous avons l'occasion de constater le haut degré du développement matériel de ce peuple, son imagination exubérante, sa mémoire excellente et ses facultés d'adaptation sans pareilles, plus nous nous étonnons de ce que sa vie spirituelle soit restée à ce point arriérée.

Les habitants primitifs du Nippon étaient des fétichistes, adoreurs des forces de la Nature : du soleil, de la terre, des astres, des éléments et d'autres phénomènes naturels. En avançant des brumes de la préhistoire vers les temps historiques, le nombre des dieux et des esprits augmente continuellement. On avait admis dans le Panthéon shinto, d'une étendue illimitée, des animaux, des plantes, des pierres, etc. Ces abstractions primitives constituaient les premiers éléments de la foi de cette population. Le Shintoïsme n'est que la systématisation des pressentiments vagues et nuageux de la nature humaine.

Jusqu'ici, il n'y a rien d'extraordinaire, car nous rencontrons les mêmes croyances aux débuts d'une foule d'autres peuples. Ce qui est surprenant et ce qui caractérise surtout les Japonais, c'est qu'ici ces conceptions primitives ont duré indéfiniment, sans aucune modification. Le Shintoïsme est tout aussi primitif et imparfait aujourd'hui qu'il l'était il y a des milliers d'années. Ce défaut complet d'évolution, ce manque d'un idéal élevé et abstrait constitue une anomalie inexplicable dans la vie intime de ce peuple.

On a peine à le croire, mais il est certain que la religion shinto manquait au commencement de toute morale. Les prescriptions éthiques se réduisaient à ces deux règles : Chacun doit suivre ses penchants et obéir au mikado. Il n'y a pas de trace ici de récompenses ou de peines supra-terrestres. Cette religion ne se préoccupe pas de la mort. On y parle bien, incidemment, d'une vie d'au delà du tombeau, mais ce sont là probablement des réminiscences d'une influence extérieure qui s'est fait sentir plus tard. Il est sûr qu'au commencement, le Shintoïsme ne présente nulle trace de cérémonies attachées aux sépultures. Les plus anciens documents permettent seulement de supposer qu'on avait la coutume de transporter les cadavres dans un endroit écarté, pour les y abandonner aux animaux de proie.

Les rites de cette religion sont primitifs et son clergé manque de toute culture. Le culte se borne à quelques prières, composées d'un certain nombre de brèves sentences très anciennes, qui doivent être récitées matin et soir. Les courtes cérémonies consistent dans l'offre faite de quelques produits agricoles ou de fruits, ce qui étant fait, les prêtres vaquent le reste du jour à leurs affaires. On ne trouve nulle trace d'études théologiques, ni d'une vocation plus spéciale, ni d'une discipline tant soit peu rigoureuse. Les prêtres ne s'engagent même pas à persévérer dans l'état ecclésiastique, mais aussitôt qu'une position plus avantageuse ou un travail plus lucratif s'offre à eux, ils quittent aussitôt cette carrière pour en embrasser une autre.

Au temps où l'usage de l'écriture était encore inconnu, les prêtres apprenaient, par simple tradition, les cérémonies et les prières usuelles. La connaissance des lettres ne s'est répandue que fort tard : on n'a commencé à apprendre à lire et à écrire qu'au cinquième siècle de notre ère, par l'intermédiaire de maîtres chinois. A partir de ce moment, sans doute, de nouvelles idées et conceptions se sont mêlées aux croyances de l'ancienne religion. Une grande partie des idoles, et en première ligne le culte des ancêtres qui forme le fond même de la religion shinto, témoignent incontestablement de l'influence de la Chine, bien que les écrivains japonais, et après eux les historiens d'origine européenne, ne disent rien de cette action de l'Empire céleste, quoiqu'elle soit d'une évidence qui ne laisse pas de place au doute.

Les documents les plus anciens qui jettent quelque lumière sur l'origine de la religion shinto, reposent purement et simplement sur des légendes. On a commencé de bonne heure à recueillir ces traditions. La plus complète parmi les vieilles chroniques porte le nom de *Kojiki*. C'est elle qui est citée le plus souvent et qui contient le plus grand nombre de documents historiques se rapportant aux temps anciens. On la croit l'ouvrage d'un fonctionnaire de la cour du nom de *Hiyeda no Ara*, qui aurait vécu au VIII^e siècle de notre ère ; son travail est intitulé : Recueil de choses anciennes.

Les chroniques de Nippon ou *Nihongi* datent de la même époque. Un grand nombre de vieux mythes sont conservés dans ce recueil qui est, selon toute probabilité, l'ouvrage

collectif de plusieurs auteurs. Il est écrit en langue chinoise, comme la plupart des chroniques de cette époque. Il existe encore un autre ouvrage, très volumineux, qui a également conservé beaucoup de vieilles légendes, c'est le *Kiujiki*. On le dit plus ancien encore que les deux précédents, mais l'authenticité n'en est pas au-dessus de tout soupçon : elle a été, au contraire, souvent contestée.

Les annales de l'époque désignée sous le nom de *Sengi*, datent de deux siècles plus tard (début du dixième siècle) : elles portent le nom de *Sengishiki*. Cet ouvrage a conservé quelques détails intéressants des anciennes cérémonies religieuses et il contient, de plus, le texte des prières les plus usuelles.

Ce sont là les documents historiques les plus anciens. Ils ne remontent pas, en somme, très haut, car, comme on l'a vu, le *Kiujiki*, en supposant qu'il soit authentique, n'est pas antérieur à l'année 620 de notre ère ; le *Kojiki* date tout au plus de 712, le *Nihongi* de 720, tandis que le recueil intitulé *Sengishiki* a été compilé vers 923. Comme il a déjà été dit, il n'existe pas de documents écrits plus anciens, ni plus authentiques que ceux qu'on vient d'énumérer. Tous ces ouvrages présentent, sans doute, une grande valeur historique, mais il ne faut pas perdre de vue qu'ils datent d'une époque postérieure, de mille ans environ, à la première occupation du pays par ses possesseurs actuels, qu'on place généralement au IV^e siècle avant J.-C.

Plus on s'engage dans l'étude de ces vieilles légendes, plus on consulte les documents des anciens temps, et plus on est étonné de constater l'absence complète de toute pensée générale, comme de tout système de croyances quelque peu développé. Les documents qui se rapportent aux origines de la religion primitive, portent tous un caractère fragmentaire ; ils ne présentent que quelques détails infimes de la mythologie nationale, qui se complique seulement dans le cours des temps. Mais il est impossible d'y puiser une notion claire ou complète de l'essence de cette religion, de ses dogmes ou de son culte.

II. Idées primitives.

On a vu combien les dogmes de l'ancien Shintoïsme sont primitifs. Le système de croyances de cette religion est resté plus élémentaire encore si possible : nous n'y rencontrons, pour ainsi dire, point d'idées abstraites. L'élément transcendant et abstrait y est resté inconnu même jusqu'à ce jour. Il est presque incompréhensible qu'un peuple ait pu se passer à ce point, malgré son évolution plusieurs fois séculaire, de tout développement spirituel. La langue japonaise elle-même est encore, à l'heure qu'il est, d'une pauvreté extrême quand il s'agit d'exprimer des idées abstraites : elle est presque incapable de rendre les nuances diverses des distinctions psychologiques un peu subtiles.

Il suffit de jeter un coup d'œil, même superficiel, sur la littérature japonaise pour s'apercevoir de suite de cette grave lacune. Cette littérature elle-même est d'une pauvreté déconcertante : elle n'est nullement comparable au trésor littéraire des autres peuples civilisés de l'Asie : des Chinois, des Perses, des Indous, etc. Les ouvrages qui la composent sont, pour la plupart, des annales, des chroniques et des récits plus ou moins longs. Ces derniers doivent leur succès à la peinture fidèle des objets de la nature et des mœurs de la nation : leur valeur littéraire consiste dans la simplicité et le ton naïf qu'ils affectent. On ne sera pas étonné, après cela, que les écrivains les plus célèbres du Japon ont été de tout temps des femmes. Ainsi, l'ouvrage le plus renommé de la littérature japonaise, le *Gengi Monogatari*, qui date du XI^e siècle de notre ère, a été écrit par une femme, Murasaki Shikibu, qui fut une dame de la cour, renommée en son temps. Ce peuple n'a jamais produit des ouvrages religieux, scientifiques ou philosophiques de quelque valeur. Même au cours des deux dernières générations, quand un nombre considérable de jeunes gens ont fait des études brillantes dans les écoles les plus renommées de l'Europe, bien qu'un certain nombre d'entre eux se soient essayés en littérature, ils ne sont jamais parvenu à rien produire de remarquable. Il existe un contraste frappant, et presque inexplicable, entre cette stérilité de la vie spirituelle et les progrès matériels considérables réalisés par les Japonais.

On a vu que le Shintoïsme n'était, dans les commencements, que l'adoration de la Nature. Ce sont les astres et les éléments qui figurent en guise de dieux, et le nombre des idoles va toujours en augmentant. Avec le temps, il s'est fait un certain classement parmi ces dernières : actuellement on peut les ranger dans les trois groupes suivants : 1^o les dieux personnels ; 2^o les espèces naturelles ou les genres ; 3^o les qualités. A la première classe, appartiennent les personnages divins, tels que la déesse Soleil des temps primitifs ; à la seconde, les représentants des idées générales, tels que les idoles des arbres, des plantes, etc., et dans la troisième se rangent les entités qui symbolisent les qualités générales. Tous ces êtres de nature différente figurent comme dieux ; ils sont désignés par le nom de *Kami*, c'est-à-dire d'êtres supérieurs.

Il ne faut pas perdre de vue que toutes ces personnifications des forces naturelles, des qualités abstraites se présentent d'abord sous des formes vagues et indécises. Ainsi, la tradition nous représente la même divinité tantôt sous la forme d'un homme, tantôt sous celle d'une femme. Plus tard, l'une ou l'autre de ces formes finit par s'évanouir. Par exemple, la première idée du Soleil lui-même est celle d'un homme plein de force, capable de donner la vie ; mais cette image cède de plus en plus la place à celle d'*Ama-Terassu* qui est l'idée de la femme, de la mère aimante. L'Olympe shinto ne paraît pas attacher une grande importance au sexe des idoles qui y siègent.

Le culte des forces de la nature et celui des qualités générales ne prévaut que beaucoup plus tard : les dieux personnalisés de cette catégorie sont le produit d'une évolution lente et plus élevée. De même que le genre de ces figures mythologiques varie, leur nombre aussi est sujet à contestations. Ainsi, l'esprit *Musubi*, le promoteur de la fertilité, très populaire parmi les cultivateurs, figure tantôt comme une seule personne, tantôt comme dualité, et il est même représenté sous la forme de plusieurs personnes. On observe les mêmes variations par rapport à la divinité du Vent si importante pour les marins. On se la figure tantôt comme une seule personne, tantôt comme un couple d'époux. Il faut chercher la raison principale de ces métamorphoses fréquentes dans l'imperfection du langage. En effet, nous avons vu plus haut que l'ancienne langue est très

peu propre à distinguer les idées abstraites les unes des autres ; de plus, les formes grammaticales manquent aussi de précision. Ainsi, le singulier ne se distingue pas toujours d'une façon rigoureuse du pluriel ; de même, il n'existe pas d'article qui indique le genre des substantifs, etc.

Un des caractères les plus saillants du Shintoïsme, c'est le culte dont il honore les défunts ou même les hommes vivants. Les premiers parmi les êtres humains vénérés sont naturellement les mikados. Si l'on en veut en croire la tradition, le fondateur de la dynastie descend en droite ligne de la déesse Soleil. Il a quitté, selon la légende, les nuages, accompagné de sa cour, pour prendre possession du Japon et pour le gouverner. En conséquence, l'empereur porte le titre de *Petit-fils du Ciel* et les courtisans sont désignés par le nom d'*Hommes d'au delà des nuages*. L'héritier du trône porte le titre de *Hinomiko*, ce qui signifie « Enfant sublime du Soleil ». Le peuple, en parlant du souverain, le qualifie toujours d'*Envoyé du Ciel*. Et il n'est pas rare de rencontrer des qualificatifs dans le genre de celui employé par l'empereur *Keiko* qui, en extase devant les belles qualités de son fils, s'écria : « Bien que tu sois, par naissance, mon enfant, en vérité tu es une divinité. »

Il est vrai que les adeptes de la religion shinto n'insistent pas, pour le moment, sur les honneurs divins qui sont dus au mikado, mais les anciens empereurs ont toujours porté le titre d'*Akitu Kami*, c'est-à-dire « Divinité incarnée » : ce qui implique une supériorité sur tous les autres esprits vénérés dans le pays. Le peuple, n'ayant jamais eu l'occasion de voir l'empereur, par la simple raison que ce dernier menait, dans son palais, la vie retirée d'un Dalaï-Lama, s'est contenté de le comprendre dans ses prières. Bien mieux, il invoquait les mikados défunts, au même titre que ses autres divinités en nombre incalculable, pour qu'ils intercèdent en sa faveur : par exemple, pour lui procurer une récolte abondante, ou un temps favorable, etc. Et il est facile de constater, en visitant les palais qu'habitaient les anciens empereurs, combien la croyance dans l'intervention des mikados a jeté de profondes racines dans l'âme du peuple. Les appartements occupés par eux de leur vivant ont été transformés en chapelles, pour que les visiteurs soient à même de leur adresser leurs prières. Plus tard, ce ne furent pas seulement les empereurs qui

passèrent à l'état de divinité, mais l'apothéose s'étendit aux héros nationaux, aux grands hommes, aux bienfaiteurs du peuple, qui méritaient cet honneur par leurs qualités éminentes. Ainsi le nombre des dieux est infini : chaque contrée possède des séries d'idoles spéciales qu'elle vénère. Il suffit d'avoir accompli une action de quelque éclat, ou d'avoir exécuté un travail public d'une grandeur exceptionnelle, pour qu'on érige aux bienfaiteurs du pays un temple spécial où l'âme du personnage vénéré est censée résider, près des lieux où il avait passé sa vie. Ce qui prouve le plus clairement combien les idées théologiques les plus élémentaires sont restées superficielles dans l'entendement de ce peuple, c'est que les divinités et les héros vénérés sont fréquemment confondus les uns avec les autres ainsi que leurs attributs.

III. Tendances panthéistes.

Les honneurs du culte divin ne sont pas rendus aux hommes seuls, mais à différentes espèces d'animaux : parmi les dieux d'origine animale figurent aussi bien des carnassiers que certains oiseaux, etc. Ainsi l'ours est, jusqu'à nos jours, l'objet d'un culte divin dans les contrées septentrionales du pays. Les cerfs qui broutent par centaines le feuillage des bois sacrés de *Nara*, jouissent d'une réputation de sainteté. Dans le temple de *Jennoji*, sont vénérées les tortues, dans celui de *Hiyoishi*, les singes, à *Kumano*, ce sont les corbeaux qui sont l'objet d'un culte divin et les divers temples d'*Hashiman* sont le siège du culte des pigeons, et ainsi de suite ; presque toutes les espèces d'animaux ont des temples consacrés à un culte spécial. Le tigre, le serpent et le loup reçoivent des honneurs divins : le peuple attribue à ces animaux différentes vertus secrètes. D'autres espèces sont revêtues de qualités spéciales, ainsi le faisan est considéré comme le messager des dieux, etc.

Mais la plus populaire parmi les divinités animales est le renard qu'on vénère sous le nom d'*Inari*. C'est à peine s'il existe au Japon une ville ou un village où l'on ne rencontre une image peinte ou sculptée du renard. Les temples consacrés à cet animal abondent partout, surtout parmi les populations

agricoles. Il existe une quantité infinie de légendes et de mythes qui s'occupent des tours et des aventures de cet animal rusé. Il n'y a pas de vieillard dans les campagnes qui ne soit à même de raconter à la jeunesse des histoires plus au moins merveilleuses au sujet de compère Renard, ou qui ne se souvienne d'histoires plus ou moins véridiques où le père de la ruse est accusé d'avoir ensorcelé des paysans ou des ouvriers qui ne s'étaient pas méfiés de lui.

Etre possédé du renard constitue un état d'ensorcellement caractéristique et généralement redouté. La personne qui en est victime est considérée comme un être voué à la haine publique ; elle est, de fait, exclue de la communauté des hommes, jusqu'à ce qu'elle soit dûment exorcisée par un savant lama et qu'*Inari* en ait été chassé. Le renard doit, d'ailleurs, cette grande popularité à la circonstance qu'il accompagne invariablement la divinité du Riz, et il a fini ainsi par être identifié avec ce personnage mythologique. Il est presque impossible de fixer le nombre des animaux qui ont trouvé place sur l'Olympe de la religion Shinto, mais les quelques exemples cités suffisent pour nous convaincre que les espèces d'animaux auxquels on rend un culte divin sont nombreuses.

Mais ce qui est encore plus curieux que la vénération dont certains animaux sont l'objet, c'est la crainte superstitieuse qui entoure les figures de certains phénomènes naturels et même d'objets inanimés. Ainsi, le tonnerre, le tremblement de terre, la pluie, etc., sont considérés comme des manifestations de divinités spéciales. Le feu, les puits et le foyer domestique sont tous le siège d'un esprit spécial. Le feu est personnifié sous la forme de plusieurs idoles, dont l'origine est sans doute très ancienne. La plus puissante parmi ces dernières est connue sous le nom de *Kagu-tsuchi* ou le « Père rayonnant ». L'eau est représentée par une foule de personnages mythologiques ; la mer, les rivières, la pluie, les sources, etc., sont vénérées sous forme d'idoles spéciales. Les puits aussi sont tous le siège d'un esprit particulier, et il arrive fréquemment que le forage d'un puits est accompagné de cérémonies religieuses, surtout quand il s'agit d'en créer un dans l'enceinte d'un temple. Mais aux puits domestiques s'attachent également une foule de croyances superstitieuses, et les familles qui s'en servent les entourent d'un respect purement religieux. Obéissant à une coutume

très ancienne, la population évite autant que possible, même de nos jours, de combler un puits. Dans les cas où cette opération devient inévitable, on y descend jusqu'à fleur d'eau une tige de roseau ou de chaume pour réconcilier, par là, l'esprit du puits condamné.

La divinité du foyer domestique joue encore un rôle plus important dans l'existence journalière des gens du peuple. Elle figure tantôt comme un personnage isolé, tantôt comme un couple d'époux ou même comme un monstre à trois têtes. Mais le peuple désigne ce démon le plus souvent par cette dénomination générique *Aragami* : il le croit tantôt plein de bienveillance, tantôt il le suppose entêté et méchant, selon que le feu brûle d'une flamme vive ou qu'il s'allume difficilement. Aussi les vieilles bonnes femmes connaissent-elles une infinité de moyens pour l'apaiser ou le rendre propice. La première règle, et la plus efficace, sous ce rapport, prescrit de ne jamais poser sur le foyer un objet susceptible d'offenser *Aragami*.

Je n'en finirais jamais si je voulais présenter une liste complète de tous les objets, des idées, des qualités abstraites, des phénomènes, des animaux, des hommes, des astres, etc. que l'imagination fertile et enfantine de ce peuple a mis au rang des dieux. Mais il suffit de considérer les quelques indications données dans ce qui précède, pour se convaincre que tout ce qui se présente, aux yeux de cette population crédule, investi d'une force plus ou moins manifeste, est aussitôt mis par elle au rang des divinités. C'est ce qui fait que le culte des phénomènes de la nature n'est nulle part plus compliqué qu'ici : il n'existe peut-être pas une autre race d'hommes dont le panthéisme naît vénère un plus grand nombre d'idoles aux attributions aussi vagues et aussi peu délimitées.

IV. *Le culte.*

L'observateur superficiel serait tenté de croire à première vue que la religion shinto manque généralement d'un système de rites usités par la masse de la population. En examinant plus attentivement la vie intime du peuple, on finit par constater qu'il existe bien une foule de coutumes religieuses d'origine ancienne et de cérémonies cultuelles ; mais l'ensemble

de ces rites constitue néanmoins un culte aussi primitif que possible.

Quant on passe par hasard devant un temple shinto, on voit à tout moment des individus qui s'arrêtent un instant devant l'édifice. Ils saisissent la corde qui pend au toit, pour mettre en branle la cloche puis ils inclinent d'un mouvement rapide la tête, ils claquent deux fois des mains ; après quoi ils vont à leurs affaires. C'est là la prière des shintoïstes. Tout l'acte cultuel ne dure guère plus que de 25 ou 30 secondes. On n'a que le temps, pendant ce court intervalle, de formuler tout au plus une demande aux dieux ou de leur adresser des actions de grâces. C'est tout, et il semble que les sentiments plus profonds, les manifestations cultuelles plus abstraites font complètement défaut dans cette religion.

En effet, la morale et les dogmes religieux sont des choses inconnues : ce peuple n'a aucune idée de devoirs prescrits par la religion. Chaque fidèle suit librement ses impulsions et agit suivant le sentiment qui l'inspire. Quant il en éprouve le besoin, il se dirige vers le temple qui est à proximité : là il fait sonner la cloche, il incline la tête et claque des mains. Voilà en quoi consiste l'acte religieux : il n'existe pas de manifestation plus élevée ou plus explicite destinée à établir des relations entre les fidèles et les puissances surnaturelles.

Il existe, par contre, une grande quantité de fêtes qui se suivent d'assez près. Ce sont tantôt des fêtes nationales, tantôt d'autres d'un caractère purement local. D'habitude, ce sont des anniversaires d'événements ou de personnages mémorables. A ces occasions ont lieu des processions solennelles et entourées d'un grand éclat auxquelles participe le clergé aussi bien que le peuple. Quelquefois les assistants s'affublent de costumes historiques ; on revêt les cuirasses, vénérables par l'âge, suspendues dans les temples et l'on brandit les vieilles armes qui y sont déposées. Les lamas montent à cheval et parcourent tout le canton en chantant et au son des instruments. Mais toutes ces cérémonies sont d'une date plus récente et trahissent l'influence du Taoïsme.

L'usage d'offrir des sacrifices aux idoles existe depuis les temps les plus reculés. Les offrandes consistent uniquement en victuailles : le plus souvent c'est du riz, des fruits, du poisson, des légumes, du vin de riz et de l'eau. Ce sont les prêtres qui

déposent ces diverses offrandes, tous les matins, en plus ou moins grande quantité sur les autels des sanctuaires. Des vêtements figurent également, dès le début de la religion, parmi les holocaustes offerts aux dieux, mais actuellement ils sont le plus souvent remplacés par des symboles : au lieu de tissus, on offre des rubans de papier blanc, comme étant de la même origine végétale. En effet, les papiers découpés de différentes formes, appelés *Goheis*, qu'on peut voir dans tous les temples shinto, à côté du miroir et de la branche de sapin, ne sont qu'une réminiscence des offrandes d'habits qui furent jadis en usage dans cette religion.

En dehors de ces deux sortes de sacrifices offerts aux dieux, on fait aussi d'autres dons, tels que celui de miroirs, armes, bijoux, nattes de cheveux, etc. Au début, il y avait aussi, sans doute, des sacrifices humains, mais dans le cours des âges ils sont tombés en désuétude. Lors du décès des empereurs, de généraux et d'autres puissants seigneurs, plusieurs de leurs serviteurs étaient enterrés aux funérailles du maître.

Il existait encore une autre sorte d'offrandes vivantes, ce sont les dons d'esclaves faits aux dieux. Ces malheureux étaient jadis attachés à l'édifice du temple à l'aide de chaînes. On voit encore de nos jours des poulains qui ont été offerts aux divinités et qui sont logés dans de petits édifices à côté des temples. Ils sont pour la plupart de couleur gris pommelée et placés sous la surveillance d'une personne chargée de les soigner. Les croyants trop pauvres pour offrir un cheval vivant, se contentent d'une effigie en bois qui est placée dans la chapelle destinée à loger les offrandes vivantes.

Le siège principal du culte shinto se trouve à *Ise* où a été construit le fameux temple de la déesse Soleil. D'après la légende populaire, c'est là que *Ama Terracu* a trouvé un refuge contre les poursuites de son frère, le seigneur de la Terre. C'est dans ce temple que l'on conserve, encore de nos jours, la relique la plus vénérée de la nation nipponne : le fameux miroir en métal. Tout croyant doit faire, au moins une fois dans sa vie, le pèlerinage d'*Ise* pour contempler ce sacro-saint objet du culte shinto.

Je ne peux m'arrêter ici pour décrire *Ise* et les grandioses cérémonies qui ont lieu dans son temple. Je l'ai fait dans un autre travail auquel je dois renvoyer le lecteur. Car j'ai cru

devoir faire, moi aussi, un voyage vers les rivages lointains pour contempler de mes yeux la Mecque du peuple japonais et assister aux prières des fidèles, accourus des quatre points de l'horizon pour y faire leurs dévotions.

Les cérémonies du culte étaient sans doute très simples dans les commencements, mais, avec le temps, elles ont subi des modifications. On y a ajouté surtout des pratiques empruntées au Bouddhisme. Les fidèles sont, à proprement parler, exclus des rites de la religion shinto et ils n'y participent que d'une manière tout à fait passive.

V. La hiérarchie.

Les prêtres et les prêtresses sont seuls autorisés à pratiquer les cérémonies du culte. Au sommet de la hiérarchie se place tout naturellement l'empereur, et cela seulement en sa qualité de pontife. Nous avons vu, en effet, plus haut que le mikado est considéré aussi comme descendant des dieux : en conséquence, le peuple lui témoigne la vénération due aux divinités.

Les membres du sacerdoce ou, pour les appeler de leur nom, les *fils de l'Eglise*, se divisent en plusieurs catégories. En dehors des prêtres proprement dits, il existe un grand nombre de congrégations d'un caractère plus en moins religieux. Telle est, entre autres, l'association *Nakatomi* dont les affiliés ne sont pas strictement des prêtres, mais constituent une sorte d'intermédiaire entre le monde laïque et l'Eglise. L'*Imbe* forme une autre corporation du même genre dont les membres se vouent, jusqu'à un certain degré, au service de l'église Shinto. Les devins qui portent le nom d'*Urabes*, se considèrent également comme investis du caractère de la prêtrise. Dans la même catégorie des fonctionnaires du culte, se rangent aussi les *Hafuris* ou les sacrificateurs selon le rite. Ce sont surtout les prêtresses et les jeunes filles, appelées *Kamunokos*, chargées d'exécuter les danses rituelles, qui jouissent d'une grande réputation. Autrefois, les membres de la dynastie même ne dédaignaient pas de se vouer au service des temples les plus célèbres.

La direction des affaires religieuses du Shintoïsme et la surveillance des membres du sacerdoce sont confiées à l'office central du culte, au *Jingakwan*. C'est le siège central qui décide

en dernier lieu sur les questions controversées et tranche les contestations. C'est dans les archives de ce centre religieux que sont conservés les documents se rapportant au culte shinto : c'est là que l'on tient au jour la liste officielle des prêtres, au nombre total de quatorze mille six cent soixante-six.

Pour ce qui concerne les solennités de cette religion, en dehors des innombrables fêtes locales de moindre importance et des anniversaires, les fêtes publiques révèlent en premier lieu le caractère d'un culte de la nature et d'une manifestation nationale. La religion tout entière s'est, d'ailleurs, développée dans ce sens : l'adoration des phénomènes naturels s'est compliquée d'aspirations nationales. Les penchants *naturels* du peuple en ont fourni la chaîne et les tendances nationales, la trame.

La première fête en date est le jour de l'An ou *Sho-gwatsu*. Elle dure d'habitude trois jours et trois nuits. Tout le monde, sans distinction, se livre à la joie, aux distractions. Toutes les maisons sont ornées à cette occasion et toutes les rues pavisées. Le pays tout entier, — les villes aussi bien que les campagnes, — se réjouit à qui mieux mieux ; le peuple en liesse remplit les rues et les places.

A l'occasion de ces fêtes, on voit reparaître au jour une multitude de traditions antiques et de vieilles superstitions. Ainsi, pour protéger les maisons contre l'invasion des mauvais esprits, on tend, au dessus des portes, des cordes tressées de paille ; par contre, des rubans de papier suspendus devant les maisons servent à conserver la bonne fortune.

L'anniversaire de la mort de *Komei Tenno*, le prédécesseur du mikado récemment défunt, qui tombe le 30 janvier, est également considéré comme une fête nationale. Une autre fête patriotique et religieuse a lieu le 11 février, pour commémorer l'avènement au trône du premier empereur, *Jimmu Tenno* dont le règne, quelque peu légendaire, remonte à l'an 660 avant J.-Ch. L'anniversaire de sa mort est fêté de même le 3 avril. Le jour anniversaire de la naissance du dernier mikado, de *Tencho Setsu*, qui tombe le 3 novembre, est aussi une fête nationale. Il y a à toutes ces occasions des réceptions officielles, des ovations populaires et des parades militaires : ces solennités servent de prétexte à des discours patriotiques, dans lesquels on exalte l'amour de

la patrie et les sentiments de loyauté de la nation pour la dynastie, etc.

Parmi les fêtes qui se rapportent au culte fétichiste des phénomènes naturels, la première en date est celle de l'Équinoxe du printemps ou *Shunki-Korei-Shai*, le 20 mars ; son pendant, l'Équinoxe de l'automne ou *Shuki-Korei-Shai*, est célébré le 23 septembre. Il existe encore deux autres fêtes analogues : les solennités qui ont lieu en l'honneur des récoltes. Le premier de ces jours de fête, nommé *Kan-Name Matsuri*, tombe le 17 octobre, et le second, qui porte le nom de *Nii-Name Matsuri*, le 23 novembre de chaque année.

En dehors des fêtes solennelles mentionnées, il existe encore une multitude de commémorations et de fêtes locales, sans parler des anniversaires de toute sorte qui abondent. Chaque village, chaque temple et chapelle, et même les idoles plantées le long des routes, célèbrent chacun leur anniversaire. Dans toutes les semaines de l'année se placent des fêtes plus ou moins importantes, et bien qu'au Japon le dimanche ne soit pas chômé, il n'existe pas de peuple sur la terre qui soit plus riche en jours de fête.

C'est un véritable chassé-croisé de commémorations, d'anniversaires, de fêtes locales, de foires, etc. Pour ces solennités, non seulement la population des villes et villages immédiatement intéressés est sur pied, mais tout le canton se met en mouvement pour y assister. Les cérémonies religieuses commencent de bonne heure dans un des temples de la localité et se continuent plus tard sous forme de processions. Dans le parvis qui entoure le sanctuaire, s'installe une foire aux bibelots et la foule bruyante se presse autour des baraques bariolées de couleurs voyantes.

Les spectacles les plus divers distraient la foule accourue : tels que représentations scéniques rituelles, courses à pied et, avant tout, luttes de boxe et autres jeux athlétiques. Sur des scènes improvisées ou sur de simples estrades, les spectacles les plus divers se suivent sans interruption. A ces occasions, on est à même de contempler, comme dans une féerie brillante, la vie de l'ancien Nippon ressuscitée dans toute sa splendeur et dans tout ce qu'elle a de pittoresque et d'original. Des milliers de croyants se rendent chaque année aux fêtes religieuses qui se déroulent à Kyoto. Aux cérémonies grandioses

de l'église Shinto qui ont lieu à Tokio, notamment aux représentations théâtrales d'un caractère rituel, appelées *No*, aux luttes athlétiques et autres spectacles offerts au public, assistent même les membres de la dynastie, suivis des courtisans.

Ces manifestations culturelles qui remontent très loin dans l'antiquité, ont jeté de profondes racines dans la vie populaire du Japon. On s'en aperçoit surtout quand on a l'occasion de voir le peuple de près. Ce n'est qu'en vivant de sa vie et en l'observant dans l'intimité de son foyer qu'on voit le grand rôle que jouent, même dans le Shintoïsme, à l'aspect si froid et si fruste, les cérémonies et les fêtes religieuses.

En dehors de ces solennités, la monotonie de l'existence journalière est interrompue chaque instant par une foule innombrable de traditions culturelles, de jeûnes et d'autres pratiques religieuses plus ou moins compliquées. A commencer par la gorgée d'eau que l'on doit avaler au saut du lit le jour de l'An, les coutumes symboliques ou superstitieuses se suivent sans interruption pendant tout le cours de l'année.

La fête de la vie nouvelle, ou *Oho-Harabi*, qui symbolise le début de l'existence régénérée, joue un très grand rôle dans la vie de ce peuple. Les plus pauvres mêmes revêtent ce jour-là des habits neufs. D'autres fêtes remarquables sont celle nommée *Nihi-Name*, ou la gustation de la nouvelle récolte, et celle de la célébration de la nouvelle lune, appelée *Naishi-Docoro*.

Il ne faut pas oublier, en effet, que, jusqu'à nos jours, la grande masse de la population a conservé intact le culte fétichiste des corps célestes, des éléments, des montagnes, des vallées et autres phénomènes naturels. Pendant mes pérégrinations à travers le pays, j'ai pu me convaincre à chaque pas que c'est l'idolâtrie des phénomènes de la nature, c'est-à-dire le fétichisme primitif de ce peuple, qui est encore le plus profondément ancrée dans l'âme populaire du Japon.

Il est certain, d'ailleurs, et on a pu le voir par ce qui précède, que la religion shinto est basée sur l'adoration primitive de la nature. Le Shintoïsme proprement dit se divise en plusieurs groupes distincts, tels que, par exemple, les branches *Honkyoku* et *Kurozomi*. Notons toutefois que, quant aux choses essentielles, un accord parfait existe entre elles.

Mais on peut considérer comme une secte à part le groupement nommé *Ryobu-Shinto*. Cette secte, qu'on appelle aussi *Shin-Butsukonko*, a adopté, en effet, un certain nombre de dogmes bouddhistes. Par suite de cette infiltration, et pour établir un certain accord entre les divinités primitives et les doctrines du sage indien Gadama, elle se voit dans la nécessité de considérer les premières comme autant de manifestations ou révélations temporaires. Ayant réussi à établir l'harmonie ou la fusion entre les deux croyances, cette nouvelle forme du Shintoïsme a prévalu à la longue dans tout le Japon.

C'est donc la doctrine Ryobu-Shinto qu'on peut considérer comme la religion qui domine depuis plusieurs siècles dans ce pays. Tout le monde ici, à partir du mikado jusqu'au plus humble paysan, est en partie bouddhiste et en partie idolâtre. Les dogmes, les cérémonies, en un mot, la vie religieuse de la nation participe aux principes des deux grandes religions : du Bouddhisme et du Shintoïsme.

C^{te} VAY DE VAYA.

LA GENÈSE DE LA LITTÉRATURE HONGROISE MODERNE

I.

Vers la fin du neuvième siècle, une peuplade belliqueuse fait son apparition sur la ligne des Carpathes. D'où vient-elle ? Où va-t-elle ? Pourquoi émigre-t-elle ? On ne sait rien de précis à ce sujet. Peut-être qu'elle vient des rives du lac d'Aral, de la mer d'Azow ou de la région des grands fleuves qui portent leurs eaux à la mer Noire. N'importe. Peut-être que ses migrations durent depuis des âges d'homme.

Elles n'ont ni but ni cause. Les régions qu'arrosent la Volga, le Don et le Dniéper abondent en poisson, en gibier et leurs habitants ne sont point exposés aux privations. Mais ce peuple est jeune et plein d'ardeur. Il est poussé par l'instinct des migrations, la soif des aventures, l'attrait de la nouveauté. Chaque étape révèle à ses yeux de nouvelles beautés. Il trouve sur sa route d'autres peuplades qu'il subjugué et qui se fondent avec lui. Plus ils surmontent d'obstacles, plus ils absorbent de peuples étrangers et plus ils sont poussés à aller plus loin.

Ils n'ont pas de civilisation proprement dite, mais un bon sens étonnant. Ils n'ont pas de lois, mais un sens très vif de la discipline. Les peuplades qu'ils rencontrent sur leur route se fondent spontanément dans leur sein, car elles sentent que ce peuple-là est fait pour commander. Puis, il est aussi doux et magnanime en temps de paix que brave et barbare à la guerre. C'est tout profit que de se soumettre, de tenir avec lui.

Cette peuplade était déjà une nation lorsqu'elle franchit les Carpathes et fit son apparition en Europe. Car l'Europe

commençait alors en deçà des Carpathes. Au-delà de ces monts, règne le vague, l'incertitude. C'est seulement à l'ouest qu'il existe une civilisation. C'est donc par intuition, sans culture, sans lois écrites, uniquement par le «Contrat du sang» (1) qu'il a su s'élever à la hauteur de l'idée nationale.

C'est à cela qu'il doit d'exister encore. Car le peuple que les riverains du Danube, de la Tisza et de leurs affluents regardèrent d'abord comme une horde sauvage répandant la terreur sur son passage, leur impose bientôt par ses capacités de fondateur d'État. Ils parcoururent au galop de leurs chevaux ce vaste territoire qui, par sa configuration géographique, semblait former un tout, quoique les diverses régions portassent des noms divers et obéissent à différents princes. Le peuple magyar étendit lentement, mais sûrement sa conquête jusqu'à ce qu'il eut rencontré dans de grandes eaux et de hautes montagnes des frontières naturelles faciles à défendre.

II.

Prenons une carte ethnographique et cherchons la place qu'y occupent les Magyars. A mille années de distance, nous croyons avoir encore sous les yeux le tableau synoptique de la conquête.

On y voit que la grande plaine qui s'étend entre le Danube et la Tisza et le long de ses affluents est occupée par la nation conquérante. Une partie des peuples subjugués se retire dans la région montagneuse et dans les petites vallées, les autres se fondent dans la population magyare. Le mélange de sang slave profite à la race conquérante. Le Slave est tenace, endurant, patient, et c'est ce qui rend le Magyar capable de traverser les plus rudes épreuves. La ténacité slave devient consciente

(1) Selon une antique légende relatée par le Chroniqueur anonyme du roi Béla IV au XIII^{me} siècle, voici comment les choses se seraient passées : lors de l'élection d'Árpád, les sept chefs de tribu conclurent avec lui un traité en vertu duquel ils assuraient le principat à Árpád et à ses descendants ; par contre, Árpád s'engageait à partager équitablement avec le peuple le butin fait en commun et à ne jamais écarter du gouvernement les chefs et leur postérité. Les contractants s'ouvrirent une veine et, ayant mêlé leur sang dans un vase, en burent chacun quelques gouttes pour sceller le traité.

dans le Hongrois. Le Magyar a l'intuition que sa race ne peut être que fortifiée par ce nouvel élément, et l'élément slave, qui n'éprouve point de répugnance pour la fusion, devient, par l'effet magique de l'idée nationale, entièrement hongrois.

Les Magyars tâchent d'adopter la civilisation, mais n'y parviennent pas tout de suite. Le pays qu'ils ont conquis leur donne trop le sentiment du bien-être pour qu'ils puissent penser à autre chose qu'à leur organisation militaire.

L'abondance et la sécurité où ils vivaient ne leur permettaient pas de se tenir en repos. Le sentiment de bien-être était accru par la douceur relative du climat. Tandis que sur les rives du Don et du Dniéper ils avaient souvent à souffrir des vents du nord qui, soufflant de l'océan Glacial, balayent, sans y rencontrer d'obstacle, l'immense plaine sarmate, ils avaient trouvé ici un climat moins sujet aux extrêmes et tempéré par l'alternance régulière des saisons. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils aient éprouvé à l'excès le besoin d'agir. Par conséquent, il fallut quelques expéditions malheureuses pour les dégoûter des aventures.

De dures expériences calmèrent leur ardeur batailleuse et leur firent sentir le besoin d'adopter la civilisation des peuples de l'Orient. Mais une partie du peuple était fortement opposée aux innovations. Si le Magyar était fermement attaché à sa constitution non écrite, il ne l'était pas moins aux traditions. De même qu'il tenait son bon sens pour le meilleur des législateurs, il regardait comme sacrée la religion qu'il s'était faite dans son ancienne patrie.

L'attachement aux traditions était si fort que les plus terribles châtiments ne purent décider le peuple à suivre saint Étienne, le fondateur de la royauté, lorsqu'il se fit chrétien. Les partisans de l'ancien culte suscitèrent de sanglantes révoltes, et le roi dut faire écarteler les chefs pour terrifier le commun. Beaucoup sacrifièrent encore longtemps en secret aux anciens dieux au fond des bois. C'est peut-être là que notre vieille poésie épique trouva un dernier asile dans l'âme de quelques païens réfractaires au nouveau culte. Mais le christianisme envahissant finit par extirper jusque dans ses racines l'antique religion nationale. Ce fut aussi la mort de l'ancienne poésie magyare.

III.

Dans les âmes sensibles, encore toutes vibrantes des derniers échos de la poésie disparue, on en voit éclore une nouvelle qui a encore des traits communs avec l'ancienne, mais c'est une poésie magyare ennoblie par la culture, transformée par suite du climat et du mélange des races et qui, évoluant sans cesse pendant des siècles, est parvenue de nos jours à son complet épanouissement.

C'est dans la psychologie du peuple qu'on trouvera les raisons de cette évolution. Pénétrons-y et voyons quels sont les facteurs des transformations de l'âme dans le cours des siècles. Le genre de vie, la nourriture, le climat y ont une part aussi importante que les conditions sociales et politiques.

Allons donc dans la grande plaine centrale, entre le Danube et la Tisza, et voyons comment vit aujourd'hui un petit agriculteur qui cultive sa terre seul ou avec un ou deux manœuvres. Puis sautons sept ou huit siècles et figurons-nous ce même homme au temps des Arpád. Transportons-le ensuite au siècle des Hunyadi, puis sous la domination turque. Replaçons-le, enfin, dans le temps où les idées de réforme du XIX^e siècle commencent à germer.

L'histoire de la civilisation est là pour nous renseigner sur le genre de vie du Hongrois à travers les âges. C'est que cette vie n'a guère varié dans le cours des temps et présente à toutes les époques les mêmes traits caractéristiques. Le Hongrois a toujours été conservateur, et cela vient de son bon sens inné. Celui qui se sent capable de faire son chemin par ses propres moyens, n'aime guère recourir aux lumières des autres, même lorsqu'il en reconnaît l'utilité.

Une autre circonstance, laquelle a un rôle important dans la formation du caractère d'un peuple, c'est la situation que la force des choses a faite aux Hongrois. Si, d'une part, ils vivent dans le bien-être, d'autre part, ils doivent toujours être préparés à la guerre. On pourrait dire par métaphore que, d'une main il verse du vin dans son verre et que, de l'autre, il serre la poignée de son sabre. Il ne connaît pas les privations, mais ni le repos non plus. Gagner sa vie et la défendre : voilà tout l'emploi de son temps.

Il n'existe guère de peuple qui ait l'esprit plus ouvert et un goût plus vif pour la civilisation. Par malheur, le Hongrois n'a pas le loisir de suivre ce noble penchant. A l'époque où d'autres peuples jetaient les bases de leur culture nationale, le Hongrois devait défendre l'Europe contre les Turcs. Il n'avait pas le temps de philosopher, de créer. Pendant mille ans, il n'a cultivé que le sentiment qu'il a de sa valeur. Car la gloire militaire élève ce sentiment, de même que le sang versé pour la patrie accroît chez l'individu l'amour qu'il lui porte, et ces deux sentiments ensemble fortifient encore l'idée nationale. Des considérations théoriques ne troublent point la tête du Hongrois. Il n'a toujours devant les yeux que la patrie. Voilà pourquoi le sentiment national est si éveillé chez lui que, sous ce rapport, il n'y a guère qu'une ou deux nations qui puissent être mises en parallèle avec la nôtre.

Mais c'est précisément parce qu'il a les yeux rivés sur un seul point qu'il ne voit rien d'autre et ne s'efforce pas de cultiver son esprit, même dans les années de paix. C'est ce qui a donné naissance à cette catégorie de Hongrois, prototypes du conservatisme qui, dans la suite, firent souvent obstacle au progrès.

IV.

Si l'on veut étudier l'âme magyare, il faut d'abord examiner quelle action ont eue sur elle le climat et la situation géographique du pays. L'homme a ses racines dans la nature, son imagination se modèle sur la terre et le climat. La mentalité de l'homme du Nord et celle de l'homme de Sud sont deux pôles opposés. Chez le Germain de la mer du Nord, en lutte incessante avec les flots, les vents, le brouillard qui s'appesantit sur lui et la pluie dont il entend des semaines entières le ruissellement monotone sur le toit de sa maison et par laquelle il est réduit à l'inaction, il a dû se former une âme autrement organisée que chez le riverain de la mer Tyrrhénienne, qui recueille presque sans travail les fruits d'une terre fertile et se délecte toute la journée à la vue de la mer bleue et de ses jeux de lumière. Représentons-nous maintenant l'homme d'aujourd'hui : l'habitant de Londres et celui de Naples. L'un vit dans la

brume et la fumée ; il voit rarement briller le soleil, parfois le brouillard est si intense en plein midi que la circulation s'arrête, bien que les reverbères soient allumés. L'autre ne voit guère le ciel que bleu et étincelant de lumière ; la pluie et la froidure sont rares et durent si peu qu'il s'en aperçoit à peine.

De même, la situation géographique exerce aussi une action transformatrice sur l'imagination. Le Suisse allemand des bords du lac des Quatre-Cantons a une mentalité très différente de l'Allemand des bords de l'Elbe aux environs de Hambourg, et le pâtre français de la Haute-Savoie pense autrement que le cultivateur de la Loire-Inférieure.

Ces différences de climat et de configuration géographique laissent leur empreinte sur la littérature. Il y a des œuvres littéraires, des systèmes philosophiques en intime corrélation, non seulement avec la race, mais avec le climat et avec la terre où elles ont vu le jour. Si Kant n'était pas né à Königsberg aux monotones alentours, mais dans une ville des bords de la mer Egée, il n'aurait pas écrit la *Critique de la raison pure*, mais serait devenu un bon critique d'art, et si Platon avait vécu sur les bords de la Baltique, il aurait épanché son âme dans de sublimes et mélancoliques épopées.

Le lieu natal, l'atmosphère dans laquelle son enfance s'est écoulée, déterminent le ton général de toutes les œuvres d'un écrivain. Byron place la scène d'un grand nombre de ses poèmes sous le ciel bleu de la Méditerranée, mais dans chaque ligne perce l'imagination mélancolique de l'homme du Nord, telle qu'elle s'est formée dans son enfance. La scène de Manfred se passe en Suisse, mais on dirait que le poète a regardé les sublimes paysages de l'Helvétie avec des yeux d'Anglais. Shelley a passé sa vie sur les bords de l'Arnon et de la mer Tyrrhénienne, et tous ses poèmes portent l'empreinte de la sombre imagination de l'homme du Nord. Heine est si fortement enraciné dans le sol de l'Allemagne septentrionale que, s'il avait tenté d'écrire un volume de poésies sur la Méditerranée, elles n'auraient guère différé de celles qu'il a écrites sur la mer du Nord.

On constate avec la même sûreté l'influence décisive de la configuration géographique sur le peuple hongrois. La mentalité du Magyar de la grande plaine centrale et des régions d'au delà du Danube (l'ancienne Pannonie) est tout autre que

celle du Magyar de la Haute Hongrie ou de la Transylvanie. La steppe, avec sa perspective infinie, a donné à l'imagination une tournure toute différente de celle que lui a faite la région montagneuse avec ses lignes irrégulières, ses vallées étroites et ses horizons bornés. Rien ne caractérise mieux le tour différent qu'a prise l'imagination des habitants des deux régions que l'idée qu'ils se font de la liberté : pour l'homme de la plaine, c'est l'immensité de la steppe où le regard ne se heurte à aucun obstacle ; pour le montagnard, c'est sur les hauts sommets qu'on se sent libre, car on peut y braver l'ennemi. Lequel des deux a raison ? L'un et l'autre, l'idée qu'ils se font de la liberté étant toute subjective.

Mais quand on veut analyser l'âme d'un peuple, il faut examiner quelle est la part de l'hérédité dans son imagination, car l'hérédité a ici un rôle aussi important que les influences extérieures.

Comme nous l'avons vu, la première patrie des Magyars était une immense plaine ; ils vivaient sur les bords de grands lacs, le long de larges fleuves au cours lent. De là une première action déterminante sur leur imagination. Dans sa nouvelle patrie, il avait le choix entre les régions les plus variées, et nulle part il n'aurait été exposé aux privations. Mais, peuple de steppes jusqu'au fond de l'âme, il garda pour lui la plaine avec les rives des lacs et des grands fleuves, car c'est ce que son imagination lui représentait de plus beau. Les Magyars ne pénétrèrent que peu dans les régions montagneuses du pays et jamais en grandes masses. Ils s'établirent sporadiquement au sein d'autres nationalités et, aujourd'hui encore, on n'en trouve des agglomérations considérables que dans les villes importantes et au pays des Sicules.

C'est donc dans la plaine qu'il faut aller chercher le prototype du Magyar, car c'est l'homme de la steppe qui est l'expression la plus parfaite de l'âme magyare. La population de la plaine a conservé les traits caractéristiques de la race, elle n'a pu subir d'altérations, parce qu'elle s'est immédiatement assimilé, dès les premiers siècles de la conquête, les nationalités étrangères qui vivaient au milieu d'elle. Les Magyars établis dans la région montagneuse vivaient au milieu d'une population étrangère si dense qu'ils ne purent s'en assimiler qu'une très petite partie ; dans ce milieu étranger, leur mentalité a dû

fatalement subir certaines altérations. Ajoutez l'influence transformatrice des pays de montagnes sur l'imagination.

La différence entre les deux hommes s'explique par les faits. Récapitulons.

Le Magyar de la Haute Hongrie et de la Transylvanie est en relations avec des nationalités étrangères et, par suite, plus capable d'assimilation. Possédant plusieurs langues, il pénètre dans des mentalités différentes, son esprit s'aiguit, il connaît mieux les hommes et recherche le progrès. La variété des paysages développe chez lui le goût du changement et il tâche de le satisfaire dans sa maison et son genre de vie. Il a plus à lutter pour la vie, il est obligé de tirer meilleur parti des ressources que lui offre la nature, c'est pourquoi il doit toujours être prêt à l'action ; il agit vite, mais avec prudence et, dans ses résolutions, ne tombe jamais dans les extrêmes.

Le naturel de l'habitant des plaines prend, par suite du milieu, une tournure différente. Ne voyant que des hommes de sa race, il n'a pas l'occasion d'exercer ses facultés d'assimilation. Il juge des hommes comme s'ils étaient tous faits sur son modèle, c'est pourquoi il a peu d'imagination, ne possède pas une connaissance approfondie du cœur humain et n'apprend rien des autres, ses rapports avec les hommes étant trop peu fréquents. L'éternelle contemplation de la steppe, ses paysages et ses phénomènes toujours les mêmes produisent un état d'âme où domine un sentiment de quiétude qui se manifeste jusque dans son genre de vie caractérisé par une certaine indolence. Il n'a pas autant à lutter pour l'existence ; les rivières débordent parfois, mais le sol n'en est que plus fertile, et il n'a pas besoin de pratiquer une culture trop intensive et de mettre tout à profit, c'est pourquoi une sorte de conservatisme caractérise tout ce qu'il fait. Mais aussi, comme il a rarement besoin de prendre subitement une résolution, d'agir promptement, quand il y est forcé, il manque de prudence, ses résolutions sont extrêmes et irrévocables. De là un contraste frappant entre les deux types de Magyars. Celui des régions montagneuses est plus nerveux, plus vif et d'un esprit plus prompt, mais il est rarement emporté et violent ; celui de la plaine est lent, posé, mais, avec cela, irascible et porté à la violence. « Le Magyar n'est pas un léopard, mais un taureau, l'animal au sang épais, au naturel

ardent où l'action éclate tout à coup comme la foudre dans un sombre nuage.»

Voilà le Magyar tel que l'ont fait, d'une part, les dispositions héritées de ses ancêtres et, d'autre part, le sol et le climat. La littérature est une preuve de l'influence décisive de ces trois facteurs. Passons en revue les diverses époques de notre littérature et voyons quels sont les écrivains que nous reconnaissons tous comme les représentants par excellence de la mentalité magyare. Ce sont Alexandre Petœfi, le poète lyrique ; Jean Arany, le poète épique ; Maurice Jókai, le romancier ; Gereben Vas, l'un de nos meilleurs conteurs, encore totalement inconnu à l'étranger. Le premier est né entre le Danube et la Tisza, le deuxième dans la plaine de Bihar, le troisième dans le pays plat de Komárom, le quatrième dans la steppe qui environne Szeged, et c'est aussi là qu'ils ont passé leur enfance. C'est le sol et l'atmosphère de la steppe qui ont développé, affiné en eux les dispositions héritées et les ont fait pénétrer dans ce mécanisme qui s'appelle la mentalité magyare.

V.

Voyons maintenant, sous l'écorce que lui ont faite le sol et le climat, comment se développe l'homme intérieur, cet être qui a sa manière à lui d'entendre la vie et possède un noyau moral autour duquel il groupe ses actions.

Ce noyau moral se développe d'un germe caché au plus profond de l'âme ; son origine se perd dans la nuit des temps et se transmet de père en fils, de génération en génération.

Faute de données historiques, c'est dans les institutions et dans les traits du caractère national qu'il faut chercher pour en découvrir l'origine. Il faut donc établir la corrélation qui existe entre les mœurs, les conditions hygiéniques d'aujourd'hui et les institutions, les traditions des temps passés, pour trouver l'explication de l'âme magyare.

Si l'on considère combien le Magyar du XX^e siècle a conservé l'élasticité de son système musculaire et la vigueur de sa constitution, et si on le compare aux types correspondants d'autres peuples, on aboutit, spontanément, à cette conclusion que, nulle part ailleurs, les rapports entre les deux sexes n'ont

reposé sur une base morale plus solide. Inutile de nous appuyer sur les statistiques sanitaires : abstraction faite de la différence en sa faveur résultant d'une alimentation abondante, on pourra toujours supposer que les lois morales non écrites étaient déjà en vigueur lors de la conquête et que c'est à elles que ce peuple doit d'avoir eu, pendant vingt âges d'homme, des générations saines et robustes.

Du présent on peut conclure au passé.

Au Salon de peinture de Szeged, un paysan laissait une fois éclater son indignation à la vue d'un corps de femme nue. « Jamais ma femme même ne s'est montrée à moi dans cet état », disait-il avec un juron. On peut tirer de cette exclamation caractéristique toute une série de conclusions. C'est abord que le Hongrois n'aime pas les nudités. Puis, qu'il ne les aimait non plus dans le passé. Rien que l'instinct et le bon sens avaient fait comprendre à cette horde de barbares les dangers du culte de la sensualité. S'ils avaient connu l'histoire, ils auraient vu comment les nudités portent au libertinage et comment le libertinage a causé la ruine de puissants empires.

Mais les Magyars ne connaissaient ni l'histoire romaine ni la grecque. Ce ne sont pas les exemples qui leur ont servi de leçons : c'est grâce au sentiment qu'ils avaient de leur dignité qu'ils se sont élevés à une conception plus pure des devoirs moraux. Cette conception a ses racines dans le sentiment national, déjà très vivant dans l'âme des Magyars, lorsqu'ils firent le « Contrat du sang ». Ils sentaient que la nation est une grande famille, laquelle ne sera bien portante que si tous les organismes qui la composent sont sains.

Ils avaient déjà l'intuition de ce qui rend une nation forte : une vie saine ; point de libertinage ; la sainteté du mariage conclu par amour ; la pureté de la vie de famille qui ne transige pas avec la morale. L'amour conjugal fait éclore les sentiments familiaux élevés, l'amour paternel et l'amour filial, qui rendent la famille capable de nourrir des sentiments pareils pour la grande famille, c'est-à-dire pour la nation, et même de se sacrifier pour elle.

Voilà comment se sont développés chez un peuple barbare, qui n'avait même aucune notion du christianisme, les sentiments d'affection et d'amour qui ont leur germe dans la famille, s'affermissent dans la vie conjugale, grandissent dans les

enfants, culminent dans la patrie et prennent conscience de ce qu'ils sont, lorsqu'il s'agit pour l'homme de faire le sacrifice de sa vie.

Leurs idées sur la chasteté, ils les mettent partout en pratique et même à l'égard de leurs ennemis. Ils ont le respect de la femme. Tandis que, chez d'autres peuples plus avancés en civilisation qui se font la guerre, les vainqueurs sont incapables de refréner leurs instincts de luxure et se jettent sur les femmes, les chroniques ne relatent rien de pareil chez les Magyars. Ouvrons les historiens français, anglais, allemands et, après les victoires, nous y trouverons des descriptions de scènes honteuses. On ne trouve chez les historiens hongrois rien de pareil. Sous l'enveloppe rugueuse battait un noble cœur.

Par suite de l'idée qu'on s'y fait de la nature des rapports qui doivent exister entre l'homme et la femme, la vie sociale a pris chez nous un autre caractère que chez d'autres peuples. Plus la femme est dégradée par la sensualité de l'homme, plus elle est exaltée, par lui dans les moments de délire érotique. Épuisé de volupté, mais encore inassouvi, l'homme ne trouve pas le juste milieu et fait ses délices de l'adoration du corps. Les juges grecs acquittent Phryné pour leur avoir montré son corps nu ; les voluptueux d'Alexandrie adorent Aphrodite dans la personne d'une prostituée ; le peuple français acclame déesse une femme de mœurs douteuses. Un sensuel manque de pondération. C'est chez les nations où la sensualité est le plus développée que la femme est le plus rabaissée en dignité et qu'apparaît la galanterie exagérée. Les femmes sans mœurs de la cour de France qui avaient su s'emparer du roi et du pouvoir donnent son caractère à toute une époque. C'est d'alors que datent les règles de fausse politesse envers les femmes. C'était une sorte de compensation pour la perte du respect qui leur est dû.

Cette longue digression était nécessaire pour montrer d'où vient l'idée que le Magyar s'est faite de la femme. Il est difficile de donner un nom exact à cette conception : appelons-la simplement patriarcale. Cette idée du rôle de la femme, telle qu'elle s'est formée dans le cours des âges, s'est perpétuée jusqu'au milieu du XIX^e siècle et fait encore sentir ses effets de nos jours. Le Magyar ne cherche pas dans la femme une maîtresse ou une amie, mais une compagne, une mère de famille. Voilà celle qu'il aime, estime, protège et tient pour sacrée. Il a une

idée très nette de la vocation de la femme, laquelle est diamétralement opposée à celle de l'homme. L'homme et la femme se complètent l'un l'autre, leurs ambitions doivent donc être différentes. La femme occupe une place d'honneur, mais l'homme est toujours le premier, et cela, parce qu'il est le chef de la famille. Sur ce point, le Magyar n'a jamais voulu transiger, n'a jamais consenti à partager ses droits. En ceci, il allait même si loin qu'au commencement du siècle passé, une femme n'aurait osé prendre la droite en se promenant avec son mari. Gereben Vas raconte qu'à l'occasion de leurs noces d'or, la femme d'un gros propriétaire pria son mari de lui céder, suivant la nouvelle mode, la place de droite dans la voiture. Le mari répondit avec indignation : « Que le diable emporte la mode, tu ne couvrirais pas de honte ma maison et mes cheveux blancs et n'occuperas jamais la place de droite quand même nous aurions encore deux cents ans à vivre. J'ai dit. »

Ce trait est assez caractéristique de l'idée que le Magyar se fait du rôle de la femme et peut surprendre au premier abord. Mais si le mari est à cheval sur ses droits, nulle part ailleurs, non plus, il ne s'est fait de la mission de la femme un idéal plus élevé. Derrière ce partage des droits se retrouvait l'idéal de la courtoisie chevaleresque, le respect de la femme, qui excluait de la conversation tout propos équivoque ou obscène.

Le Magyar n'a jamais été bigot. Il jure à plein gosier et n'est pas difficile sur le choix des mots. Mais ce ne sont, en somme, que des mots, une soupape de sûreté pour les émotions trop vives qui découlent de son tempérament ardent. De quelques gros jurons, on ne saurait conclure à un manque de sens moral.

Sa répugnance pour les nudités ne vient, non plus, d'un sentiment de pruderie. Elle est plutôt la marque d'une sensualité saine. Le Magyar n'aime ni les sentiments éthérés ni la grossièreté. Il appelle chaque chose par son nom. Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à parcourir les mémoires, la correspondance de nos aïeux. On y parle ouvertement de choses qui, de nos jours, feraient scandale. Et, cependant, il n'y a rien d'immoral dans ces écrits. On pourrait dire que le Magyar est réaliste en morale. Nulle hypocrisie en lui ; il ne veut pas paraître meilleur qu'il n'est. Il déteste l'hypocrisie. Il s'efforce de

conformer sa vie à l'idée qu'il s'est faite de la morale et qui lui permet d'unir les sentiments tendres à une sensualité saine, ce qui exclut l'abus des plaisirs des sens.

La poésie lyrique s'est nécessairement modelée sur ce concept. Le vrai poète magyar est celui qui sait exprimer cette manière particulière de sentir. Ce ne peut être ni le lyrisme de Heine ni celui de Musset. C'est une poésie à part qui doit jaillir, sans l'intervention d'influence étrangère, d'une âme née avec tous ces caractères distinctifs héréditaires.

VI.

Il y a encore un trait du caractère magyar qui doit être pris en considération. Cette race robuste que le mélange du sang avait rendue encore plus résistante, qui s'était adaptée au sol et au climat, qui avait, comme nous l'avons vu, sa manière à elle d'entendre la vie, cette race était entrée, par suite de l'adoption de la culture et du christianisme, dans le tourbillon de la vie européenne.

Le sentiment de la liberté, qui s'était développé dans le bien-être comme sous les coups du sort, trempe son caractère et lui donne la force de persévérer dans la nouvelle voie où il s'est engagé. Il met autant de zèle à défendre la chrétienté contre les Turcs qu'il avait mis d'obstination à défendre contre le christianisme la religion de ses ancêtres. On est étonné de la grandeur de la lutte que les Hunyady, les Zrinyi soutinrent contre les Turcs et surtout de la hardiesse de leur offensive.

Ces guerres perpétuelles donnent au Magyar le goût de la dispute. Quand la réforme pénètre en Hongrie, elle fait d'un coup la conquête du pays, comme toute innovation à laquelle s'attache une idée de liberté. Il se fait luthérien, puis calviniste, les doctrines unitariennes mêmes prennent racine. Les disputes théologiques sont aussi ardentes que les guerres avec les Turcs sont acharnées. Les polémistes sont violents, entêtés et se font volontiers martyrs de leurs convictions. L'unitarien François David n'avait qu'à dire un mot pour sauver sa vie, mais il aima mieux mourir que de renier sa foi.

Ces disputes donnent toujours plus de profondeur à la mentalité de la nation et la rendent susceptible de s'assimiler des

idées neuves en nombre toujours plus considérable. Le Hongrois défend la liberté de conscience avec autant de courage et de ténacité qu'il en met à défendre son indépendance politique sous les Rákóczi, dût-il lui en coûter sa vie et ses biens. Dans ce tourbillonnement de disputes religieuses, de réforme, de contre-réforme, d'oppression politique, il ne perd ni sa présence d'esprit ni son caractère propre.

Mais les souffrances et la misère causées par ces guerres, la vue des ruines fumantes, l'inutilité de la lutte, le triomphe des traîtres le jettent dans un état de tristesse. Une longue période de silence accablant succède à ces agitations. Ses forces sont épuisées et les dernières convulsions sont suivies d'une période d'engourdissement général. Aussi opiniâtre qu'avait été la lutte pour la liberté, aussi morne fut l'époque de réaction qui lui succéda. La littérature en est le fidèle miroir. Le génie magyar conserve encore pour un peu de temps son originalité dans les chansons des « kurucz »⁽¹⁾ si pleines de verve et qui, nées spontanément de la disposition générale des esprits, reflétaient fidèlement l'âme du peuple. Puis la poésie se décolore, devient terne, emprunte à l'étranger ses formes et ses idées.

La nation semblait devoir mourir de langueur. Par bonheur ce n'est pas ce qui arriva. Pour la première fois, le Magyar se prit à réfléchir. Jusqu'alors il n'avait été qu'homme d'action, toujours prêt à se battre contre l'ennemi, à adopter les idées nouvelles et à lutter pour elles, ne visant en tout qu'au but, qui était la victoire. Il ne se souciait jamais du pourquoi. Cette fois, il s'agissait d'être ou de ne pas être. L'arbre était attaqué jusque dans ses racines. L'espoir en l'avenir faiblissait. Valait-il la peine de tirer la nation de sa torpeur ou devait-on lui faire des funérailles ? La question ne se posait pas tout haut, mais le doute se glissait insidieusement jusqu'au fond des âmes.

C'est dans ces temps de scepticisme que la philosophie s'infiltra imperceptiblement dans les âmes magyares. Par quelle voie y pénétra-t-elle ? On ne saurait le dire au juste. Nos futurs écrivains s'en imprégnèrent. Mais il fallut encore

(1) Insurgés contre l'empereur.

du temps avant qu'ils fussent en état d'exprimer leurs sentiments, leur langue ne possédant pas de terminologie philosophique. De plus, celle-ci ne pouvait se manifester qu'en conformité avec le mécanisme de l'âme magyare. Or, c'est seulement beaucoup plus tard qu'est né l'homme qui a trouvé, en philosophie, les formules adéquates à la mentalité magyare.

Mais la méditation féconda les esprits; ils redevinrent capables de comprendre les idées générales. Le vent de la Révolution parcourt l'Europe en ouragan et laisse ici des traces de son passage. La semence tombée germe, sort de terre, mais ne parvient pas à maturité. Les temps ne sont pas encore mûrs. Les chants de Bacsányi ne trouvent point d'écho. La conjuration de Martinovics est noyée dans le sang. Le pouvoir s'efforce d'étouffer dans son germe toute aspiration nationale. C'est en vain. Le Magyar, qui commence à réfléchir, contemple de loin ce qui se passe à l'étranger, le compare avec ce qu'il voit chez nous et aspire au progrès. La littérature ressuscite et recommence à tirer ses sujets de l'histoire nationale; la langue renaît à une nouvelle vie et nous prétendons réparer d'un coup nos omissions de plusieurs siècles. La nation entreprend un travail de restauration. Elle restaure sa constitution, sa littérature, sa langue, sa culture générale. C'est l'époque des réformes.

Cette époque de recueillement a rendu un autre service. Elle nous a rappelé que nous sommes tous frères, qu'en Hongrie il y a non seulement une noblesse, mais du commun peuple, ce qu'on avait totalement perdu de vue jusqu'alors.

VII.

Où était-il donc, le peuple? Il travaillait en silence. Nul ne s'intéressait à lui, bien qu'il fût de notre race. Lorsqu'on parlait d'alléger ses charges, la noblesse poussait les hauts cris et refusait net. Paul de Nagy proposant à la Diète de 1807 d'améliorer le sort du paysan, on lui crie: « Ne stultiset! » (1)

Le peuple a perdu sa confiance en soi et s'est résigné à son sort. Voici pourquoi: la noblesse est riche et ne paye point

(1) *Stultisare*, mot latin du moyen âge qui signifie dire des bêtises, faire le sot.



d'impôts ; le peuple n'a rien et supporte toutes les charges. De là, deux manières toutes différentes d'envisager le sol natal. Le noble voit une *patrie* dans le pays qui lui donne tout, sans qu'il ait à supporter des charges publiques ; le peuple n'y voit qu'une certaine étendue de terre qui, par le travail, lui donne toujours assez pour vivre. Dans le cours des siècles, une certaine mélancolie devient un des éléments constitutifs du caractère hongrois. Pourquoi ? La cause en est toute simple. La noblesse vit dans le bien-être, ne manque de rien. Voilà ce qui fait le fond de gaieté. Elle doit soutenir une lutte pénible pour sa constitution sans cesse menacée. De là vient la note mélancolique. Il en est de même pour l'homme du peuple. Son existence est assurée, il ne souffre point de la misère. De là chez lui le fond de gaieté. Mais le sentiment de sa dépendance, de sa sujétion le tourmente sans relâche. Nul espoir d'émancipation : de là vient la teinte de mélancolie. Nous disons bien : mélancolie et non pas humeur sombre. Cette dernière ne se rencontre que chez les peuples du Nord. Elle vient de la lutte perpétuelle qu'ils soutiennent contre les éléments et diffère du tout au tout de la mélancolie du Magyar. L'état d'âme de l'un peut se comparer à un ciel toujours couvert, celui de l'autre à un ciel bleu que traversent de sombres nuages.

Par bonheur, la nation ne reste pas trop longtemps dans cette disposition d'esprit. Elle reprend peu à peu confiance. On cherche les moyens de tirer les masses de leur torpeur. Tout à coup, on voit naître une littérature nationale. Le théâtre tire ses sujets de l'histoire, l'épopée chante les gloires nationales, la lyre se fait l'interprète des sentiments patriotiques. La littérature prend un vigoureux essor. Elle produit des œuvres durables. La langue atteint à une perfection insoupçonnée. Quand paraissent les chefs-d'œuvre de Vörösmarty, le philologue François Toldy ⁽¹⁾ déclare qu'elle est arrivée au dernier degré de la perfection.

On ne se doute pas que ce n'est encore qu'une littérature d'apparat qui n'a d'action que sur les classes instruites. Ce n'était pas encore la littérature qui devait pénétrer la nation entière, des palais des grands jusqu'à la cabane du laboureur, se faire l'écho des sentiments de toutes les classes.

(1) Voir la *Revue de Hongrie* du 15 février 1911.

Les temps étaient mûrs. Seul le poète de génie n'était pas encore venu qui devait découvrir la source où la littérature puisera une nouvelle vie et deviendra nationale en même temps qu'universelle.

VIII.

Enfin ce poète vient. Jusqu'à l'âge de vingt ans, il marche aussi en tâtonnant, il copie des modèles. Subitement, il fait la découverte que le génie magyar s'est conservé dans toute sa pureté chez le peuple de la campagne. D'un coup d'œil, il reconnaît que cette poésie populaire est capable de transformer toute notre littérature ; que si nous élevons le peuple à nous, si nous l'associons à notre sort, il donnera de nouvelles forces aux autres classes de la nation.

Avec la pénétration du génie, ce poète découvre dans le peuple tous les traits qui constituent l'ensemble de l'âme magyare : les germes latents des qualités héréditaires, les racines du sentiment national, les transformations dues au climat et à la configuration géographique, le sens moral, le caractère distinctif de sa philosophie, le principe de conservati onde la race qui rend la nation capable de supporter les chocs les plus violents.

Est-ce sciemment qu'il s'est rendu compte de tout cela ? Non. C'est par l'intuition du génie confinant à la folie, qui pénètre d'un coup d'œil tous les replis du cœur et découvre d'un coup ce que les penseurs avaient cherché en vain. Il n'a pas été un didacticien, il n'a fait qu'exprimer le génie magyar dans ses poésies, et il a pu s'en faire l'interprète, parce qu'il portait en lui tous les éléments constitutifs du génie magyar, tout ce qui s'était accumulé dans l'âme de la nation depuis vingt générations. C'était un instrument de musique qui devait résonner au moindre choc : l'observation du peuple a fait vibrer en lui les cordes qui expriment la manière de sentir du Magyar. C'est lui le Magyar, venu des steppes d'Asie conquérir une nouvelle patrie et qui, par le mélange de sang slave, est devenu plus persévérant ; c'est lui le guerrier qui, pendant des siècles, a défendu l'Europe contre le Turc ; c'est lui le Magyar qui, vivant dans la steppe, ne peut

se figurer la liberté que dans la plaine, à laquelle il doit sa tournure d'esprit ; c'est lui le Magyar dont les idées sur la morale ne coïncident avec celles d'aucun autre peuple ; c'est lui l'ardent polémiste capable de faire le sacrifice de sa vie pour la liberté de conscience ; c'est l'homme dont la philosophie se manifeste autrement que chez les penseurs d'autres nations ; c'est lui l'homme qui a scellé de son sang ses opinions et sa devise.

C'est lui, car la nation millénaire a voulu exprimer en lui tous les caractères dont elle s'est enrichie pendant sa longue évolution. Il a su, dans la durée d'un éclair, rendre tout ce qu'il y a en nous de bien et de mal. C'est lui le premier qui, dans une langue harmonieuse, admirablement belle, a fait voir au monde ce que c'est que la poésie magyare. Sa carrière littéraire n'a été que de sept ans, et ces quelques années ont suffi pour régénérer la poésie magyare. Ce novateur est Petœfi.

IX.

Petœfi est né avec du génie : voilà l'important. Les hommes d'une haute intelligence peuvent semer des idées et accomplir de grandes choses, mais l'homme de génie est seul capable de transformer une littérature, de changer le goût littéraire qui avait mis des dizaines d'années à se former.

C'était donc un génie né avec toutes les qualités héréditaires de la race. Le sort n'avait eu qu'à le faire venir au monde dans le milieu le plus favorable. Quel est ce milieu ? Avant d'entrer dans les détails, voyons un peu quelle a été la vie du poète et les degrés successifs de son développement intellectuel sous l'influence des conditions propices.

Les circonstances propices ne sont pas les mêmes pour tous les êtres. Il y en a qui sont favorables au talent de la musique, d'autres à celui des mathématiques ou de la poésie. Le lieu de naissance de Petœfi et les premiers pas que le poète fit dans la vie, favorisèrent l'éclosion de son talent. Si Petœfi était né dans la capitale, il n'aurait pas trouvé une langue pure de tout alliage. S'il était né dans la richesse, il lui aurait manqué l'école de la vie qui trempe les âmes. S'il était né dans les mon-

tagnes, son imagination aurait pris un autre tour et, occupée par d'autres objets, aurait perdu son caractère distinctif magyar. S'il avait été bel homme, capable de captiver les âmes rien que par son extérieur, il n'aurait pas éprouvé les déceptions qui ont affiné ses facultés sensitives. Si ses parents avaient continué à vivre dans l'aisance, il n'aurait pas été obligé de quitter le toit paternel et de courir le monde pendant des années, ce qui le rendit aussi riche d'expérience et d'impressions que s'il avait vécu une longue vie d'homme.

Le hasard a fait naître Petœfi dans un pays possédant une civilisation vieille de mille ans, mais les circonstances l'ont obligé à refaire lui-même toutes les étapes que notre culture nationale a parcourues. Son père, le boucher Étienne *Petrovics* de Kiskœrces, n'avait pas une âme beaucoup plus compliquée que le Magyar immolant des chevaux sur l'autel de son dieu, dix siècles auparavant. Il y avait en lui des instincts de nomade, de la ténacité, de la résolution et aussi quelques éléments de civilisation. Sa mère, la cuisinière Marie *Hruz*, toute bonne femme et intelligente qu'elle fût, n'était guère plus cultivée que lui.

C'est de cette civilisation des ancêtres que Petœfi devait partir. Le hasard même lui vint en aide. Pendant qu'il est enfant, ses parents sont encore dans l'aisance et peuvent le nourrir assez bien pour assurer son développement normal. Plus tard, ils tombent dans la pauvreté, afin que le poète soit forcé de quitter le toit paternel et de passer par l'école de la misère. Le père court aussi le monde sans trêve ni repos, mais le fils pérégrine dix fois autant, et, au sein de la misère, ne perd cependant jamais sa force d'âme.

Par ses origines, Petœfi a du sang slave dans les veines, et ce mélange de sang slave, dont l'action est sensible sur la caractère de notre peuple, influence aussi avantageusement celui du poète. Les Magyars habitèrent d'abord la grande plaine centrale ; c'est aussi là qu'il passe ses années d'enfance. Les luttes séculaires qui ont trempé le caractère de la nation, jouent le même rôle dans son orageuse carrière. Il portait donc en lui les traits caractéristiques de ce passé millénaire et, de plus, il vint au monde avec du génie. Le hasard de la naissance l'obligea à revivre d'un bout à l'autre tout le passé de la nation. De même que celle-ci, la vie du poète a sa conquête et son

organisation du pays, son invasion des Tartares, ses guerres victorieuses, son désastre de Mohács, sa domination turque, son âge de découragement et son époque de réformes. Comme la nation, il a lutté pour sa vie, pour son pain, pour sa liberté et, lorsque le poète est arrivé à ce moment suprême de son existence, la nation aussi est parvenue à ce tournant de la sienne. La lutte finit par l'écrasement de la nation et la mort du poète. La nation se relève bientôt, pour prendre place parmi les États civilisés et le poète sort de sa tombe pour faire au magyar une place dans la littérature universelle.

Avec les circonstances de la vie évolue parallèlement le caractère. Celui du poète et de la nation est fait d'emportement sauvage, de fierté, de dignité, du sentiment de leur supériorité joints à la persévérance.

Il a bien vite la conscience de sa valeur. De même que la nation n'a jamais douté un instant qu'elle était appelée à accomplir de grandes choses et qu'elle résisterait aux orages, Petœfi sentait aussi qu'il avait une mission à remplir et qu'il la remplirait. De même que la nation magyare terrassée avait encore le sentiment de sa supériorité sur les autres races qui l'entouraient, Petœfi, déguenillé et affamé, se sentait supérieur à ses contemporains. De même que la nation était fière, bien que pauvre et inculte, Petœfi, sans position sociale et sans ressources, jetait des regards de dédain sur les puissants. De même que la nation sent qu'elle a une mission importante à remplir en Europe, celle de défendre la civilisation chrétienne, Petœfi, lui aussi, sent qu'il aura un grand rôle dans la lutte pour la liberté. De même que la nation fait montre de résolution en tout, Petœfi non plus, ne s'effraye de rien et s'élance aux assauts sans crainte, sans hésitation.

Cette esquisse montre l'action des circonstances de la vie sur l'évolution de l'individu et, en même temps, comment l'individu arrange les circonstances et les fait tourner à son profit. Car cette action est réciproque. La vie et l'individu sont deux lutteurs qui se livrent un éternel combat.

Chez l'homme moyen, c'est l'individu qui a toujours le dessous. L'homme au-dessus de la moyenne est tantôt vainqueur tantôt vaincu : il y a équilibre. L'homme bien au-dessus de la moyenne sort toujours vainqueur de la lutte et atteint son but, mais d'ordinaire au prix de plus grandes souffrances

que les autres. Or, Petœfi compte parmi les plus beaux génies que l'humanité ait connus. Il a soutenu de plus grandes luttes que tout autre poète de son temps, parce que la mission qu'il avait à remplir dans le domaine de la littérature était aussi plus élevée.

X.

Maintenant, si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur la poésie de Petœfi, nous en reconnaitrons aussitôt un des traits essentiels : c'est que nous n'avons pas à faire uniquement à une œuvre individuelle, mais que cette poésie reflète aussi l'état intellectuel et moral de tout un peuple.

Ce qu'on y découvre, ce n'est pas seulement la mentalité de Petœfi, mais celle du Magyar en général, la puissance d'imagination du Magyar ; l'affection de Petœfi pour ses parents, mais la manière dont l'amour filial se manifeste chez le Magyar ; comment s'exprime l'amour chez Petœfi, mais chez le Magyar ; la philosophie de Petœfi, mais celle du Magyar ; comment Petœfi aimait la patrie, mais comment le Magyar l'aime ; l'amour de Petœfi pour l'humanité et la liberté, mais ce sentiment chez le Magyar.

La poésie de Petœfi est donc la poésie magyare par excellence. Ce n'est pas un phénomène isolé, le produit du hasard au XIX^e siècle. La poésie de Petœfi a suivi son développement historique propre. Cette plante a germé dans les immenses steppes du Don à la Volga pour s'épanouir dans toute sa magnificence, après vingt et quelques générations, entre le Danube et la Tisza. La plante qui serait peut-être restée chétive au delà des Carpathes, qui aurait peut-être gelé ou que les rudes vents du Nord auraient brisée, s'est fortifiée en deçà de la chaîne protectrice. Elle a puisé dans le sol nouveau une sève nouvelle qui l'a fait grandir et prospérer. Sous les rayons d'un soleil plus chaud, le bouton est apparu, puis la fleur. Seulement, il lui a fallu dix siècles pour éclore. Cette fleur est la poésie magyare. Par ses couleurs éclatantes et son parfum capiteux, ce premier produit de notre flore a attiré sur nous l'attention des peuples.

Mais que serait-il arrivé si cette fleur n'avait pu s'épanouir, si elle avait séché dans son enveloppe ? Il est

permis d'affirmer que l'an 1823, qui vit naître Petöfi, est la date la plus importante de la littérature magyare moderne. Dans la première heure de cette année, est né un homme dont la vie est intimement liée avec celle des lettres magyares. La même décade a donné plusieurs illustres écrivains à la nation, entre autres *Jókai* et *Gereben Vas*. Mais qu'auraient-ils fait si Petöfi n'avait pas découvert le Nouveau Monde ? Arany, né cinq ans plus tôt, n'avait pas eu l'aperception du domaine dont il devait prendre possession plus tard. C'étaient tous de beaux talents, mais Petöfi seul était venu au monde avec la vue d'aigle et le courage des rénovateurs, capables de frayer de nouvelles voies aux générations futures.

Il a fallu d'abord que Colomb découvre le Nouveau Monde pour que Cortez conquière le Mexique, Pizarro exploite le Pérou et Amerigo Vespucci décrive les rivages du continent où est née une nouvelle civilisation. Il en est de même pour les pionniers de la littérature. Petöfi devait d'abord découvrir la nouvelle voie pour qu'*Arany* pût écrire ses épopées populaires, *Jókai* satisfaire le goût du peuple pour le roman, *Gereben Vas* immortaliser une multitude de types en train de disparaître, et que toute une génération nouvelle d'écrivains pût entrer dans les voies tracées par eux.

Il y a des poètes qui restent isolés au milieu de leur siècle et de qui la non-existence n'aurait pour effet que de priver l'humanité de quelques œuvres de mérite. Petöfi n'est pas de ceux-là : il est le premier poète des nouveaux temps qui ait lu en prophète dans l'avenir, l'homme de génie qui a éclairé les voies où ses contemporains, même les mieux doués, n'eussent avancé qu'en tâtonnant, mais qui, en suivant la route qu'il avait frayée, sont devenus avec lui les initiateurs de la littérature magyare des temps modernes.

ABEL DE BARABÁS. ⁽¹⁾

(1) L'auteur de cet article, critique très talentueux, est mort au cours de la guerre.

APRÈS LA SIGNATURE DE LA PAIX

Les plénipotentiaires hongrois ont signé la paix entre la Hongrie et les puissances de l'Entente le 4 juin 1920.

Bien que le pays tout entier fût unanime à protester contre cette paix meurtrière, le gouvernement hongrois jugea qu'il ne pouvait se soustraire au douloureux sacrifice de la signature. Dans certains milieux hongrois, on est devenu assez optimiste quant à l'attitude future des puissances occidentales concernant la Hongrie : on y croit généralement que l'Entente elle-même cherchera à réparer les iniquités du traité à l'égard de notre pays, si cruellement éprouvé déjà par les différentes révolutions et l'occupation valaque.

Il est vrai que quelques membres de la Chambre des lords anglais et M. Nitti, ex-président du conseil d'Italie, prononcèrent des discours où ils reconnaissaient la nécessité de venir en aide aux peuples de l'Europe orientale pour que ceux-ci puissent se relever du point de vue économique, et qu'à cette occasion, ces hommes d'État insistèrent sur l'impossibilité de la paix élaborée à Neuilly, etc., mais en réalité on ne fit rien pour aboutir à quelque conclusion pratique : le traité hongrois fut présenté sans aucune modification essentielle aux envoyés du gouvernement de Budapest. Malgré cela, on continue à se bercer de l'illusion que la commission des réparations de l'Entente, ou bien la Société des Nations ne manquera pas de ressusciter la Hongrie, condamnée à une mort politique et financière. Nous souhaiterions que cette illusion se changeât en réalité, mais nous ne saurions croire à un revirement de la part de nos ex-ennemis avant d'avoir quelques preuves tangibles de leur soi-disant bienveillance à notre égard.

Du reste, la solidarité de l'Entente continuera-t-elle à subsister ; la divergence d'intérêts existant entre les Alliés n'ira-t-elle pas en augmentant encore ? Dans plus d'une question épineuse, que l'association des États victorieux avait à trancher, l'absence d'une volonté unique était déjà manifeste : il est à prévoir que la cohésion de ce qu'un publiciste français appelait il y a longtemps déjà « le quadruple désaccord », ne résistera pas longtemps à l'épreuve du temps. Nous autres Hongrois ne devons donc pas tabler sur l'Entente qui est plutôt une Mésentente, mais tout au plus sur la victoire du bon sens chez l'une ou l'autre des puissances qui nous ont fait la guerre et — ceci est plus tragique encore — la paix.

Il paraît assez probable que certains Alliés ont fini par se rendre compte de la cruelle injustice des clauses territoriales relatives à la Hongrie, mais ils n'y pouvaient rien, puisque les promesses qu'ils ont faites antérieurement aux associés serbes, tchèques et valaques leur forcèrent la main. Cette explication est une maigre consolation pour les idéalistes qui avaient eu la naïveté de prendre au sérieux les tirades wilsoniennes sur une paix de droit et de justice. Car n'est-il pas triste de penser que le sort d'un pays millénaire pouvait dépendre d'engagements pris à la hâte et basés uniquement sur la voracité de quelques peuples avides du bien de leurs semblables ? Un traité s'inspirant de l'esprit de rapine de politiciens qui n'obéissent qu'à la haine et à la vengeance, ne peut offrir aucune chance de durabilité, même si les Anglo-Français ont tenu à faire honneur à leur signature en attribuant deux tiers de la Hongrie à leurs fidèles et infidèles satellites. Est-il sage d'imposer des conditions dont on sait d'avance qu'elles sont souverainement iniques et inexécutables ? Certes, il est beau de récompenser ses amis pour des services rendus, mais une libéralité aux dépens d'autrui a de quoi choquer les adeptes de l'équité, sans parler du danger de guerre que recèle une paix élaborée unilatéralement par les bénéficiaires des dépouilles de la malheureuse victime. M. Tardieu se vantait naguère d'avoir attribué au dernier moment deux lignes de chemins de fer hongrois aux Tchèques. C'est une preuve de plus de la façon dont les protecteurs des petites nations désormais libérées du joug hongrois entendirent appliquer les principes de haute moralité au nom desquels cette guerre avait été conduite.

Mais ne voulons pas récriminer : peut-être auront-ils raison ces optimistes qui ont foi dans une revision prochaine du traité que MM. Benárd et Drasche furent obligés de signer.

Quant à nous, nous sommes convaincus que la nation hongroise trouvera en elle-même la force nécessaire à sa renaissance politique et économique ; si les puissances occidentales apporteront leur aide à l'œuvre de reconstitution, nous leur en serons reconnaissants, mais, en tout cas, nous ferons bien de ne compter que sur nous-mêmes. La situation mondiale est loin d'être rassurante : bien que M. Wilson s'évertue encore à jouer le rôle de l'arbitre du monde, l'Amérique se désintéresse de plus en plus des problèmes de la politique européenne ; l'Angleterre, la France et l'Italie sont en proie à des agitations sociales dont la gravité est rehaussée par les difficultés auxquelles ces puissances doivent faire face dans leurs possessions coloniales anciennes ou nouvellement acquises ; le problème russe reste aussi inquiétant qu'il l'était, et qui sait si les négociations entamées entre les émissaires des soviets et M. Lloyd George aboutiront à quelque résultat positif.

Entourée qu'elle est de peuples dont la mauvaise conscience fait sans cesse surgir le spectre de la revanche, la Hongrie devra être prête à toute éventualité ; espérons toutefois qu'elle parviendra par des moyens pacifiques à démontrer aux yeux du monde entier que sa restauration territoriale et économique est une exigence de l'équilibre européen en même temps que de la justice immanente.

SPECTATOR.

NOTES ÉCONOMIQUES

Les traités de paix bâclés par l'Entente ont été imposés aux « vaincus », car jamais aucun peuple n'eût souscrit de son propre gré à des conditions d'une injustice si criante. Il est curieux qu'en somme cette guerre, durant laquelle les Alliés n'ont cessé d'invoquer les principes sacrés du Droit, ait fait triompher en réalité la force la plus brutale. Non contents de partager d'une façon inouïe les territoires appartenant aux peuples des puissances centrales, les arbitres de Paris ont eu cure de prononcer encore leur sentence de mort économique.

Par suite des clauses de démembrement, l'Allemagne a été privée d'un tiers de son charbon, ce qui, ajouté aux livraisons de charbon demandées par les Alliés, la laisse presque sans charbon pour sa propre industrie. « Le peuple allemand, dit M. Morel dans un discours prononcé au St. Andrew Hall, à Glasgow, le 21 décembre 1919, est privé des trois quarts de son fer, de sa principale source de zinc, d'importants gisements de potasse. Il est également privé d'énormes quantités de matériel roulant, de la presque totalité de son batelage, tant de mer que de rivière. Son commerce étranger et placé sous le contrôle allié. Il est privé de ses dépendances d'outre-mer et, par conséquent, des matières premières qu'il en tirait. Il est privé de tous les droits auxquels il participait en Asie et en Afrique. Partout où peut s'étendre l'influence des Alliés, dans toutes les parties du monde, il est exclu de l'accès aux marchés et de la possibilité de se procurer des matières premières. Ses échanges directs avec la Russie sont coupés.

— Considérez maintenant l'effet cumulé de ces conditions sur l'activité humaine, la grande activité solidaire de l'agriculture et de l'industrie, qui détermine et régularise l'existence des hommes sur notre planète.

— Comment le peuple allemand vivra-t-il, à la suite de cette sentence de mort économique ?

— Vous réduisez sa production de charbon de 40 %, sa production de fer de 75 %, c'est-à-dire vous lui volez cette portion des matières premières qui constitue la colonne vertébrale de l'industrie. Vous le privez de territoires qui produisent 25 % de son blé et de ses pommes de terre et 12 % de ses troupeaux. Vous lui enlevez partiellement et partiellement lui refusez des produits chimiques au moyen desquels il fertilisait son sol. En même temps, vous élevez toute barrière possible contre son importation de matières premières, et vous faites de votre mieux pour fermer ses marchés étrangers.

— Comment le peuple allemand vivra-t-il ?

— La réponse est très simple. Il ne peut pas vivre.

— S'il demeure en Allemagne, un grand nombre d'hommes mourront. Ou bien vous verrez un immense déplacement humain, comparable aux exodes des races qui parcoururent l'Asie avant l'aurore de l'Histoire, — et un tel déplacement signifie des années de guerre et de vastes soulèvements, — ou bien ce peuple mourra.

M. Maynard Keynes, l'économiste de Cambridge, fut le représentant du trésor britannique à la Conférence de la Paix, et le représentant du chancelier de l'Échiquier auprès du Conseil suprême économique. Il démissionna lorsqu'il vit qu'il n'y avait pas d'espoir que le traité prévu fût révisé. Il vient de publier un livre — un livre terrible. Il y dit carrément que le traité de Versailles est une sentence de mort pour des milliers d'hommes.

On ne saurait mieux dire ; et les clauses économiques imposées aux autres pays vaincus sont inspirées de la même folie criminelle, avec cette différence qu'au point de vue territorial, la Hongrie est malmenée d'une manière si ignominieusement inique que nous ne trouvons pas de pareille dans l'Histoire.

Ici nous tenons surtout à insister sur le fait qu'entre les frontières, projetées par le traité hongrois, les conditions primordiales d'une vie économique font complètement défaut. On veut enlever à la Hongrie 61 % de son territoire et 67 % de sa population ; on pense la priver de presque toutes ses usines par suite de quoi son industrie serait acculée à la ruine.

D'après le papier signé au Grand Trianon, notre pays devrait être dépouillé de ses mines productrices de matières premières, de ses forces hydrauliques, de 85 % de ses forêts, sans parler du rapt projeté de 60 % de son agriculture et de son bétail : ce qui ferait qu'au point de vue agricole la Hongrie serait aussi contrainte à importer.

Voici comment s'exprime à ce propos M. le baron Joseph Sztérényi, ancien ministre hongrois du Commerce, en parlant de la « faillite économique de l'Europe », provoquée par la victoire du Droit et de la Justice ententistes : « On ne se contente pas de vouloir enlever à la Hongrie plus de 60 % de son territoire, ce qui est sans précédent dans l'histoire. On aggrave encore cette horrible mutilation par des clauses économiques et financières qui imposent, aux huit millions d'habitants restant au pays, des charges si lourdes qu'elles auraient écrasé même la population de 20 millions d'âmes de la Hongrie actuelle. On n'a pas tenu compte des ravages causés par le régime bolchéviste. A cet égard encore, la Hongrie subit le sort fatal qui la frappa au temps de l'invasion turque. A cette époque, la Hongrie fut le bastion s'opposant aux assauts des Turcs qui menacèrent l'Europe. La nation hongroise qui monta la garde, résista pendant de longs siècles ; son pays fut ravagé d'un bout à l'autre, mais l'invasion fut arrêtée et l'Europe sauvée. La Hongrie de nos jours a accompli de nouveau une pareille mission. Elle a supporté le premier choc du bolchévisme russe. Elle a été ravagée par ce fléau. On a bien tort de porter ce fait à son débit ; on devrait plutôt lui savoir gré de s'être immunisée, au prix de douloureuses souffrances, et d'avoir ainsi arrêté la marche de la peste.

Il est difficile de prévoir comment ce pays, réduit à un tiers de son ancien territoire et privé de toutes ses ressources économiques, pourra se maintenir. Il perd plus de la moitié de ses gisements de charbon et n'en garde que les filons de qualité inférieure. Il perd plus de deux tiers de ses forêts. Il perd toutes ses salines, 60 % de ses filons de minerai de fer, toutes ses chutes d'eau. Il perd dans plusieurs branches de l'industrie la totalité de ses usines. Il perd plus de la moitié de sa production de céréales. » (1)

(1) *Pesti Hirlap*, édition française de février 1920, page 7.

Depuis la signature de la paix de Versailles, de nombreux spécialistes ont déjà attiré l'attention du monde sur le rapport intime qui existe entre les phénomènes de la vie économique des peuples. Comme la vie intellectuelle de l'Europe entière est en quelque façon subordonnée aux diverses influences philosophiques qui se font sentir au sein de chaque peuple, de même le déclin ou l'essor économique d'une nation ne saurait rester sans effet sur les nations qui l'environnent. Il y a des critiques selon lesquels les littératures nationales ne sont que les manifestations différentes d'une littérature européenne, pour ne pas dire mondiale ; or, on pourrait concevoir la vie économique de l'Europe comme une unité dont les économies nationales ne seraient que des manifestations pour ainsi dire locales. Quoiqu'il en soit, dans le mécanisme compliqué des affaires internationales tout se tient, et la faillite économique de l'Allemagne aurait des conséquences désastreuses qui se feraient sentir dans le monde entier ; de même, la ruine commerciale et financière à laquelle la « paix » condamne la Hongrie, aurait une répercussion puissante sur la politique et l'économie de l'Europe centrale, et les nationalistes que les Alliés entendent récompenser au détriment de notre pays, seraient les premiers à s'en ressentir.

Nous devons cependant reconnaître que les soi-disant vainqueurs commencent peu à peu à se rendre compte qu'entre eux et les peuples « vaincus » existe une solidarité d'intérêts qu'il serait dangereux d'ignorer. Les traités de Versailles, de St-Germain, de Neuilly, du Grand Trianon sont insoutenables non seulement par ce qu'ils sont dictés par l'esprit de vengeance, mais surtout par ce que leurs auteurs semblent avoir méconnu cette loi fondamentale de la vie économique moderne. Les liens multiples qui rattachent entre eux les peuples européens et même transatlantiques, ne sauraient être brisés impunément dans le domaine des affaires commerciales et financières. Aux temps de la guerre, on colportait à Paris un mot : « après la guerre, il y aura la victoire, mais il n'y aura pas de paix ». C'est cette mentalité qui fit naître les papiers signés en France, mentalité qui prouve que certains politiciens, s'inspirant du fameux Clausewitz, auraient voulu continuer la guerre par d'autres moyens, la paix officielle une fois tant bien que mal établie. Il y a seulement que, sans une colla-

boration intime de tous les ex-ennemis, une réorganisation de la vie économique mondiale est tout à fait illusoire.

La paix telle qu'elle a été conclue est un désastre pour la Hongrie ; mais il faut que ses clauses territoriales et économiques soient bientôt soumises à une revision fondamentale, si l'on veut éviter l'effondrement de toute production dans le cœur de l'Europe centrale. C'est avec une satisfaction croissante que nous constatons que cette vérité pénètre de plus en plus les milieux compétents de l'Entente et que la presse anglaise, italienne, voire même française se fait l'écho de ce changement d'orientation dans la politique de nos anciens adversaires. Un des signes les plus visibles en est l'intérêt que le capital étranger commence à prendre pour les entreprises commerciales et industrielles de Hongrie. Plus d'un de nos établissements financiers a déjà réussi à s'assurer la collaboration de banques anglaises et italiennes. Ainsi, une de nos premières institutions financières, la Société anonyme hongroise de banque et de commerce a été transformée — grâce à l'heureuse initiative de son ingénieux vice président, M. Simon de Krausz — en une Banque anglo-hongroise ; la Banque hongroise des rentes et du crédit agricole est devenue une Banque hongro-italienne ; le mérite de cette transformation est dû à l'infatigable labeur de M. le Dr. Antoine Éber, directeur général de la Banque hongro-italienne, etc. L'activité économique, entravée par la guerre funeste, pourra renaître à une vie nouvelle dans toutes les branches du commerce, de l'industrie et des finances, aussitôt que l'effort commun des nations intéressées ne sera plus paralysé par des considérations unilatérales et, par conséquent, tout à fait fausses. Et le jour où le bon sens qui ne saurait être banni des affaires finira par reprendre ses droits dans la politique internationale ; ce jour-là marquera l'avènement de la « vraie paix ».

R.

Rédacteur en chef :

G. DE HUSZÁR.

PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

REVUE DE HONGRIE:

Comte Jules Andrássy, conseiller intime, ancien ministre, député.

David Angyal, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.

Comte Albert Apponyi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Étienne Bárczy, ancien ministre, député.

Albert de Berzeviczy, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.

Charles Brockhausen, professeur à l'Université de Vienne.

Victor Concha, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.

Elemér Császár, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.

Fr. Du Bois, directeur de la *Correspondance Européenne*.

Géza Gárdonyi, de l'Académie hongroise.

Emile de Grósz, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.

Elemér Hantos, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'Épargne postale de Hongrie.

François Herczeg, vice-président de l'Académie hongroise.

Prince Alexandre Hohenlohe, ancien membre du Reichstag allemand.

Jean d'Iklódy Szabó, député.

Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.

Ladislás de Lukács, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

Baron Jules Madarassy-Beck, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.

Henri Marczali, professeur à l'Université de Budapest.

Edmond de Miklós, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.

Jules de Pekár, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.

Baron Sigismond Perényi, conseiller intime, ancien ministre.

Baron Joseph Sztérényi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Comte Pierre Vay de Vaya, protonotaire apostolique.

Jules de Végh, directeur du Musée des Arts décoratifs.

Alexandre Wekerle, ancien président du Conseil des ministres.

Comte Marc Wickenburg, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.

Baron Jules Wlassics, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.

Banque Anglo-hongroise.

La Banque Anglo-hongroise a tenu, le 16 juin 1920, son assemblée générale, la première depuis que, de Société anonyme hongroise de banque et de commerce qu'elle était, elle s'est transformée en une banque anglo-hongroise. Cet important établissement de crédit, tout en maintenant son caractère hongrois, s'est agrandi, grâce à la coopération d'un groupe de financiers anglais, de façon à lui permettre de jouer un rôle considérable dans la réorganisation économique de notre pays.

L'assemblée générale a été présidée par M. François Székely, conseiller aulique. Des comptes soumis au Conseil d'Administration il résulte que le montant des 250.000 actions nouvellement émises a été entièrement versé, de sorte que l'élévation du capital effectif à 390.000.000 cour. se trouve complètement réalisée. L'exercice de 1918 et 1919 se solde par un bénéfice net de 18,841.529 cour.; le coupon de 1918 et 1919 sera payé 25 cour. chacun.

Les membres nouvellement élus du Conseil d'Administration sont: MM. Alley Stephen, directeur de la Marconi's Wireless Telegraph Company Ltd.; le comte Géza Andrássy, conseiller intime; Isaacs Godfrey Charles, directeur général de la Marconi's Wireless Telegraph Company; le comte Emeric Károlyi; le comte Louis Károlyi, conseiller intime; Alfred Stead; Sigismond Szana, Directeur de la Société anonyme hongroise de banque et de commerce.

Après l'assemblée générale, les membres du Conseil d'Administration se sont réunis en séance où M. le comte Emeric Károlyi a été élu président, et MM. le comte Géza Andrássy, Simon de Krausz et François Székely furent nommés vice-présidents du Conseil d'Administration.



REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,
ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE:

- I. — LA TULIPE, nouvelle de M. Géza Gárdonyi, de l'Académie hongroise..... 1
- II. — COMTE ÉTIENNE TISZA, par M. Guillaume de Huszar 5
- III. — L'AVENIR DE L'ARGENT, par M. Elemér Bantos, secrétaire d'Etat 11
- IV. — RÉPONSE DE L'ACADÉMIE HONGROISE A L'ACADÉMIE TCHÈQUE, par MM. François Herczeg, Gustave Heinrich et David Angyal, de l'Académie hongroise..... 28
- V. — LA QUESTION DE LA HONGRIE OCCIDENTALE, par P. 45
- VI. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par Spectator 53

BUDAPEST,

I, TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUIÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN GEORG STILKE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK. — MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

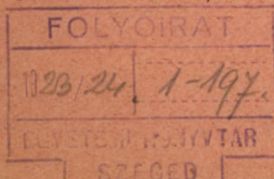
BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO PÉ.

BUCAREST, SOCEC ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.



115.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

La REVUE DE HONGRIE

se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en auront fait la demande.

La REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	300	cour.
ALLEMAGNE			80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE }			30	francs.

Prix du Numéro : 30 cour. ; Étranger : 3 francs.

LA TULIPE

C'est déjà la mi-décembre ! Je commence à contempler l'hiver avec une triste impatience ; c'est surtout, quand les jours sont brumeux, froids et humides, quand le vent siffle jour et nuit, quand les hommes et les animaux grelottent de froid et marchent en respirant le brouillard, que je me sens malade. L'inquiétude s'empare de moi lorsque je songe que la puissance créatrice oublie ce monde en hiver, que nous sommes les derniers hommes, et que, si nous disparaissions, nous aussi, cette puissance organisatrice mettra un terme à l'histoire de la terre.

A cette époque, je sors mes pots à fleurs, je les remplis de terre, et j'y sème toutes sortes de graines à fleurs. Je les place près de mon poêle et les arrose.

Cette année j'ai mis un oignon de tulipe dans le pot. Je l'ai arrosé. Et pendant que l'orage grondait au dehors, j'étais près de mon poêle et je contemplais mes pots.

Pousseront-ils ? Y a-t-il encore de la vie sur la terre ? Y a-t-il encore de l'espoir dans la vie ?

Un jour, c'était un mercredi, un petit bouton verdâtre poussa au milieu du pot. Un flot de joie m'inonda. La tulipe a germé, ma jolie fleur rouge et pure. Près du poêle, elle a cru que c'était le printemps. Elle s'est éveillée. Elle va sortir de la terre vers la lumière.

Je la soigne, je la couvre, je lui fait un petit manteau de papier buvard, pour qu'elle ne prenne pas froid, quand j'ouvre la fenêtre. Je l'arrose matin et soir avec de l'eau tiède. Le troisième jour, elle est aussi grande qu'un noyau de datte. Chaque jour elle sort de terre davantage. Un beau jour, elle entr'ouvre son manteau frais et rougeâtre dont la doublure est

de soie verte. Puis, deux minces collerettes vertes apparaissent. Entre les deux collerettes, une petite tête verte et ronde, jusqu'alors cachée.

Comment l'homme peut-il trouver tant de joie dans un de ces riens ? Parce que c'est vert ? Mais ne pousse-t-il pas tant de plantes vertes en été sur la surface de notre terre, que les habitants des autres étoiles voient la nôtre toute verte ? Parce que c'est une fleur ? Parce que cela pousse en hiver, ou bien parce que cela fleurit pour moi ?

Non. L'homme se réjouit de la vie. L'aspect de la vie est un délice. La contemplation de la mort est toujours une tristesse. Au dehors, maintenant, l'univers tout entier est un immense cimetière blanc.

Y a-t-il encore de la vie sur la terre ? Y a-t-il de la vie sous le linceul blanc ? A cette question la fleur charmante a répondu : elle est revenue à la vie dans son cercueil et elle a poussé. Sa face est encore enveloppée, mais déjà elle se tourne vers la clarté. La lumière se dore à travers les glaçons de la fenêtre. Cette plante aime, tout comme l'homme, le soleil.

Il y a longtemps que je sens qu'il existe une parenté entre l'homme et la fleur, peut-être que la même puissance de vie nous anime, peut-être le soleil est-il notre aïeul commun. La fleur se transformera-t-elle en homme, l'homme deviendra-t-il fleur après sa mort ?

Dehors, c'est l'hiver, la tulipe et moi nous nous chauffons ensemble près du poêle. L'homme gélerait dehors au froid, comme la fleur. La fleur vit dans la chambre chaude, comme l'homme.

La tulipe a grandi.

Et comme des jours rayonnants ont suivi, en grandissant elle s'est inclinée vers la fenêtre. Elle s'est penchée vers la fenêtre. Elle s'est penchée vers le soleil, comme l'enfant vers sa mère.

Je l'ai tournée et posée sur le rebord de la fenêtre. Si la fleur peut être heureuse, elle l'était certainement. Ses feuilles d'un vert sombre semblaient boire l'éclat des rayons.

Elle y est restée. Le lendemain déjà elle s'est redressée et a laissé descendre autour d'elle son épais et large manteau. Son bouton s'est allongé. Elle a poussé de jour en jour. Enfin un jour de février elle a épanoui son frais visage au soleil. Par

la fenêtre, elle a regardé comme moi-même le soleil brillant de l'hiver.

Je ne connais pas les mystères de la création, mais je sens que cette force intellectuelle qui, par myriades, a semé pour la vie les multitudes dans les étoiles, devait créer la fleur pour charmer.

Cette fleur est pour moi un mystère. Je ne sais rien d'elle, sinon qu'elle vit et qu'elle plaît. Comment la force se cache-t-elle en elle, d'où aspire-t-elle dans ses feuilles la couleur verte, et dans sa fleur la couleur rouge ? ... je ne sais. Je suis assis devant elle et je la regarde avec dévotion.

Comment cette pure, fraîche et charmante créature, qui a pris racine dans la boue et y a grandi, peut-elle briller dans la magnificence du ciel ! Dans le corridor, des pas enfantins se dirigent vers ma chambre. Je reconnais à ces pas qui vient. C'est Esther, une fillette de huit ans. Elle fréquente la deuxième classe. Elle porte le nom de sa mère. Le nom de famille est aussi le même. Sa mère est domestique quelque part en ville. Je sais pourquoi elle vient : elle vient me demander congé pour la leçon de demain ; c'est sa grand'mère, qui la soutient et, pendant les jours d'hiver, la vieille femme va dans de riches familles, égrener le maïs. Pendant ce temps là cette petite fille l'accompagne et elle gagne aussi quelques sous. Elle secoue la neige de ses bottes devant la porte, puis essuie ses chaussures longuement sur la natte. Ensuite elle frappe. D'abord elle heurte une fois, ensuite elle frappe un second coup.

— Tu peux entrer, Esther.

Elle entre. Elle ferme la porte soigneusement des deux mains. Un châle de coton vert la couvre, un grand nœud le maintient au dos, les deux coins du châle touchent ses mollets. Debout, devant moi, les yeux baissés, elle murmure timidement que sa grand'mère la demande en journée, et me prie de la dispenser de l'école pour un jour seulement.

Lorsqu'elle a dit cela, elle ouvre ses yeux noirs et soyeux. Elle me regarde, puis, avec une surprise soudaine, elle tourne ses yeux vers la fleur.

— Qu'est-ce donc, Esther ? La connais-tu ?

— C'est une tulipe, répondit-elle en souriant.

Et son regard reste plein d'admiration devant la fleur. Cette petite fille est semblable à la tulipe. Son visage

est arrondi et d'un rouge frais : toujours rouge et toujours souriant. Ses yeux sont noirs et animés d'un feu profond. Elle est la seule de mes fillettes qui ait les yeux noirs. Les autres ont les yeux bleus. Les autres sont des lilas.

Et la petite tulipe de huit ans regarde la tulipe de huit semaines.

— Aimes-tu cette fleur ?

— Je l'aime.

— Alors donne-lui un baiser gentiment.

Elle trouve l'obéissance toute naturelle. C'est une chose quotidienne que de pareilles petites filles apportent à l'école, à l'arrivée du printemps, des bouquets qu'elles baisent et qu'elles se donnent à baiser.

Elle est allée vers la fenêtre. Elle s'est dressée sur la pointe des pieds. Puis ses yeux à demi-clos, elle a effleuré la tulipe de ses lèvres.

GÉZA GÁRDONYI.

(Traduite par *M^{me} Jules Salusinszky*.)

COMTE ÉTIENNE TISZA

Voilà déjà à peu près deux années que le comte Étienne Tisza a été assassiné par une bande de malfaiteurs issus du boubier fangeux de la pseudo-révolution d'octobre 1918. L'enquête judiciaire qui a eu lieu à Budapest a démontré aux yeux de tout le monde ce dont nous nous doutions déjà, à savoir que cette soi-disant «révolution», qui devait apporter à la nation hongroise sa liberté, son indépendance, son droit wilsonien de disposer de ses destinées, n'était en réalité qu'un coup de main organisé par une poignée de journalistes de mauvais aloi et quelques aventuriers politiques peu scrupuleux dans leur ardent désir de parvenir au pouvoir. Le rôle des social-démocrates hongrois paraît encore le moins suspect de la mauvaise foi qui avait caractérisé l'activité de ces «intellectuels» auxquels nous devons l'avènement de Károlyi et de son cortège.

La mort tragique du comte Étienne Tisza est, pour ainsi dire, l'aboutissement d'une agitation effrénée qui fut menée par les antagonistes de ce grand homme d'État, bien avant la guerre mondiale, avec une violence d'autant plus amère qu'elle se nourrissait souvent du fiel d'ambitions avortées. Dans les débats du parlement hongrois des dernières décades, le nom du comte Tisza était devenu synonyme de représentant des idées rétrogrades et, par conséquent, d'adversaire des aspirations populaires. La plupart des membres de l'ancien parti de l'indépendance ne reculèrent même pas devant l'accusation de «mauvais Hongrois»: ceci parce que, au courant des exigences de la politique étrangère, le comte Tisza était partisan d'une union étroite avec l'Allemagne et se faisait le protagoniste zélé de la réforme palpitante du règlement de la Chambre pour

pouvoir sauvegarder les intérêts vitaux de cette armée commune qui, aux yeux de certains patriotards, ne répondait pas à l'idéal national.

La lutte autour de la personnalité du comte Tisza prit un caractère particulièrement âpre à propos des questions sociales qui commencèrent à dominer l'opinion publique de toute l'Europe au commencement du XX^e siècle. Celle du suffrage universel était une qui passionnait outre mesure les milieux politiques hongrois d'avant la guerre. Bien qu'elle eût déjà été adoptée par tous les parlements européens, le comte Tisza avait le bon goût de ne pas s'enthousiasmer trop pour cette « réforme » si violemment exigée des social-démocrates et ... de ses adversaires politiques de toute catégorie. Car ces derniers, souvent malgré leur meilleure conviction, n'affichèrent de temps en temps des idées avancées que « par tactique » : pour avoir un prétexte de discréditer ce puissant contempteur de la démagogie. Quelques-uns ne dédaignèrent même pas avoir recours à des armes assez peu avouables pour combattre l'homme fort avec lequel ils ne se sentaient pas toujours de taille à se mesurer à visière rompue.

La guerre vint lorsque le comte Tisza était au poste de président du Conseil des ministres. L'opposition de sa politique intérieure allait bientôt trouver des alliés implacables dans le rang des ennemis extérieurs très nombreux du pays. La presse ententiste dont l'œuvre d'intoxication littéraire fut si admirable pendant toute la conflagration mondiale, devinant que le premier ministre de Hongrie était une personnification de la résistance énergique des puissances centrales, ne s'est pas lassée de le décrier comme un des principaux promoteurs de la guerre. Dans l'océan des mensonges qui envahit l'univers, la contre-vérité de la culpabilité de l'homme d'État magyar surnageait d'une façon éclatante. Méprisant la popularité tant recherchée par des politiciens de moindre valeur, le noble caractère du comte Tisza ne daigna même pas réfuter les fausses allégations répandues sur son prétendu « jusqu'aboutisme ». Ainsi se fit-il qu'après l'empereur d'Allemagne, il fut peut-être l'homme le plus haï par les journalistes de la coalition alliée. Lorsque la publication des documents du ministère des Affaires étrangères de Vienne jeta la lumière sur l'attitude très conciliante qu'il avait prise dans les conseils d'où sortit

l'ultimatum à la Serbie, l'homme d'État hongrois était déjà tombé victime de quelques goujats qui le rendaient responsable de la guerre...

Tisza assassiné et Károlyi Président de la république hongroise : deux événements qui marquent la profondeur de l'abîme où sombra notre malheureuse patrie ! Et peut-être ce coup fatal n'aurait-il pas été frappé si l'opinion, colportée par la presse étrangère, sur la culpabilité du président du Conseil hongrois n'eût pas été partagée par beaucoup de ses propres compatriotes. On pouvait encore comprendre que les « socialistes » eussent été méfiants envers sa politique éminemment magyare qu'ils considéraient — à tort — comme trop conservatrice ; cependant il y avait, en dehors des « ouvriers », tout un groupe de politiciens et de journalistes hongrois qui ajoutaient ou plutôt semblaient ajouter foi aux accusations injurieuses dont le comte Tisza avait été accablé de la part de nos ex-ennemis. Les adeptes de ce groupe se recrutaient surtout parmi les éléments appelés progressifs ou radicaux, plus ou moins liés aux socialistes et défaitistes de tous les pays. Il se peut qu'il y avait quelques-uns qui étaient de bonne foi en croyant que l'homme d'État hongrois s'était rendu coupable du déchaînement de la guerre et — ce qui pis est encore — que, par son intransigeance et ses velléités « annexionnistes », il avait contribué au prolongement de la tuerie, mais, dans ce cas même, ils ne sauraient être absous de l'accusation d'avoir fait le jeu de l'ennemi.

Nous tenons à insister encore une fois sur ce facteur qui fut pour beaucoup dans l'effondrement des puissances centrales et eut une répercussion désastreuse sur la politique hongroise : il s'agit de la propagande, orale et verbale, faite pendant la guerre par les Alliés. L'atmosphère où naquit le projet de se débarrasser du grand patriote que fut le comte Tisza, était saturée de mots d'ordre empruntés à la phraséologie ententiste, phraséologie exclusivement destinée à l'usage exotérique, c'est-à-dire aux peuples de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Aussi la soi-disant « révolution » de novembre 1918 et la « république populaire » qui en fut la suite, n'étaient-elles en réalité que des créations dues à l'incompréhension de la mentalité de nos ex-ennemis. Károlyi, le « francophile », ses amis du parti de l'Indépendance, les « ententophiles », aussi

bien que les socialistes et les pacifistes hongrois s'imaginaient que les Franco-Anglais prenaient au sérieux les belles tirades lancées au cours de la guerre sur « la liberté des petites nations », la « démocratie », la « paix juste et durable », etc. : autant de choses faites pour plaire à la canaillocratie qui s'empara du pouvoir après la mort du comte Tisza, calomnié comme ennemi juré du peuple et du « progrès démocratique ». Ces politiciens ignares croyaient peut-être tout de bon qu'il suffisait de proclamer leur amour de l'Entente, ou plutôt des mots d'ordre claironnés aux quatre coins du monde par la presse alliée, pour s'assurer les sympathies de ceux qui allaient bientôt devenir — avec leur appui — les vainqueurs impitoyables !

Nous ne pouvons nous empêcher de penser que ceux qui, chez nous, en Autriche et en Allemagne, se faisaient les porte-voix d'idées « internationales » ne devant engager que les peuples des puissances centrales, n'étaient à la rigueur que des traîtres à leur patrie, plus ou moins inconscients. Le pacifisme, le socialisme, la souveraineté « du peuple », etc., sont de très belles choses, mais seulement quand on entend les appliquer de part et d'autre et non pas d'une façon unilatérale. Or, dans l'esprit des journalistes et des hommes politiques alliés, ces nobles principes n'étaient considérés que comme des articles d'exportation : on prêchait la mort au militarisme « prussien », mais on se serait bien gardé de relâcher la discipline de ses armées ; le chauvinisme était honni chez l'adversaire, mais exalté *pro domo* ; on opprimait avec la dernière sévérité toute velléité de libre mouvement de ses propres socialistes ou défaitistes, mais on trouvait naturel que, dans les pays soi-disant « barbares », ces derniers fissent une campagne ouverte en faveur de l'insurrection et de la révolte. Obéissant à des suggestions insidieuses, les éléments radicaux de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Allemagne crurent devoir agir sans s'assurer la réciprocité de la part de leurs camarades des « démocraties occidentales » et ils procédèrent résolument à la rédemption des peuples. Ce fut une sinistre comédie qui devait faire bien rire les phraseurs ententistes... Leur succès fut complet : le virus inoculé dans l'âme des populations des puissances centrales fit son effet.

Si l'on veut, on peut prendre Károlyi et ses adeptes pour des victimes d'une imposture de guerre ; ils n'en sont pas

moins inexcusables d'avoir creusé le tombeau de leur patrie. Leur faute ne nous apparaît pas plus pardonnable du fait que les pacifistes et social-démocrates autrichiens et allemands sont tombés dans le même guet-apens, c'est-à-dire qu'ils croyaient aussi qu'en révolutionnant les masses et en chassant les « autocrates », ils se concilieraient les bonnes grâces des Alliés et obtiendraient de meilleures conditions de paix. Il n'était que trop vrai que ceux-ci avaient maintes fois déclaré, par la bouche de leurs chefs, qu'ils ne combattaient pas les « peuples », mais seulement « le militarisme », « l'impérialisme » (toujours celui des autres, mais non pas le leur) et M. Wilson, ce farceur macabre de funeste mémoire, avait solennellement promis une paix de droit et de justice même aux vaincus, mais MM. les révolutionnaires, qui avaient l'ambition de prendre les rênes du gouvernement, auraient dû se rendre compte du néant de la logomachie ententiste et ne pas donner dans un piège dressé à la naïveté crédule.

Il est indubitable qu'aussi bien chez nous qu'en Autriche et en Allemagne, l'action néfaste de la propagande étrangère, secondée clandestinement par les éléments « progressifs » de ces pays, avait sapé le moral des civils et par là, beaucoup contribué à la désorganisation et finalement à la débâcle de nos armées. Comme nous le disions déjà, les « républiques » surgies des « révolutions » octroyées de dehors, doivent leur existence à une mésintelligence totale du programme ententiste. C'est pour cela que Károlyi et ses acolytes, dans leur ignorance profonde des dessous de la politique internationale, devaient être cruellement surpris d'apprendre que la France ne leur savait aucun gré du fait qu'ils se sont ralliés aux idées préconisées par la Quadruplice et que ni leur pacifisme, ni leur radicalisme, ni leur socialisme ne pouvait préserver la Hongrie du démembrement inouï auquel elle avait été condamnée dès avant le commencement de la guerre.

Pour être compris dans leur enchaînement historique, les forfaits sanglants de novembre 1918 doivent être replacés dans leur milieu, pour ainsi dire, mondial. La puissante individualité du comte Tisza n'en ressort qu'enlourée d'une auréole plus brillante. Lui, il savait bien de quoi il allait dans le conflit sans précédent qui s'était abattu sur l'Europe et il prévoyait le sort qui frapperait la Hongrie si les buts de guerre de l'Entente



venaient à se réaliser. Du jour où il avait quitté le pouvoir, la déchéance de la monarchie austro-hongroise s'accrut de plus en plus ; sa main de fer une fois écartée des affaires du gouvernement, les tendances subversives devinrent toujours plus audacieuses, pour aboutir au désarmement ordonné par Károlyi et à l'envahissement du pays par les nationalités prêtes à fondre sur leur proie...

Même ces politiciens à courte vue qui méconnaissaient si volontiers ses grandes qualités de chef de gouvernement, l'indomptabilité de son caractère et le désintéressement qu'il mettait au service de sa patrie, doivent se rendre compte aujourd'hui que les événements ont justifié sa manière d'envisager les questions de politique intérieure aussi bien qu'extérieure. Toute la nation hongroise est unanime à reconnaître qu'elle a perdu son homme d'État providentiel, le seul qui aurait pu préserver le pays de la catastrophe qui le guettait après la perte de la guerre. En se débarrassant de lui, nos « révolutionnaires » avaient cru couronner leur œuvre ; ils n'ont, hélas ! que trop bien compté : l'opprobre du Trianon en est une preuve tristement éloquent.

G. DE HUSZÁR.

L'AVENIR DE L'ARGENT

Le but final où tendent les efforts de politique monétaire est de jeter les bases du futur système monétaire et de fixer la monnaie nouvelle. La tâche de la guérison, résumée dans ses traits essentiels, peut se formuler ainsi : nécessité, pour l'État, d'accroître ses recettes en diminuant ses dépenses ; pour le pays, d'augmenter sa production en restreignant sa consommation ; pour le commerce, d'élargir son exportation en diminuant son importation. L'État peut, en outre, avoir recours aux moyens accessoires de la politique financière, tels que : estampillage des billets en circulation, emprunt forcé, impôt sur la fortune, emprunt à l'étranger et dévaluation.

Il nous reste à examiner si, après l'application de toutes ces mesures, il serait utile et nécessaire de maintenir le système monétaire d'avant-guerre, s'il serait possible aux pays de l'Europe centrale d'en revenir à l'orthodoxie de la monnaie d'or ou s'il y aurait moyen, en raison des enseignements de la guerre et d'après-guerre, de placer le futur système monétaire sur une base plus convenable.

La guerre mondiale et les événements qui s'ensuivirent ont produit, sur le terrain financier, de nombreux symptômes nouveaux, sans détruire, néanmoins, les anciennes vérités admises de la politique monétaire. L'histoire des dernières années n'a fait que confirmer le principe que plus le crédit et la monnaie d'un pays s'appuient sur l'encaisse métallique et plus sa monnaie est garantie par sa réserve en or, plus ils sont sûrs et plus ils sont solides. Le fonctionnement régulier des finances pendant la guerre semblerait donner raison à la théorie de Knapp qui voyait l'essence de l'argent non pas dans sa matière, mais dans la contrainte de l'État y afférente. Bien

des gens ont tiré les conséquences les plus concluantes du succès apparent de la théorie dite nominaliste, en opposition avec la doctrine dite métalliste. Ceux qui pensaient ainsi confondirent la théorie financière avec la politique monétaire pratique ; ils perdirent de vue que Knapp était un théoricien et non pas un homme du métier ; qu'il égalait, il est vrai, théoriquement et abstractivement le papier-monnaie aux espèces métalliques, mais approuvait cependant le maintien de la monnaie d'or et ne considérait la circulation fiduciaire que comme une éventualité lointaine.

En émettant du papier-monnaie, les États ne sont guidés ni par des considérations théoriques, ni par des raisons pratiques, mais par le manque de numéraire, ou par d'autres nécessités d'ordre financier. La circulation fiduciaire suppose et suit les espèces métalliques ; jamais il n'est arrivé dans l'histoire que les billets de banque aient existé antérieurement aux espèces métalliques ; c'est généralement par suite des guerres, ou d'autres crises, lorsque le métal faisait défaut et que les banques suspendaient leurs paiements, que le papier-monnaie faisait son apparition. Il s'agit donc d'un phénomène anormal, d'un symptôme morbide, pouvant facilement dégénérer en maladie chronique et d'autant plus dangereuse qu'elle peut se développer imperceptiblement et que ses conséquences fatales ne se font sentir qu'ultérieurement. L'abondance des billets de banque conduit, en outre, à l'isolation économique du pays, le papier-monnaie n'étant qu'une monnaie nationale, tandis que les espèces métalliques sont d'un caractère universel.

Dans un pays économiquement isolé, comme l'était le nôtre pendant la guerre, le papier-monnaie peut se maintenir et fonctionner d'une manière assez satisfaisante. Mais ce n'est pas pour des situations aussi exceptionnelles que la vie économique exige une politique monétaire, mais il faut que celle-ci embrasse des territoires en étroit contact mutuel, surtout depuis que la guerre, ou pour mieux dire la paix, a détruit la solidarité monétaire qui existait auparavant entre des grands territoires de l'Europe.

Le rôle du papier-monnaie est très-bien caractérisé par M. Zsögöd. « Tant que nous vivons, c'est la fortune nationale effective (à savoir : le papier-monnaie) ; pour le cadavre d'un pays, ce n'est que zéro. Mais, comme les maladies peuvent se

présenter dans la vie économique d'une nation, c'est là l'un des motifs pour lesquels l'État s'efforce avec raison d'échanger ce papier contre une monnaie dont la valeur soit, au moins en grande partie, indépendante de la santé économique du pays.» ⁽¹⁾

S'inspirant de pareilles considérations, les financiers et les hommes politiques songèrent depuis longtemps déjà à créer une couverture pour le papier-monnaie. Il existe à peine une valeur réelle sur laquelle, à n'importe quelle époque, une théorie quelconque n'ait pas voulu baser l'émission des billets de banque. On voulut garantir le papier-monnaie au moyen de pierres précieuses, de bijoux, on voulut le baser sur la propriété foncière, les établissements industriels, les moyens de communication, les dettes d'État, les effets commerciaux, les impôts futurs et enfin sur la confiance du remboursement par l'État. Pour ce qui concerne la couverture en biens fonciers, l'exemple le plus connu est celui des assignats de la Révolution française.

Aucune de ces couvertures, toutefois, ne fut considérée comme satisfaisante, car la bonté de toute créance bancaire ne repose pas seulement sur la sécurité du placement, mais souvent sa liquidation et sa mobilité ont une importance encore plus grande. Le sûreté que présente un bien foncier au point de vue de la couverture — puisque selon toute prévision humaine, un immeuble ne peut se perdre — cette sûreté est gravement altérée par la difficulté de négocier en bloc des valeurs de ce genre à un moment critique. La couverture hypothécaire n'offre que la sécurité de la bonté, mais non pas en même temps celle de la négociabilité.

C'est à l'inefficacité des expériences faites sur ce terrain qu'il faut attribuer que la théorie métalliste, que l'on croyait vaincue par la guerre, se réveilla avec vigueur et que l'effrénée recherche de l'or est aujourd'hui plus grande que jamais. Au point de vue de la circulation, le fonctionnement du papier-monnaie est subordonnée à deux conditions : la négociabilité facile et la stabilité de valeur. Aujourd'hui encore c'est l'or qui semble le mieux réunir ces deux qualités. La monnaie du vainqueur sera la meilleure monnaie, a dit Helfferich,

⁽¹⁾ *Fejezetek kötelmi jogunk köréből.* (Bpest, 1899.) (Chapitres sur le droit d'obligation.)

et nous ressentons aujourd'hui tout le poids de cette déclaration. L'or a grandement changé de maître au cours de la guerre. La dictature économique de l'Angleterre a cessé sur le marché et, en même temps, le rôle dominant de ses lettres de change en or. L'or a émigré en grandes masses dans les pays neutres et l'Amérique est devenue la créancière de l'Angleterre. La majeure partie de la production de l'or est, toutefois, aujourd'hui encore entre les mains de l'Angleterre. Dans la dernière année avant la guerre mondiale, en 1913, la production en or du monde entier s'éleva à 2300 millions de couronnes en somme ronde. La production en or de 1914 était, en chiffre rond, de 2270 millions de couronnes, somme suffisant à peu près pour les exigences de la monnaie et pour les besoins du travail industriel. Sur ce chiffre, 1150 millions, c'est-à-dire la moitié de toute la production, reviennent à la sphère d'intérêts anglaise en Afrique; la production en or de l'Angleterre en Australie était de 287.5 millions et au Canada de 92 millions, représentant ainsi près des deux tiers de toute la production du monde. De tous les États de l'Europe Centrale, la Hongrie (non mutilée) seule avait une production aurifère digne d'être mentionnée, et qui, en 1913, s'éleva à 9.5 millions de couronnes. L'Autriche produisit de l'or pour une valeur de 700.000 couronnes; la production de l'Allemagne était insignifiante.

L'affluence de l'or pendant la guerre dans les pays neutres fit naître de curieux phénomènes. Ainsi la banque d'émission de Suède fut, dès le 4 février 1916, autorisée par une loi à refuser le change de l'or avec l'agio habituel ou de n'accepter que sous déduction de 3% ou 4%, ce qui dans la pratique équivalait à rejeter l'or. Par là, la Suède priva sa monnaie d'or de l'un des soutiens sur lesquels repose sa sûreté et arriva à donner à ses billets une plus grande valeur qu'à l'or lui-même. L'exemple de la Suède a de nouveau corroboré cette thèse que l'or, soit comme marchandise, soit comme monnaie, afflue toujours là où il n'en est pas besoin et d'où il faut l'éconduire pour qu'il ne cause pas d'embarras.

Dans les pays des Puissances centrales, c'est l'envers de ce phénomène qui se présenta. Les banques d'émission suspendirent les paiements en or et les États s'efforcèrent, au moyen de primes élevées, d'attirer à eux le métal jaune en circulation.

C'est ce qui, pendant la guerre, suggéra aux spécialistes l'idée de rechercher avec quoi, après la guerre, on pourrait remplacer la monnaie d'or et avec quoi, à défaut d'or, ou pourrait couvrir les billets en circulation. Cette question donna naissance à toute une littérature stigmatisant la folie de l'or et voulant le détrôner.

Robert Liefmann, professeur à l'université de Fribourg, représente cette manière de voir, lorsqu'il dit : ⁽¹⁾ « L'or est la marchandise la plus superflue, la plus inutile que l'on puisse importer. La stabilité de la valeur peut aussi bien être maintenue à l'aide du papier. Le but de la monnaie d'or de restreindre les oscillations de la force d'achat de l'argent n'a pu être atteint. En temps normal, cependant, une grande réserve d'or est superflue ; pour les paiements à l'étranger les devises et les effets ont souffi et suffisent encore aujourd'hui ; le papier-monnaie ne sera donc pas exposé à de plus grandes fluctuations et même, avec une habile politique de taux et de devises, il sera soumis à moins d'oscillations que les émissions actuelles de billets de banque de couverture métallique. La stabilité de valeur de la monnaie d'or, prétendue plus grande, n'est qu'une observation historique, basée sur l'induction. »

Otto Heyn développe cette pensée en proposant de faire face par des billets de banque aux besoins de la circulation intérieure et de réserver une forte encaisse métallique pour les paiements à l'étranger. Ce système fut appelé par Plenge monnaie à noyau d'or (Goldkernwährung), l'or n'étant que le noyau du système monétaire. « Il a été trouvé, dit-il, que la monnaie d'or pour laquelle la confiance dans les billets en circulation s'appuie sur la grande encaisse métallique ou sur un autre facteur de ce genre et pour laquelle une forte réserve en or assure à l'étranger une parité durable avec l'argent étranger, est non seulement aussi bonne, mais, à certains égards, meilleure encore que la monnaie d'or avec circulation d'or. » ⁽²⁾

M. Plenge s'autorise spécialement de l'expérience faite en Autriche-Hongrie où la circulation intérieure fut effectuée sans métal jaune, et le cours du change fut réglementé par une forte encaisse de devises. Ce système est meilleur que celui de la

⁽¹⁾ *Geld und Gold* (1916.) et *Die Geldvermehrung im Weltkrieg und die Beseitigung ihrer Folgen* (1918.).

⁽²⁾ *Unser Geldwesen nach dem Kriege*. (1916.)

monnaie d'or, car il épargne au pays les fréquentes fluctuations du taux de change et les frais de thésaurisation.

A l'encontre de cette opinion, il y eut des spécialistes qui, pendant la guerre, restèrent strictement fidèles à la théorie orthodoxe de la monnaie d'or. L'un de leurs principaux représentants est Charles Diehl⁽¹⁾, qui nie que les enseignements de la guerre aient contribué à approfondir scientifiquement la question de l'argent ou que la guerre ait justifiée la soi-disant théorie monétaire de l'État et prouvé d'une façon expérimentale l'égalité de droits entre le papier-monnaie et les espèces métalliques. Pour ce qui concerne les questions fondamentales de la théorie monétaire, la guerre n'a apporté aucun nouveau point de vue, quelques nombreuses et intéressantes qu'aient été les expériences faites par rapport aux conditions financières et de crédit des différents pays.

Les théories de politique monétaire de la littérature allemande nous montrent que nous pouvons nous contenter du système d'avant-guerre, et que ce système peut même être modifié en ce que, dans la fixation de l'encaisse métallique, nous ne devons prendre en considération que les exigences de la circulation internationale, rendant nécessaire le maintien d'un fonds métallique plus restreint.

La monnaie d'après-guerre aurait été, dans les États de l'Europe centrale, cette monnaie d'or restreinte, dite monnaie de devise d'or, si l'issue défavorable de la lutte mondiale n'eût pas anéanti nos calculs. Dans les conditions actuelles, il nous est impossible de surmonter les difficultés qui font obstacle au passage de papier-monnaie à la monnaie d'or restreinte.

C'est précisément pour cette raison que la création d'une nouvelle banque d'émission, dans le sens occidental du mot, ne peut pas actuellement être envisagée; nous ne pouvons la considérer que comme le couronnement et comme la clef de voûte de l'œuvre de la reconstitution financière.

Le fait que le retour à l'ancienne monnaie d'or est impossible dans les États de l'Europe centrale et qu'en Autriche et en Hongrie la création d'une nouvelle banque d'émission rencontre des difficultés insurmontables, a fait surgir une foule de projets financiers qui sont débattus actuellement.

⁽¹⁾ *Währungspolitik und Geldtheorie.*

Le plus radical de ces projets est celui d'Alfred Lansburgh, spécialiste allemand. Selon lui, pour arriver à un règlement monétaire sans couverture en or, la loi devrait fixer la parité existant entre l'or et le papier au moment où ce règlement aurait lieu ; cette parité fixée serait rendue par la pratique stable de telle sorte que, lorsque le cours du papier-monnaie dépasserait la mesure légale, la banque mettrait de nouveau en circulation une certaine quantité de papier-monnaie. La stabilité de la parité fixée devrait être atteinte par une adroite politique de devises.

Pour établir la parité fixe, il faudrait recourir à une opération financière radicale, c'est-à-dire à la dévaluation. Ce qui rend la chose plus acceptable, c'est que, par dévaluation, Lansburgh n'entend pas la diminution forcée de la valeur de l'argent, mais, d'après lui : « la dévaluation n'est pas autre chose que la reconnaissance légale de la dépréciation de l'argent, opérée depuis longtemps déjà et à laquelle se sont plus ou moins pliées les conditions du trafic dans le pays. » En outre, Lansburgh ne veut pas dire que le règlement monétaire rétablisse l'ancienne parité du mark, d'après laquelle 1 mark équivalait à 0,36 grammes d'or pur ; il ne croit même pas possible de rendre stable un niveau voisin à la parité de l'or.

La dévaluation proposée est l'ultime moyen de politique financière qui tire sa raison d'être de la nécessité coercitive. Mais, ce n'est qu'exécutée au temps indiqué et de la manière convenable qu'elle peut exercer une action bienfaisante. En Allemagne même, le temps n'en est point encore venu, l'Allemagne elle-même n'est pas encore mûre pour le rétablissement, même sous cette nouvelle forme, de la monnaie d'or ; même là, ne se sont pas encore retirées les eaux du déluge qui l'ont submergée par suite de la guerre et les révolutions. Ce n'est qu'en mettant le niveau des prix à l'intérieur en harmonie avec le cours des changes à l'extérieur, ce n'est que par un nouvel essor du commerce international permettant à l'empire de ne plus s'endetter, ce n'est que par une situation financière et politique plus saine et plus raffermie qu'y seront posées les bases sur lesquelles le système de la monnaie d'or pourra être réédifié. Une dévaluation prématurée ne ferait qu'empirer la situation déplorable où le pays se trouve actuellement.

Les projets n'envisageant que les besoins de la circulation

internationale et tendant à introduire une nouvelle monnaie pour les paiements à l'étranger, représentent une moindre ingérence dans les finances de l'État.

C'est de Landesberger, le directeur récemment défunt de la Banque Anglo-autrichienne qu'émane le projet, complété par M. Vissering, directeur de la banque nationale de Hollande, de créer une nouvelle banque pour l'émission de billets de banque couverts par de l'or. Landesberger propose la création d'un type de billets de banque d'un caractère international; Vissering se contente d'une nouvelle unité de compte, — la *couronne d'exportation* — qui serait couverte soi-disant par des valeurs effectives ou de l'or métal. Les nouveaux capitaux provenant des salaires, de la production et de l'épargne trouveraient leur expression dans la couronne d'exportation, qui ne serait pas soumise à la gérance de la banque d'Autriche-Hongrie, mais à une nouvelle banque d'émission à créer, indépendante de toute influence de l'État.

Le fabricant autrichien, vendant des marchandises à l'étranger, les facturerait en couronnes d'exportation; un autre, important des marchandises de l'étranger, s'engagerait à les solder en couronnes d'exportation. Le règlement devrait s'effectuer exclusivement par des opérations de comptabilité, au moyen de chèques et de virements, et non pas par voie de billets, ceux-ci pouvant être facilement accumulés et thésaurisés. La banque se chargerait aussi de servir d'intermédiaire entre l'étranger et les clients nécessitant un crédit pour les matières premières et, en tant qu'établissement de confiance, elle le ferait à l'avantage des créanciers étrangers et des participants au travail de fabrication. Vis-à-vis de ses propres clients, la banque devrait liquider les affaires en couronnes-papier, mais non pas opérer en couronnes-papier pour son propre compte.

Le projet a indiscutablement l'avantage de rendre possible d'intéresser les capitalistes étrangers à couvrir les matières premières industrielles du pays, et de mettre ainsi à sa disposition un crédit d'une beaucoup plus grande valeur d'or ou d'autre couverture de premier ordre. Par contre, l'introduction du nouveau billet de banque ou de l'unité de compte reviendrait au renoncement à l'ancienne unité de monnaie, ce qui entraînerait l'entière dépréciation de la couronne-papier. L'importance de

la question a été, du reste, exagérée. Aucun fabricant, ayant du crédit à l'étranger, n'est embarrassé pour se procurer des matières premières, et celui qui exporte n'est pas au dépourvu de valeurs étrangères. Il n'est pas douteux non plus en quelle sorte de monnaie doivent s'effectuer ces créances et ces versements : c'est généralement dans l'argent du pays créiteur, respectivement dans celui du pays de destination.

Malgré le mauvais change, ce n'est pas à cause de cela que le trafic avec l'étranger est sujet à de grandes difficultés, mais par suite des risques que doit courir l'entrepreneur, obligé qu'il est de faire son calcul sur une base mouvante. Si le cours de la couronne se relève après l'achat des matières premières, le profit diminue dans la même proportion que tombe la monnaie du pays auquel est destinée la marchandise d'exportation. Cette difficulté n'est pas diminuée, mais, au contraire, accrue par le billet-or ; car celui-ci a également une valeur fluctuante vis-à-vis de la couronne-papier, par laquelle le fabricant couvrira tous ses frais de production, en dehors du prix des matières premières ; il a, en outre, une valeur variable vis-à-vis de la monnaie étrangère. Deux risques, par conséquent, au lieu d'un. On pourrait, du reste, à peine admettre que le créancier américain ne préfère pas calculer en dollars, l'importeur parisien en francs, puisque c'est dans cet argent qu'ils doivent eux-mêmes calculer chez eux les marchandises achetées et vendues. Si une affaire n'est négociable qu'en monnaie à valeur entière, la monnaie américaine, anglaise ou hollandaise se montrera bien plus préférable que le billet-couronne-or, encore inaccoutumé.

Autre serait la situation s'il n'était pas question d'un billet-or à introduire pour l'empire d'Allemagne, pour l'Autriche, mais d'un moyen de paiement généralement reconnu, que tout État emploierait pour ses paiements internationaux.

L'idée d'un tel moyen de paiement international a été lancée par deux banquiers suédois, Henri Axelson et Charles Bittner, qui ont soumis leur proposition à la conférence monétaire internationale convoquée par l'Entente. Il s'agissait de la fondation d'une grande banque internationale (Associated Bankers Clearing) que, en raison de ses initiales, ils nomment en abrégé : ABC. La banque devrait être, autant que possible, établie dans un pays central ; son conseil d'administration,

international. L'ABC aurait, dans tous les pays du monde, ou plutôt dans ceux de la Société des Nations, des succursales (ABC Division, en abrégé: ABCD) qui fonctionneraient chacune, soit comme établissement indépendant, soit comme établissement désigné par la Direction internationale. Toutes les banques dudit pays seraient représentées dans le Conseil d'administration de l'ABCD, qui serait donc une espèce de Centrale financière; le représentant central de l'ABC en ferait également partie. Conditions de son fonctionnement: 1^o Le mouvement d'argent entre deux États de la Société des Nations ne pourrait s'effectuer que par le canal de l'ABCD. 2^o Tous les États s'obligeraient à déclarer, à un jour fixé, que toutes leurs monnaies frappées et billets de banque et d'État ne sont valables que dans leur propre pays, c'est-à-dire ne représentent qu'une monnaie intérieure (Inland-Valuta, en abrégé I. V.). 3^o L'ABC disposerait exclusivement de la monnaie internationale d'exportation (Valeur d'Exportation, en abrégé: E. V.) dont il serait seul autorisé à faire usage comme moyen d'échange de marchandises. A partir de l'introduction de la monnaie internationale, l'émission ultérieure de billets de banque devrait complètement cesser dans les États désignés par la Conférence.

Le capital de l'ABC ne serait aucunement limité. Il pourrait toujours être quatre fois plus élevé que la valeur placée dans ses caves en métaux précieux monnayés ou non, ou en d'autres garanties approuvées par l'ABCD. Le crédit ainsi institué et couvert par 25% ne prendrait pas corps, toutefois, en billets de banque ou en pièces monnayées, mais uniquement en crédit sur livre, trouvant son expression dans une unité fictive appelée *Mono* et répondant aux parités de 1913. Le mouvement international d'argent tout entier serait basé sur le procédé de comptabilité et la conséquence en serait que le besoin d'or pour espèces monnayées diminuerait considérablement et que cesserait l'envoi d'espèces à l'étranger.

Les factures, warrants, lettres de voiture, connaissements, traites, acceptations, chèques, primes d'assurance, etc. devraient être dressés et réglés en *Monos* dans le trafic international. Les prix et cours officiels de marchandises et d'effets s'établiraient, dans chaque pays, dans la monnaie du pays et en *Mono*; les emprunts étrangers ne pourraient être émis et cotés qu'en cette valeur internationale.

Chaque État déposerait en garantie à son propre ABCD la somme en or, en métaux ou en autre garantie, qui réponde pour le semestre suivant aux besoins d'importation dudit pays; celui-ci disposerait ainsi d'un crédit quadruple de son dépôt et qui serait mis par ledit État à la disposition de ses habitants.

Le projet de banque internationale que nous venons d'esquisser diffère avantageusement des projets de Landesberger et de Vissering, en ce qu'il ne se borne pas à un État ou à un autre, ce qui ne ferait qu'accroître le trouble régnant aujourd'hui sur le terrain monétaire. Mais c'est aussi cette force capitale qui constitue sa plus grande faiblesse. Tandis que les plans relatifs seulement à l'Autriche et à l'Allemagne n'entraîneraient la dépréciation éventuelle que de la couronne et du mark-papier, l'introduction de la monnaie mondiale déprécierait également les valeurs se trouvant au-dessus du pair dans la relation internationale des changes. Les pays disposant d'une monnaie supérieure au pair, achètent, pour le moment, meilleur marché qu'ils ne le feraient à l'époque du futur argent international. Bien que cet obstacle soit contrebalancé par l'avantage qu'ils pourraient de nouveau activer leur vente, ce qui, en raison de la hausse du change, n'est guère possible aujourd'hui, nous ne croyons pas, néanmoins, que ces pays consentiraient facilement à un tel sacrifice.

La reconstitution économique de l'Europe suppose un trafic international régulier, exempt de trouble et, par conséquent, la régénération des monnaies déchues. Rien ne serait donc plus désirable qu'un accord international qui, dans la situation chaotique actuelle, encouragerait et faciliterait la collaboration de toutes les parties intéressées. Le seul exemple concret d'aide internationale importante sur le terrain de politique monétaire a été l'élévation à la parité-or fixe de la roupie d'argent des Indes, qui fut toutefois opérée sans appui étranger par l'Angleterre seule, en tant que mère-patrie, pour la plus riche de ses colonies.

Tout ce que nous pouvons attendre de la Conférence monétaire internationale, c'est la réalisation d'un emprunt-or international. Ce serait, cependant, une faute d'appliquer ce crédit à la création d'une nouvelle banque d'émission. Se procurer de l'or n'en est qu'une des conditions; l'autre condi-

tion est que la banque d'émission sache le garder. C'est sur ce dernier point précisément que notre budget d'État, nos dettes et notre bilan commercial ne nous permettent aucun espoir.

Jusqu'au rétablissement d'une situation financière normale, le mieux serait de maintenir provisoirement, comme banque d'émission, la Banque d'Autriche-Hongrie ; il serait à souhaiter qu'un accord s'établît à ce sujet entre les facteurs compétents : les représentants des Grandes Puissances, la Commission de réparation, les États successoriaux et les gouvernements d'Autriche et de Hongrie. Malgré des obstacles de nature politique et commerciale, ou pourrait arriver de cette façon à ce que deux territoires économiques aujourd'hui encore invariablement solidaires et ayant joui pendant des siècles d'une monnaie unitaire, obéissent à la loi d'attraction économique. Le disagio de la couronne hongroise, malgré l'emprunt forcé de 50 %, peut servir d'exemple préventif pour les suites que peut avoir pour l'avenir le défaut d'accord en politique monétaire.

Pour le moment, la Hongrie se prépare à adopter le système du papier monnaie d'État, c'est-à-dire des bons d'État. Les bons d'État circulent déjà en Hongrie depuis que les billets de la Caisse d'épargne postale furent émis. La Caisse d'épargne postale n'ayant ni capital social, ni fond de réserve et le gouvernement bolchéviste ayant retiré la garantie spéciale qu'il avait affectée aux bons de la Caisse d'épargne postale, ceux-ci reposent uniquement sur le crédit de l'État. Du reste, depuis leur estampillage, les billets eux-mêmes de la banque d'Autriche-Hongrie doivent être considérés comme bons d'État, leur paiement en espèces étant devenu au moins problématique. Les billets que le gouvernement a l'intention d'émettre prochainement seront déjà expressément des bons d'État.

Le couronnement du système de bons d'État sera l'institution d'une banque d'État, dont les fonctions et les compétences seront identiques à celles de l'ancienne banque d'émission. La différence entre les deux sera pourtant très essentielle. La banque d'État aura bien plus de peine que les banques privées à résister aux exigences des gouvernements et donnera encore plus aisément libre carrière à la multiplication des billets. La fixation périodique du taux de l'escompte ne sera pas non plus de la part d'un établissement d'État aussi facile

et aussi sûre qu'elle ne l'était jusqu'ici par la banque d'émission centrale, pesant également et impartialement toutes les conditions économiques à l'intérieur et à l'étranger.

Le système de bons d'État est d'un côté la mesure de politique monétaire la plus simple et la plus naturelle ; d'un autre côté, la plus capricieuse et la plus difficile à réparer. Des circonstances coercitives, toutefois, la rendent acceptable provisoirement.

Le nouveau système de banque une fois institué, c'est en premier lieu à la stabilisation de la valeur de l'argent qu'il faut procéder. Ce n'est pas l'abaissement du change qui représente un véritable danger pour la vie économique, mais sa constante fluctuation. Les effets funestes de celle-ci sont aussi visibles dans le trafic avec l'étranger par suite de l'oscillation de l'agio que dans le trafic intérieur par le changement continu des prix. Le renchérissement des marchandises de l'intérieur est attribuable en grande partie à l'instabilité de la valeur de l'argent. C'est pour s'assurer contre toute éventualité que l'ouvrier exige toujours de plus en plus de cet argent devenu incertain. La tendance d'augmentation des salaires, capricieuse et constante, rend instable toute production et c'est encore plus cette incertitude que la hausse des salaires qui contribue au renchérissement de la vie. Dans toute entreprise, dans tout calcul figure un aléa qui est la fluctuation de la valeur de l'argent. C'est cette inconstance qui communique son immoralité à tout l'organisme économique : les abus de la contrebande, de l'accaparement, du renchérissement, du commerce clandestin, sont tous éclos de ce germe, aussi bien chez nous que partout où la situation financière est la même. « Le plus grand défaut du papier-monnaie, dit Roscher, est l'extraordinaire fluctuation de valeur à laquelle il est exposé. Par là, toute opération commerciale et de crédit, et même toute épargne, revêt le caractère d'un jeu de hasard, ce qui, précisément, dans une civilisation avancée, a une très grande partie et cause une incertitude pareille à celle qui existait au moyen âge. » C'est pourquoi on ne peut pas obtenir la baisse des prix à l'aide de paragraphes du code pénal, mais par le rétablissement de la valeur de l'argent, ou au moins de sa stabilisation.

Un emprunt à l'étranger contribuerait efficacement à cette

stabilisation, en éliminant l'incertitude inquiétante et en augmentant dans la population la joie de vivre et de travailler. Nous ne pouvons pas, toutefois, attendre un tel prêt les bras croisés ; nous devons en fournir nous-mêmes les conditions primordiales. Ces dernières sont le retour à l'ordre social, à la sécurité légale et à la confiance économique sur toute la ligne et, avant tout, le rétablissement de l'équilibre du budget. Nous ne pouvons même pas songer à un emprunt étranger, avant d'avoir pris de sérieuses mesures pour rééquilibrer le bilan de l'État. Comme telle mesure sérieuse figure en premier lieu l'introduction de l'impôt sur la fortune une fois pour toutes. Si cet expédient est habilement appliqué, nous avons lieu d'espérer que notre argent se stabilisera au triple ou au quadruple de sa valeur actuelle.

L'argent ainsi stabilisé sera alors propice aux opérations ultérieures. Si toute la vie économique, l'importation et l'exportation se sont adoptées à cette valeur constante, quelque basse qu'elle soit ; si le nouveau cours du change et la nouvelle cote entrent dans la conscience publique : alors il ne sera plus nécessaire de tenir la promesse d'échanger au pair les bons d'État, personne n'ayant plus compté sur leur échange en bonne monnaie.

Il n'est pas nécessaire que la relation à l'or du nouvel argent soit la même qu'elle était jusqu'ici dans notre code monétaire. La fixation nouvelle du prix de l'or peut attribuer au métal jaune une valeur supérieure. Il n'est pas indispensable non plus que la circulation de l'or soit libre et que les paiements se fassent en espèces : le seul but que nous devons chercher à atteindre est une banque d'émission sachant suivre une politique monétaire capable d'assurer une bonne parité. Le rétablissement de la parité avec les changes étrangers et de la stabilité de valeur à l'intérieur ne signifient, toutefois, pas le rétablissement de l'ancien niveau des prix. Il est vraisemblable que même dans le cas submentionné, les anciens prix ne reviendront pas de sitôt, car les facteurs qui les déterminent (salaires, impôts, etc.) ont considérablement augmenté. Si, cependant, les prix ne fléchissent pas jusqu'à l'ancien niveau, le besoin d'argent sera, d'une manière durable, beaucoup plus grand qu'il ne l'était auparavant, à moins que cet excédent ne se trouve compensé par la diminution du trafic et de la

capacité de consommation ou par la forte extension d'une circulation fiduciaire ménageant l'emploi des espèces.

Voici comment nous nous représentons l'argent de l'avenir, si nous tenons compte des possibilités pratiques relatives au futur système monétaire et des efforts tendant à le créer.

Le rétablissement des systèmes monétaires des États européens ne s'effectuera guère en s'écartant de l'or. La hausse continuelle du métal jaune, en raison de l'abondance toujours grandissante du papier-monnaie depuis des années, a puissamment accru son prestige et sa popularité, comme symbole de valeur et de fermeté. Une monnaie d'or, néanmoins, n'aura de sens qu'en tant que tous les grands États du monde auront assuré, comme vendeurs et acheteurs, sa valeur. Aujourd'hui l'Amérique seule vend de l'or en raison de sa loi sur les métaux. Au cours de 1919, elle a cédé, en solde, environ 280 millions de dollars. Les États européens, par contre, conservent jalousement leur trésor métallique. De cette manière, l'Amérique est le dernier soutien de la monnaie d'or ; il se peut, du reste, que tôt ou tard elle trouvera qu'on abuse de sa politique monétaire, car l'or a, comme la meilleure des marchandises, également triplé ou quadruplé de valeur depuis 1914. En réorganisant leurs finances, tous les États devront s'adapter au changement des circonstances en réformant la loi sur les monnaies, c'est-à-dire en élevant le prix légal de l'or au double ou au triple de celui du temps de paix.

Le rétablissement de la monnaie d'or ainsi modifiée ne nous apparaît, cependant, que comme un but lointain de la politique monétaire et, même pour cette éventualité, nous n'admettons pas que l'essence de la monnaie d'or réside dans la libre circulation de ce métal. Aujourd'hui les métallistes orthodoxes concèdent déjà que la libre circulation de l'or est un luxe que peuvent s'offrir de riches pays producteurs d'or, mais par lequel les autres ne font que servir les intérêts de ces derniers. La monnaie d'or qui l'emportera dans l'avenir sera une valeur apte à assurer la parité des devises entre les différents États.

Le chemin qui y conduit est long et plein d'embûches. Les projets visant à obtenir provisoirement les avantages de la monnaie d'or par l'introduction d'un papier-or ou par la création d'un établissement financier international, ne se réa-

liseront guère. Mais tous ces efforts ont pour base une idée juste, indiscutable et qui pénètre de plus en plus l'opinion publique, à savoir que ce n'est que par le concours de tous les États créateurs que le système monétaire des États divisés de l'Europe centrale pourra être consolidé suffisamment pour que la crise financière qui sévit dans ces derniers ne leur devienne pas, à eux-mêmes, funeste.

Le procédé de consolidation doit être appuyé par de grands emprunts. Dans les années suivantes, nous opérerons chez nous avec des billets de banque et des bons d'État non couverts. Cet argent ne devant circuler que comme monnaie interne, les emprunts devront nous permettre de payer nos dettes à l'étranger. Car, si les effets nouvellement émis émigraient en masse à l'étranger, ils deviendraient, dans une grande mesure, objets de spéculation et ainsi leur valeur à l'intérieur ne resterait pas stable. Il nous faut, en outre, réduire graduellement la pléthore du papier-monnaie. Le rétablissement de l'ancienne valeur de l'argent est chose impossible; nous ne pouvons nous faire aucune illusion à ce sujet. Ce ne serait pas, du reste, à souhaiter; une hausse subite produirait une trop grande révolution dans les prix, occasionnerait à beaucoup des dommages injustes, et ne profiterait pas à ceux qui ont subi des pertes antérieurement.

Nous devons nous efforcer de stabiliser la valeur de l'argent une fois atteinte, pour que entre celle-ci et les prix, les salaires s'établissent un équilibre constant, inéluctablement nécessaire pour la tâche de reconstitution financière. La création d'une nouvelle banque d'émission marquera la fin d'un long calvaire, et en même temps la première étape du libre essor de notre vie économique.

Ce qu'il ne nous est point permis de perdre de vue, c'est que les réformes et mesures financières que nous venons d'esquisser ne peuvent en elles-mêmes amener la guérison, si elles ne prennent racine dans un sain organisme politique, social et économique. La régénération simultanée de l'État, de la société et de la vie économique s'impose donc également. Le devoir de l'État est d'assurer à tout citoyen la sécurité de sa personne et de ses biens; celui de la société, de donner à chacun de ses membres l'occasion de faire valoir ses aptitudes; celui de la vie économique, d'offrir à tout travailleur les moyens

d'exister. Un État où les classes sont en lutte mutuelle ; une société où les confessions se trouvent en présence, n'est point viable et ne mérite point ni le nom d'un État, ni celui d'une société. La régénération de la vie économique exige deux choses : augmentation du travail producteur et développement du sage esprit d'épargne.

L'avantageuse situation géographique de la Hongrie, la fertilité de son sol, l'ancienneté de sa civilisation, l'aptitude au travail de ses habitants, nous permettent d'envisager sans pessimisme l'avenir. Les conditions de la vie politique une fois reconsolidées, nous n'aurons besoin que de deux choses : confiance dans l'avenir et confiance en nous-mêmes.

ELEMÉR HANTOS.

RÉPONSE DE L'ACADÉMIE HONGROISE A L'ACADÉMIE TCHÈQUE⁽¹⁾

L'appel que l'Académie Hongroise de Budapest a adressé à toutes les Académies du monde, en protestation contre le démembrement de la Hongrie, a provoqué une réponse de la part de l'Académie Tchèque de Prague. Quoique cette publication eût paru déjà en février 1919, des circonstances nous avaient empêchés d'en prendre connaissance et d'y répondre plus tôt. Cependant, ce retard n'a pas été tout à fait inutile, car le temps nous a fourni de nouvelles armes pour la défense de notre juste cause.

Dans sa réplique, l'Académie Tchèque attaque l'histoire ancienne et moderne de la Hongrie avec une véhémence qui nous rappelle le temps des guerres hussites ; dès lors, on comprend si elle conclut que l'histoire considérera le démembrement de la Hongrie comme une juste punition.

En dépit de cette fureur prophétique nous essayerons de redresser les erreurs graves et manifestes de l'acte d'accusation des Tchèques.

L'Académie Hongroise, dit la réponse tchèque, a beau rationner sur l'innocence des Hongrois dans la genèse de la guerre mondiale. En effet, depuis 1867 ils n'ont cessé de travailler à l'alliance avec Berlin ; ils ont attaché la monarchie des Habsbourg au service de l'impérialisme prussien ; enfin, ayant entravé, en 1870, la conclusion de l'alliance franco-autrichienne ils ont contribué à la création de la suprématie politique des Allemands en Europe.

⁽¹⁾ MM. François Herczeg, Gustave Heinrich et David Angyal, de l'Académie hongroise, ont signé cet excellent plaidoyer ; nous tenons à le publier ici pour contribuer à sa diffusion. — *Note de la Rédaction.*

Ces assertions de l'Académie Tchèque sont loin de contenir la vérité historique. Après 1867, la politique hongroise n'avait ni le pouvoir ni le désir de renforcer l'«impérialisme prussien». En effet, le comte Andrassy, président du conseil hongrois à cette époque, crut devoir protester à plusieurs reprises contre les tendances anti-magyares de la politique du comte Bismarck. En 1868, il déclara devant l'ambassadeur d'Italie à Vienne que le gouvernement hongrois serait obligé de chercher un appui à Paris si Bismarck continuait de soutenir les agissements des principautés danubiennes contre la Hongrie. Pendant la guerre franco-allemande, les sympathies de la Hongrie étaient bien pour les Français, mais on ne saurait dire pourquoi la politique hongroise aurait dû s'enthousiasmer pour l'idée d'une alliance franco-autrichienne ? Afin de l'entraîner dans une guerre contre la Prusse, Napoléon III avait promis à l'Autriche de lui aider à reprendre la suprématie en Allemagne. La Hongrie ne voulut pas répandre son sang pour cette cause et nous croyons que les Tchèques ne souhaitent pas davantage la reconstitution de l'empire d'Allemagne sous le sceptre des Habsbourg. Dès lors, ce n'est pas pour le bien de la Prusse que le comte Andrassy proposa en 1870 la déclaration de neutralité de la monarchie austro-hongroise. Nous renvoyons à ce sujet aux paroles qu'il prononça au conseil de la Couronne du 14 juin 1870 : «Quand même la Prusse sortirait victorieuse de cette guerre, ce qui serait une solution que nous n'avons sans doute pas à désirer...» D'autre part, le comte Andrassy soupçonnait la Prusse d'avoir conclu une alliance secrète avec la Russie qui devait attaquer par derrière la monarchie austro-hongroise si celle-ci s'était avisée de venir au secours des Français. Dans ces conditions, Andrassy se prononça pour la neutralité et par là, il évita de provoquer une guerre mondiale qui aurait mutilé la Hongrie sans sauver la France.

Les Magyars, dit encore le réquisitoire de l'Académie Tchèque, se sont opposés en 1871 à la fédéralisation de l'Autriche pour la livrer plus aisément à la suprématie allemande dans l'intérêt de leur politique impérialiste. Cette accusation se rapporte probablement à la tentative du comte de Hohenwart de transformer la monarchie dualiste en une monarchie austro-tchéco-hongroise ou, peut-être, en un système d'États encore plus compliqué. Tout en laissant dans l'obscurité les

faits précis auxquels elle fait allusion, l'Académie Tchèque veut dire sans doute que ce sont les Hongrois qui firent échouer en 1871 la reconnaissance du droit constitutionnel des Tchèques.

Or, il sera utile ici encore d'apporter des précisions. Le président du conseil hongrois d'alors s'était gardé d'abord de s'immiscer dans cette affaire, car il la considérait comme une affaire intérieure de l'Autriche. Cependant, la position de Hohenwart était devenue critique sans l'intervention hongroise. L'émotion des Allemands d'Autriche fut telle qu'on craignit des révoltes. Or Hohenwart n'était point l'homme à imposer à son pays la constitution tchèque à la force des canons. D'autre part Holzgethan, le ministre des finances de nationalité allemande, déclara devant le conseil de la Couronne que ce serait la faillite certaine de l'État que d'accéder à la demande des Tchèques. Cette résistance des Allemands et la situation précaire des finances de l'Autriche avaient assuré d'avance le succès de la protestation du comte Andrassy. Consulté par la Couronne, celui-ci dut s'opposer à une tentative de réforme constitutionnelle qui, tout en respectant en apparence le compromis de 1867, en altérerait la forme et l'essence. D'ailleurs, la révolte des Croates à Ogulin en 1871 justifia toute la méfiance des Hongrois. La création d'une constitution tchèque eût été suivie inmanquablement d'une agitation politique parmi les Slaves de Hongrie. Par leur protestation, les Hongrois désiraient uniquement maintenir l'ordre et la tranquillité dans leur propre pays. Était-ce de l'impérialisme ? Par contre, après un couronnement à Prague, les Tchèques n'auraient pas manqué d'aspirer à une grande partie du pays hongrois, prétextant la prétendue unité nationale tchéco-slovaque ; et dès lors, ils auraient, certes, mérité l'appellation malsonnante d'impérialistes puisqu'ils auraient réclamé un pays qui ne leur avait jamais appartenu.

Cependant, l'Académie Tchèque ne s'arrête pas aux événements de 1871, et plus elle s'approche de nos jours, plus ses accusations se remplissent d'emphase et d'impétuosité. Elle présente toute une liste des crimes de la Hongrie. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine ouvre, d'après elle, la série de ces provocations par où les Magyars ne cessèrent depuis d'inquiéter la Serbie et qui, de plus en plus insolentes, devaient aboutir à la guerre mondiale par laquelle la Hongrie comptait jeter

les fondements d'une suprématie germano-hongroise en Europe et en particulier dans les contrées slaves du continent. Elle voulait soumettre non seulement Belgrade, mais encore, quoique indirectement, Prague et Bucarest. Mû par un sentiment de revanche pour Világos, elle espérait en même temps frapper le géant russe en le refoulant vers l'Est. Les Magyars appelaient la guerre mondiale leur propre guerre nationale et ils y avaient en effet plus de droit que leurs alliés de race allemande. Il n'y a pas, dans toute l'Europe orientale, un autre petit peuple qui ait imaginé un plan si colossal pour contenter sa mégalo-manie. Et maintenant, les Magyars feraient volontiers accroire aux puissances de l'Entente qu'ils sont innocents dans la genèse de la guerre mondiale et que dès lors, il serait injuste de mutiler leur pays.

En vérité, l'Académie Tchèque a présenté un brillant tableau des projets de la politique hongroise. Subjuguer l'Europe orientale, chasser la Russie de ses frontières de l'ouest : ce sont là des perspectives qui nous ramènent au temps de Louis d'Anjou, dit le Grand. Mais pourquoi l'imagination tchèque s'est-elle arrêtée à l'époque de Louis le Grand ? Dans le même élan elle aurait pu atteindre l'empire asiatique des Huns, ancêtres des Magyars si l'on en croit la légende. Ce peuple barbare, appelé *hiongnou* à cette époque, errait sur les frontières septentrionales de l'Empire chinois et finit par conquérir ces régions. Il est fort probable que les Magyars, tourmentés de ces souvenirs légendaires, aspirent à une suprématie dans le Nord-Est de l'Asie et dès lors, ce serait un jeu pour l'Académie Tchèque de démontrer que l'empereur du Japon a été attiré dans la guerre mondiale par la folie magyare.

Retournons cependant à la réalité qui est plus modeste que ces rêves fabuleux. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine fut la suite non pas des vues ambitieuses des Magyars, mais de la situation politique de l'Europe créée par la guerre turco-russe de 1877. La Russie et l'Autriche-Hongrie avaient conclu un traité pour assurer l'équilibre de leurs intérêts opposés. La Russie avait besoin de cette convention pour être sûre que l'Autriche-Hongrie n'entraverait point sa campagne de Turquie. Elle déclara dès lors qu'elle ne protesterait pas si l'Autriche-Hongrie occupait la Bosnie et une partie de l'Herzégovine en manière de compensation pour l'agrandissement du territoire

russe en Bessarabie et ailleurs. Plus tard la Russie ne se rappela pas volontiers la déclaration qu'elle avait faite, car elle eût préféré le partage de ces deux provinces entre la Serbie et le Monténégro. Cependant le comte Andrassy s'opposa à ce partage, parce qu'il croyait ne pas devoir admettre que les États yougo-slaves qui cherchaient à pousser leurs frontières jusqu'à la côte adriatique, missent en danger la sûreté de la monarchie austro-hongroise. En effet, il n'a jamais été question de fonder une suprématie magyare en Orient : c'est la monarchie des Habsbourg qui défendait sa puissance par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. D'ailleurs, cette politique s'accordait avec l'intérêt de l'équilibre européen. On sait que lord Salisbury proposa lui-même au congrès de Berlin (1878) l'occupation des deux provinces par l'Autriche-Hongrie, démontrant que l'intérêt général défendait de partager la Bosnie-Herzégovine entre la Serbie et le Monténégro. N'est-il pas étonnant que les Hongrois, ce petit peuple oriental, aient su employer jusqu'au gouvernement de la Grande-Bretagne à la réalisation de leurs rêves mégalomanes ? Or, en ce temps-là, l'opinion publique en Hongrie était fort excitée contre les leaders de la politique « occupationniste », car elle reprochait à la Cour de sacrifier le sang et l'argent hongrois à des ambitions politiques inutiles et immodérées. Par contre, les Croates accueillirent avec enthousiasme les soldats hongrois à leur retour de Bosnie ; évidemment ils appréciaient davantage les desseins ambitieux des Hongrois que les Hongrois eux-mêmes. D'ailleurs, plus tard aussi, les hommes politiques hongrois se contentaient toujours de l'occupation de la Bosnie, car, malgré leurs allures de conquérants, ils ne songeaient qu'à une politique de défense. Par contre, les partisans de la « Grande-Autriche » (Grossösterreich), fédéralistes et slavophiles, voulaient porter le drapeau des Habsbourg jusqu'à Salonique. Grâce à la résistance des ministres hongrois qui n'avaient pas perdu tout leur bon-sens, ces rêves belliqueux étaient relégués dans les journaux jusqu'à la guerre mondiale ; mais cela suffisait pour compromettre la réputation de la politique extérieure de la monarchie austro-hongroise. Certes, l'occupation et l'annexion de la Bosnie avaient de quoi affliger les Serbes ; le comte Andrassy disait souvent de cette politique qu'il ne la faisait pas de bon cœur, mais qu'il y était obligé par la force des évé-

nements politiques. Ajoutons que les deux provinces libérées du joug ottoman se mirent à prospérer sous le règne austro-hongrois et qu'une grande partie de leurs habitants était fort contente du nouveau régime : les soldats qu'ils donnaient à l'armée austro-hongroise se battaient pour la monarchie avec un dévouement héroïque et un courage indomptable. Il est vrai, d'autre part, que des questions économiques firent naître de regrettables divergences de vue entre la monarchie et la Serbie, mais il serait fort difficile de démontrer cette série de provocations systématiques que l'Académie Tchèque a imputée à la Hongrie, à moins qu'on ne considère comme provocations certains faits qu'il ne convient pas d'oublier. En effet, on se rappellera que c'est la monarchie qui sauva la Serbie en 1886, lorsque les Bulgares approchaient de sa capitale ; d'autre part, après les guerres balkaniques, l'Autriche-Hongrie ne s'opposa point à l'agrandissement territorial de la Serbie. Enfin, la journée de Serajevo (28 juin 1914) fut-elle aussi un acte de provocation des Magyars ?

La revanche pour Világos n'eût pas été impopulaire en Hongrie ; toutefois la politique hongroise ne se laissait pas diriger par l'idée de la revanche, sinon elle n'eût pas manqué la belle occasion que lui avait offerte la guerre turco-russe en 1877. En ce qui concerne les frontières de la Russie, on a quelque raison de dire que le peuple hongrois les aurait vues volontiers reculées vers l'Est, car il désirait ardemment et depuis longtemps que la Pologne fût délivrée de son joug. Certes, l'affranchissement des Polonais, ce résultat de la guerre mondiale, fut accueilli avec plus de joie en Hongrie qu'en Bohême.

Cependant, les sentiments des Magyars envers la Russie ne menaçaient point la paix mondiale. Par contre, le désir de l'empire russe d'étendre son territoire au Sud et à l'Ouest constituait un danger continuel pour la monarchie qui, dès lors, se vit obligée de conclure une alliance défensive avec l'Allemagne de Bismarck. Par là, le comte Andrassy n'avait d'autres visées que d'assurer la tranquillité du pays. Il était bien loin de l'idée de soutenir une politique impérialiste des Allemands puisqu'une telle politique aurait englouti la Hongrie elle-même. La guerre mondiale a été l'effet de causes très compliquées et les coups de revolver de Serajevo qui mirent le feu à la poudrière n'étaient pas dirigés par la politique hon-

groise. Nous savons fort bien que nos socialistes, dans leur animosité contre le comte Tisza, ce premier ministre hongrois qui eut une fin si tragique, l'accusèrent d'être l'instigateur et l'auteur de l'ultimatum adressé à la Serbie. La nouvelle de cette accusation se répandit aussi à l'étranger et c'est probablement sous l'influence de ces racontars haineux que l'Académie Tchèque reporte encore aujourd'hui sur le peuple hongrois la responsabilité de la terrible catastrophe mondiale. Cependant, on connaît à présent l'histoire de l'ultimatum de 1914 ; on en trouve la relation fidèle dans le livre rouge autrichien et nous savons maintenant ce qui s'est passé au conseil des ministres du 7 juillet 1914. Dans cette séance à laquelle assistaient les ministres des affaires communes et les deux présidents du conseil, le comte Tisza s'opposa à la proposition d'attaquer la Serbie à l'improviste ; il déclara que la monarchie devait se contenter en Serbie du succès diplomatique et que l'Allemagne n'était pas à même de juger si nous devions attaquer, oui ou non, ce pays. Il trouvait aussi que la guerre n'était point nécessaire et il représentait les terribles dangers d'une guerre européenne. Cependant, le comte Tisza resta isolé avec ses intentions pacifiques. Le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères qui, quoique sujet hongrois, ne parle pas bien le magyar et s'est toujours tenu loin de la vie hongroise, pressait le conseil auquel il présidait, de se prononcer pour la guerre ; en cela d'ailleurs, il fut secondé par l'Allemand Stürgkh. Le Slave Bilinski se référant à l'avis du Slave Potiorek déclara également que l'Autriche-Hongrie ne pouvait se contenter du succès diplomatique. Selon le Slave Krobotin la politique modérée eût révélé notre faiblesse à nos ennemis. Plusieurs jours après, on fit accroire à Tisza, — à tort ou à raison, ce n'est pas notre affaire, — que l'Allemagne exigeait la guerre et dès lors, la résistance de l'homme d'État hongrois était brisée, car il ne voulait pas que la Hongrie restât, dans une guerre mondiale, sans un appui auquel il pût se fier. Même alors il ne donna sa voix pour la guerre qu'au prix d'une déclaration où la monarchie fit savoir au monde entier qu'elle ne nourrissait point de desseins de conquête et qu'à part une légère rectification des frontières, elle n'occuperait rien du territoire serbe.

On voit dès lors, que l'accusation portée contre la politique

hongroise d'avoir travaillé assidûment, de 1867 jusqu'à 1914, à mettre en feu le monde entier pour réaliser de fantastiques visées impérialistes, est erronée du tout au tout. Le peuple hongrois n'a jamais songé qu'à défendre l'héritage millénaire de ses ancêtres et c'est ce qui le décida en effet à se jeter, malgré lui, dans la mêlée. On comprend que ce peuple, une fois réduit à la guerre qu'il considérait comme sa dernière ressource, ait tenu ferme pour sa cause durant toute la guerre ; il savait que c'était la lutte la plus critique de son histoire. Néanmoins, il savait aussi que même en cas de victoire il n'agrandirait pas son territoire aux dépens de ses ennemis ; par contre, ses voisins, et surtout les Tchèques qui n'étaient même pas en état de guerre avec la Hongrie, travaillaient dès l'origine à la destruction de la Hongrie.

Après cet examen superficiel de l'histoire moderne de la Hongrie, le réquisitoire de l'Académie Tchèque essaie de ternir la gloire du passé du peuple hongrois.

Nous avons dit dans notre mémoire que les races non-magyares se sont établies en Hongrie seulement après la conquête du pays par les Hongrois. A propos d'un de nos arguments apporté en faveur de cette thèse, l'Académie Tchèque prétend que nous ne savons rien de la Grande-Moravie du IX^e siècle. Or, n'en déplaise à Prague, nous savons bien quelque chose de cette Grande-Moravie. Nous savons qu'elle comprenait la Moravie d'aujourd'hui et même une très petite partie de la Hongrie du Nord. Cependant, actuellement, les frontières de la Grande-Moravie ne sauraient être tracées avec exactitude. Néanmoins il est certain qu'elles ne dépassaient point vers l'Est la rivière Garam ; d'autre part, il n'est pas probable que l'Est de cette Grande-Moravie ait été suffisamment peuplé à cette époque. Dès lors, les Slovaques n'occupaient qu'une partie relativement petite du territoire hongrois avant la conquête du pays par le peuple magyar et, même dans ces contrées, ils vivaient mêlés avec des Allemands. Les Tchèques n'habitaient pas du tout ce pays, ils ne s'y établirent que fort tard. Des érudits dont l'autorité est incontestable en cette matière considèrent les langues tchèque et slovaque comme les deux rameaux d'une langue jadis unique : au IX^e siècle elles s'étaient déjà séparées. Lorsque les conquérants magyars détruisirent la Grande-Moravie (vers 906), ils n'attachèrent

à leur nouvelle patrie qu'un très petit nombre de Slovaques. D'ailleurs, ce peuple est aussi peu proche parent des Tchèques que les Hollandais des Allemands.

L'acte d'accusation de l'Académie Tchèque conteste en termes ironiques la supériorité intellectuelle des Hongrois sur les peuples conquis et renvoie à la littérature paléo-slave de la première période du moyen âge et à ce fait que les mots hongrois qui se rapportent à la civilisation occidentale sont empruntés de la langue slave. Cependant on ne devrait pas oublier que la littérature de l'ancien slave d'Église (ancien bulgare), qui fut répandue en Grande-Moravie dès le IX^e siècle par les Grecs Saint-Cyrille et Saint-Méthode, était arrêtée dans son développement dès le XI^e siècle. A cette époque, le rit romain et la langue latine avaient supplanté la littérature paléo-slave dans le pays moravo-slovaque. En ce qui concerne les éléments slaves de la langue magyare, les linguistes hongrois ont démontré qu'il y a dans notre langue environ 600 mots d'emprunt venant de diverses langues slaves et que ces mots n'y ont pas passé en bloc, mais en plusieurs groupes au cours de plusieurs siècles. Nous les avons empruntés du russe, du bulgare, du serbe, du slovène, du croate et d'autres langues slaves, mais les emprunts du tchéco-slovaque manquent presque entièrement dans notre langue. D'autre part, il est à remarquer que l'apport de chacune de ces langues slaves n'a pas été plus important que celui de l'italien par exemple. On affecte aussi d'oublier que la langue hongroise ne manqua pas d'exercer à son tour une influence considérable sur les langues serbe, croate, slovène de Hongrie, ruthène et même sur la langue slovaque. Ces emprunts réciproques montrent que le peuple magyar apprenait facilement ; il se laissait instruire et il instruisait les autres.

Du reste, ce ne sont pas les influences linguistiques qui décident la question de la supériorité des Hongrois sur les peuples qu'ils trouvèrent dans la nouvelle patrie. La preuve décisive de cette supériorité c'est qu'aucun des peuples habitant ce pays avant l'immigration hongroise n'avait pu y fonder un État durable. Par contre, la nation hongroise, absorbant dans son unité les influences ethniques les plus variées, réussit à créer un État qui existe depuis plus de mille ans et occupe un territoire dont l'unité est déterminée et assurée par ses conditions

géographiques et économiques. En effet, l'histoire a démontré le rôle civilisateur de la nation hongroise ; car, pendant mille ans, cette nation prit part dans tous les grands mouvements d'idées à partir du christianisme du moyen âge jusqu'à la démocratie du XIX^e siècle, en passant par la Renaissance, la Réforme, l'Anti-Réforme et le mouvement philosophique du XVIII^e siècle ; dès lors, elle peut être considérée à bon droit comme la dernière sentinelle vers l'Est du progrès de la civilisation européenne.

Le réquisitoire de l'Académie Tchèque reconnaît, non sans aigreur, que le peuple hongrois fut le rempart de l'Europe contre le danger turc. Elle sait fort bien qu'Æneas Sylvius appelle « la patrie hongroise » le bouclier de la chrétienté et la « digue la plus solide » de celle-ci contre l'invasion turque. Elle connaît aussi sans doute la lettre de Ladislav de Jagellon, roi de Hongrie et de Bohême, adressée à Pierre Geréb (1502) où il nomme son royaume de Hongrie « le rempart et le bouclier du christianisme ». Néanmoins, l'Académie Tchèque veut détruire même ce titre de gloire de notre histoire en prétendant que les Magyars n'ont point rempli la tâche que l'histoire leur avait confiée, puisque, dès la première moitié du XVI^e siècle, la partie magyare de la Hongrie fut soumise au régime turc, et la population supporta ce joug sans résistance pendant plus de 150 ans, tandis que la partie slave se jeta au travers de la marche triomphale des armes ottomanes.

Nous n'avons pas à sourire de ces théories, puisqu'elles ont été émises par une Académie. C'est un fait, généralement connu que la Hongrie, après avoir combattu pendant plus de cent ans les armes musulmanes dont la puissance grandissait de jour en jour, était épuisée dès le début du XVI^e siècle et qu'abandonnée de tout le monde, elle ne put plus tenir tête à l'armée turque qui recrutait ses soldats dans trois continents. Néanmoins, il est faux de prétendre qu'elle ait supporté sans résistance le joug du monde turc, et pour démentir cette accusation nous n'avons qu'à renvoyer aux noms des Zrinyi, des Szondy, des Losonczy et à ceux de mille autres héros magyars de l'époque turque. D'ailleurs, le régime ottoman en Hongrie ne revêtit jamais la forme d'un gouvernement pacifique ; ce fut une occupation militaire. Jamais la lutte ne cessa sur les confins entre Turcs et Hongrois et sans la résistance des forts

de la frontière hongroise les Turcs envahissaient l'Autriche d'aujourd'hui. Ainsi nous sommes fondés à dire que la Hongrie fut même aux XVI^e et XVII^e siècles, le rempart un peu délabré, il est vrai, mais toujours assez solide du monde chrétien de l'Occident. Il est également faux de dire que les Turcs n'ont occupé que le territoire habité par les Magyars, puisqu'on sait qu'ils ne purent jamais s'établir dans l'Ouest de la Hongrie, peuplé principalement de Hongrois. D'autre part, on comprend que les sultans n'aient pas voulu sacrifier leurs soldats pour la conquête de la Hongrie du Nord qui a un sol plutôt ingrat ; ils avaient besoin de la plaine fertile et dès lors, dans leur marche vers l'Ouest, ils cherchaient à avancer non par les Karpathes, mais en remontant la ligne du Danube. Parmi leurs janissaires nous trouvons un assez joli nombre de renégats slaves ; et il est à remarquer que c'est d'abord la zone yougo-slave du royaume de Hongrie que l'armée turque avait percée avant d'envahir la Hongrie proprement dite. Dès lors, on ne doit pas ôter aux Hongrois et attribuer aux Slaves la gloire d'avoir arrêté la marche en avant de l'Islam.

L'Académie Tchèque croit devoir mentionner que la nation hongroise a considéré très souvent la Turquie non comme son ennemie, mais plutôt comme son amie et alliée tout comme pendant la guerre mondiale. En effet, aux XVI^e et XVII^e siècles, il y avait un parti en Hongrie qui croyait pouvoir obtenir son indépendance au prix d'une alliance avec la Turquie. Mais à cette époque, on trouve aussi d'autres peuples qui cherchent à se lier avec les Turcs. Nous nous contenterons de citer un exemple. Au temps de la bataille de la Montagne Blanche, un envoyé du sultan (tchaouss) vint à la cour de Prague de Frédéric, le « roi d'hiver » ; là-dessus, un ambassadeur du roi partit pour Constantinople, accompagné de plusieurs ministres de Bethlen Gábor, prince de Transylvanie et promit au sultan que les pays gouvernés par Frédéric seraient désormais « les ennemis de ses ennemis et les amis de ses amis ». La malheureuse bataille de la Montagne Blanche mit fin à l'alliance tchéco-turque. Certes, si cette catastrophe n'était pas arrivée, de nombreux tchaouss auraient fait le voyage de Prague et l'Académie Tchèque n'oserait pas dire que les Slaves eussent été les ennemis les plus intrépides de l'Islam. Elle croit, sans doute, que la proposition d'alliance du « roi d'hiver » est ignorée partout,

puisqu'elle ose affirmer que les véritables défenseurs de l'Europe et de plus, les libérateurs de la Hongrie elle-même, furent, sans compter les Serbes et les Croates insurgés, les provinces tchèques, allemandes et slaves des Habsbourg; et que c'est surtout l'argent et les soldats de ces pays qui défendaient pendant des siècles le pays magyar. La reconnaissance et la récompense de l'Europe reviennent donc plutôt à ces pays et non aux Hongrois qui « ont le front » de s'attribuer les mérites de leurs sauveurs. Surtout le nord de la Hongrie, actuellement occupé par des troupes tchéco-slovaques, était vaillamment défendu contre les Turcs par les rois de Bohême du XVI^e et du XVII^e siècles, qui ne regardaient pas à la dépense d'argent et de sang, pourvu qu'ils garantissent de l'invasion barbare le peuple congénère des Slovaques. Car ce sont les rois de Bohême qui gouvernaient la partie slovaque de la Hongrie, tandis que les contrées magyares étaient administrées par les officiers du sultan.

En effet, ces contes bleus sont un exemple classique de la véracité de certains historiens. D'abord, il est difficile de deviner ce que l'Académie Tchèque peut bien entendre par la révolte des Serbes, puisque la majorité de ceux-ci ne vinrent s'établir dans le sud de la Hongrie que pendant les dernières années du régime turc. Dans la guerre d'affranchissement, ils se battaient contre les Turcs la main dans la main avec les Hongrois et les Allemands non comme des rebelles, mais comme les fidèles sujets du roi de Hongrie.

De même, la révolte des Croates est un non-sens historique. Les chefs de l'insurrection hongroise n'avaient pas étendu leur pouvoir sur la Croatie et dès lors, les Croates ne purent se révolter contre eux. Par contre, il est acquis qu'ils luttèrent contre les Turcs et leurs alliés, les princes de Transylvanie, dans une entente fraternelle avec les Magyars du parti des Habsbourg. Si l'Académie Tchèque désire connaître les preuves des sentiments fraternels des Croates pour les Hongrois, à cette époque, elle n'a qu'à lire l'épopée du comte Zrinyi ou la *Memoria Banorum* de Rattkay. Il nous semble pourtant que l'Académie Tchèque confond le régime turc avec l'époque du prince Rakoczi, lorsque les Serbes et les Croates fournissaient des troupes aux impériaux, contrairement aux Slovaques, aux Roumains et aux Ruthènes qui se battaient pour la cause

de la liberté hongroise. Mais peut-être faut-il croire que l'Académie Tchèque a songé en premier lieu à l'époque de Jelatchitch et de Rajatchitch (1848) en parlant d'une insurrection serbo-croate sous le régime turc. Un pareil saut périlleux dans l'histoire nous explique comment on peut affirmer que le nord de la Hongrie fut défendu par les rois de Bohême pendant le régime turc en Hongrie. En effet, les Habsbourg gouvernaient ce pays comme rois de Hongrie et d'après les lois hongroises qui n'admettaient pas que la Hongrie fût administrée en communauté avec les provinces de l'Autriche. Toutes les fois que les Habsbourg violaient les lois hongroises, c'étaient précisément la noblesse et la bourgeoisie de la Hongrie Septentrionale qui protestaient avec la plus grande énergie contre la violation de ces lois. Cependant les Habsbourg, même comme rois de Hongrie, ne parvinrent pas à garantir de l'invasion turque tout le territoire que les troupes tchèques occupent actuellement. On sait que la ville d'Érsekújvár fut pendant plus de vingt ans occupée par les Turcs et que la frontière de la zone d'occupation turque passait par Párkány et Nógrád et atteignait Rozsnyó. Il se peut que l'Académie Tchèque veuille nous rendre cette partie de la Hongrie du Nord où régnait le croissant turc. En effet, loin d'être satisfaits par la remise de ces contrées, nous sommes tentés de croire que l'Académie Tchèque a revêtu le masque de l'ignorance pour dissimuler un mouvement de générosité.

Nous savons fort bien — et nous y pensons avec reconnaissance, — que l'empire d'Allemagne et les provinces d'Autriche des Habsbourg aidaient puissamment la Hongrie dans sa lutte contre la Turquie par leurs sacrifices d'argent et de sang. Cette aide fut sensible surtout au temps des grandes campagnes. En effet, la période de ces campagnes occupe un tiers de toute la domination turque en Hongrie. Cependant, dans ces luttes, les Hongrois prodiguaient aussi leur sang et leur argent. D'ailleurs, c'est un anachronisme de prétendre que les provinces d'Autriche étaient mues par une sympathie de race en venant au secours de telle partie du pays hongrois. En payant ces subsides et en recrutant des soldats, elles songeaient plutôt à défendre leur propre territoire en pays hongrois. En effet, pendant la plus grande partie du régime turc, la tâche de la défense du pays incombait aux soldats hongrois des châ-

teaux-forts situés sur les confins militaires. Même les capitaines allemands reconnaissaient volontiers que le hussard magyar était plus apte à ce service de frontière que le soldat des provinces d'Autriche. La vie de ces confins était magyare à ce point que les soldats allemands, slaves et italiens y oublièrent leur langue et quittèrent leurs mœurs pour se laisser complètement magyariser. On connaît le cas du Florentin Guadagni qui fut le capitaine d'un de ces châteaux de frontière. Sa famille devint tellement magyare que nous estimons beaucoup, encore aujourd'hui, l'œuvre poétique de son petit-fils pour la sobriété, et l'énergie de sa langue et pour le caractère purement magyar de son esprit. Comment Siegfried Kollonitsch, Philippe Morgenthaler, Christoph Georges Rosenberg, le comte Salm, Nestorovitch, Démétrius Monasterli, Fernand de Samaria, Specie de Casa, Guadagni seraient-ils devenus de si bons Magyars si les confins avaient été défendus surtout par des soldats tchèques et allemands que les rois de Bohême y envoyaient par sympathie de race ?

Dans la guerre qui affranchit le pays hongrois du joug turc (1683—1699), le peuple magyar remporta beaucoup de gloire encore que, dans les trois premières années de cette campagne, les Magyars de Thekely se fussent battus aux côtés des Turcs. Qu'il nous soit permis de citer quelques détails à ce propos. La délivrance des contrées de la Theiss et du pays situé au-delà de cette rivière est due presque uniquement aux Magyars commandés par les généraux impériaux Mercy et Heissler. Le capitaine Schenkendorf dit, dans son rapport d'une bataille en Albanie (1689), qu'il ne saurait louer assez les heiduques hongrois pour leur vaillance et leur fidélité. Dans ce combat on trouve sur 529 soldats morts ou blessés 502 heiduques magyars et serbes. On peut supposer dès lors que les soldats tombés étaient au moins pour la moitié des Hongrois. La campagne de 1686 illustra les noms des Magyars Jean Fiath et David Petnehazy : ce dernier, quoique calviniste, reçut une chaîne d'or du légat du pape en reconnaissance de sa bravoure. Quant aux sacrifices pécuniaires, l'historien Arpad Karolyi a montré qu'à ce point de vue, les peuples de Hongrie, mais surtout et avant tout la population magyare, contribuèrent dans la plus forte mesure à délivrer la Hongrie du joug ottoman.

Dès lors, on peut affirmer à bon droit que, même au milieu de ces épreuves, les Magyars sont restés fidèles aux traditions glorieuses de l'époque des Huniade. Et désormais l'Académie Tchèque, mieux renseignée par ce qui précède, ne contestera pas que les Hongrois ont droit à la reconnaissance de l'Europe. Ce n'est pas de l'effronterie de notre part que d'affirmer cela et par là nous ne voulons point diminuer la piété que l'on doit au souvenir des héros français, allemands, anglais, italiens, espagnols et slaves tombés dans la défense du pays hongrois. Par contre, on qualifie partout de témérité un procédé qui permet qu'on utilise, au lieu des faits, l'ignorance de ces faits pour inculper toute une nation devant le monde civilisé.

Enfin, l'Académie Tchèque se trompe quand elle prétend que les villes hongroises ne se sont magyarisées qu'au XIX^e siècle. Kolozsvár était magyare dès le XVI^e, Kassa dès le XVII^e siècle et il convient d'ajouter qu'il y a un certain nombre de villes de fondation purement magyare. Quant au hussitisme, ce mouvement exerça, il est vrai, une certaine influence sur notre littérature, mais à ce point de vue, l'importance de la Réforme est infiniment plus grande. D'autre part, il est faux de croire que le séjour de Comenius en Hongrie ait inauguré une ère nouvelle dans l'histoire de la civilisation en Hongrie. Comenius passa quatre ans à Sárospatak et son influence ne manqua pas de produire des effets salutaires dans l'enseignement des écoles protestantes ; toutefois il ne put réaliser ses idées dans la mesure où il l'aurait souhaité. Néanmoins la littérature hongroise estime hautement le souvenir de Comenius ; car il a laissé en Hongrie un souvenir plus agréable que les fonctionnaires tchèques qui, après 1849, dans le service du dernier absolutisme autrichien, firent de leur mieux pour germaniser le pays hongrois.

Nous avons réfuté un à un les arguments historiques de l'Académie Tchèque, mais nous ne pouvons répondre qu'en général à ce qu'elle avance dans la question des nationalités. Les États qui ont des sujets de langues différentes eurent à surmonter, notamment dès le XIX^e siècle, de grandes difficultés dans l'administration de ces divers groupes ethniques. La question irlandaise n'est pas encore résolue à la satisfaction des Irlandais encore que l'équité et le libéralisme de la nation anglaise soient connus de tout le monde, même de l'Académie

Tchèque, osons le croire. Comment la nation hongroise aurait-elle réussi à contenter les peuples non-magyars de son pays ? Elle ne put consacrer à cette besogne que des efforts plus modestes, d'autre part, ces peuples parlaient un grand nombre de langues différentes ; quelques-uns appartenaient même à la race des peuples voisins de la Hongrie. Nous ne dirons pas ici dans quelle mesure les accusations qu'on a portées contre nous dans la question des nationalités trouvent leur explication dans l'extrême sensibilité des sentiments nationaux, dans les agissements fomentés du dehors ou peut-être dans certaines erreurs commises par la politique hongroise. Nous ferons remarquer seulement que les frontières linguistiques sont aujourd'hui encore au même endroit qu'il y a cent ans. Dès lors la prétendue magyarisation de force n'a pu avoir des résultats considérables. Nous avons toutes les raisons de craindre que les Tchèques et les Roumains ne s'entendent mieux que les Hongrois à opprimer les minorités nationales. Les Tchèques gouvernent depuis environ deux ans ce territoire qui a appartenu pendant plus de mille ans à la domination hongroise. Or, déjà on entend des plaintes et des cris exaspérés venant précisément du côté Slovaque, tels que nous n'en avons pas entendu durant la prétendue oppression millénaire des Hongrois. Nous avons lu il n'y a pas longtemps dans un journal slovaque paraissant en Amérique que les Slovaques organiseraient en Slovaquie des nuits de Saint-Barthélemy contre les Tchèques. Nous osons douter de ces projets sanguinaires et nous sommes loin d'en souhaiter l'exécution, mais le ton de ces journaux et en général, les rares nouvelles qui nous arrivent de la Slovaquie soigneusement fermée devant nous font paraître sous une lumière bizarre l'unité tchéco-slovaque et ce bonheur paradisiaque qu'on prétend s'être produit dans ce pays après la délivrance de ses habitants « du joug séculaire ». L'Académie Tchèque invoque les principes de Wilson en faveur des Tchèques qui, en effet, veulent régner au nom du droit des nations dans un pays où les Magyars font 30 p. c. et les Slovaques seulement 47,6 p. c. de la population. Ceux-ci d'ailleurs attendent avec impatience le moment où ils pourront secouer le joug tchèque. Hurban, le chef des Slovaques insurgés en 1848 prononça devant le congrès des Slaves à Prague au nom du peuple slovaque les paroles que voici : « Nous ne désirons

pas nous rattacher à la couronne tchèque. Il nous coûterait trop de nous arracher à nos conditions actuelles, il nous coûterait de rompre nos liens qui sont peut-être trop serrés, mais que nous portons depuis mille ans ». Aujourd'hui, la majorité des Slovaques de Hongrie trouvent que leurs liens sont plus serrés que jamais et ils rêvent de se rallier à leur ancienne patrie millénaire comme au temps de Hurban.

Si, à en croire les Seton Watson, les Bjoernsterne Bjoernson, les Denis et les Muller-Gutenbrunn, les Magyars ont opprimé les minorités nationales, le moment est arrivé de vider cette querelle selon les lois de l'équité. Que l'Académie Tchèque use de son influence dans les pays de l'Entente pour organiser par une commission impartiale et avant la ratification de la paix hongroise, un plébiscite dans les territoires qu'on veut arracher à la Hongrie. Le résultat de ce referendum décidera du sort de ces régions. Si l'Académie Tchèque refuse d'accepter cette manière de connaître les vrais sentiments de la population, nous ne pouvons croire qu'elle prenne au sérieux le principe du droit des nations.

En effet, tout son acte d'accusation montre qu'elle s'appuie sur le droit des vainqueurs et non sur le sentiment de la justice. L'Académie Tchèque devrait songer à ce que l'État tchèque fut détruit il y a trois cents ans en vertu du même droit des vainqueurs par une puissance qui, à présent terrassée, vient implorer la grâce de son esclave d'hier. La roue de l'histoire tourne lentement, mais elle broie infailliblement celui qui défie la fortune. Nous attendons tranquillement le jugement de l'histoire qui ne tardera pas à démentir la prophétie de l'Académie Tchèque, prophétie provenant uniquement d'une connaissance superficielle de l'histoire de Hongrie.

Connaissant notre passé et espérant dans notre avenir, nous protestons contre le projet criminel de démembrer un État millénaire sans consulter ses habitants, sous le vain prétexte qu'il ait suscité la guerre mondiale. Nous mettons toute notre confiance dans la force de la vérité et nous osons croire que notre protestation ne manquera pas de porter ses fruits bienfaisants.

LA QUESTION DE LA HONGRIE OCCIDENTALE

Les puissances occidentales s'efforcent d'assurer la paix et la prospérité des nations vivant autour du Danube au moyen d'une collaboration économique entre les États surgis de la monarchie austro-hongroise, pour élever ainsi une barrière contre les empiètements bolchévistes venant de Russie. Cependant, certains de ces États suivent une politique qui va à l'encontre des intérêts de l'Entente et de la paix, car non seulement ils gardent une neutralité bienveillante à l'égard des velléités de Moscou, mais ils négocient encore entre eux des conventions dont la pointe dirigée contre la Hongrie est à peine déguisée. Et cela se passe à une époque où les Polonais sont engagés dans une lutte acharnée avec l'armée rouge, dans une lutte d'autant plus importante que la nation de Kosciuszko combat — au risque de perdre son indépendance — pour toute l'Europe ; à une époque où la Hongrie est seule prête à aller au secours de la Pologne menacée . . .

Nous n'entendons toutefois pas nous occuper du problème compliqué des relations qui sont en voie de se former entre les États successoriaux de l'Autriche-Hongrie ; ici nous ne voudrions attirer l'attention du public que sur un point de ce problème qui est de nature à permettre, à certains politiciens intrigants de Prague et de Vienne, de rendre illusoire tout rapprochement entre l'Autriche et la Hongrie. Il s'agit de la question de la Hongrie occidentale. Si l'Autriche devait s'emparer, en vertu du traité de Saint-Germain, des districts de la Hongrie occidentale, ou si la Hongrie devait s'opposer *manu militari* à une incorporation violente desdits territoires, il serait vraiment difficile à prévoir quand ces deux États

qui ont besoin l'un de l'autre, pourraient enfin arriver à une entente quelconque. Cependant, l'histoire même de la question de la Hongrie occidentale nous en offre une solution tout à fait satisfaisante.

Si l'on tient compte des pourparlers qui ont eu lieu à Paris avant la conclusion des paix, il résulte que c'est à la « protection » des délégués tchèques que l'Autriche « est redevable » des comitats de la Hongrie occidentale. En faisant attribuer ces territoires à l'Autriche, ceux-ci furent, sans doute, inspirés par le désir de mettre entre les mains des Autrichiens plus faibles « leur communication avec la Yougoslavie » qui mène à travers cette partie de la Hongrie occidentale ; ils espéraient que, de cette façon, ils parviendraient tout de même à obtenir ce « couloir » qui leur fut refusé à Paris.

C'est le 2 juin 1919, lorsqu'une partie du projet du traité de paix fut remise aux délégués autrichiens arrivés à St-Germain, que ceux-ci apprirent pour la première fois quel cadeau dangereusement trompeur on pensait leur faire (partie II, article 1^{er}). Dans sa première réplique à ces conditions de paix, la délégation autrichienne fit, le 10 juin 1919, la déclaration suivante par rapport à la Hongrie occidentale (N° 229) :

« On a, en outre, passé sous un silence décourageant le désir manifesté à maintes reprises par la population allemande des districts de la Hongrie occidentale et visant à être admise à un plébiscite sur son rattachement à l'Autriche allemande. »

Cette déclaration sommaire fut suivie, le 16 juin 1919, d'une note plus volumineuse (N° 311) sur les frontières de l'Autriche, où l'on dit sur la Hongrie occidentale :

« Ce sont la géographie, l'histoire et la vie économique mêmes qui ont indiqué la voie à suivre pour surmonter ces difficultés. Les contreforts des Alpes orientales s'étendent, en les dominant, jusqu'à ces territoires de la Hongrie occidentale qui, depuis des époques remontant au milieu du moyen âge, sont, en majeure partie, habités par les Allemands et ont, de tout temps, entretenu un trafic continu et direct avec Vienne, Graz et Wiener-Neustadt. Budapest, au contraire, situé à une grande distance et parlant, d'ailleurs, une autre langue, n'a pas besoin des produits de ces

territoires, car la plaine basse hongroise qui l'avoisine lui fournit plus abondamment et en qualité meilleure les moyens de se ravitailler. L'Autriche allemande a le droit de prétendre à ces territoires pour des raisons géographiques, nationales et économiques ; toutefois, elle n'aspire à aucune annexion arbitraire, ne remettant sa cause, ici comme en toute autre question territoriale, qu'à la libre disposition des nations. Et c'est pourquoi nous demandons qu'aux habitants de ces territoires soit accordé le droit de décider eux-mêmes, par un libre plébiscite, s'ils veulent ou non se rattacher à l'Autriche allemande.»

Et, par le mémoire sur les frontières de l'Autriche joint à cette note, nous apprenons ce qui suit :

«L'intégrité des territoires devra, tout au moins, s'étendre à l'ensemble cohérent des communes habitées par les membres d'une seule et même nationalité, ainsi qu'à quelques régions limitrophes et rattachées par des liens d'intérêt économique et de solidarité politique. La volonté du peuple tendant à cette unité sera d'ailleurs — en tant qu'elle pourrait être revoquée en doute — vérifiée par la voie d'un plébiscite. A l'effet de mettre à exécution ce principe fondamental de toute délimitation, la Délégation autrichienne allemande soumet ci-joint à l'examen de la Conférence le projet d'une convention additionnelle concernant le plébiscite, projet élaboré avec la plus scrupuleuse impartialité et approprié aux besoins de l'administration pratique (annexe A). C'est une des principales exigences de toute justice internationale, exigence reconnue par les grandes puissances et constituant en quelque sorte la moralité des tristes expériences de la guerre, qu'aucun territoire ne soit — sans le consentement de sa population — subordonné à un Etat étranger.

N'aspirant qu'aux territoires dans lesquels la volonté du peuple de rester uni au sein de la même patrie est clairement et nettement déterminée, l'Autriche allemande n'émet ses prétentions territoriales que sous la réserve explicite du résultat du plébiscite à organiser.

Sous cette réserve, la Délégation autrichienne allemande se permet d'énumérer les territoires dans lesquels

se trouve domicilié le peuple autrichien, prêt à se déclarer d'un élan spontané pour la réunion à sa patrie.»

Et plus loin :

« En Hongrie s'étendent, à l'est de la frontière de l'ancienne Autriche et à proximité de Vienne, de considérables territoires cohérents (3) qui sont habités, depuis des siècles, par une population sédentaire de race et de langue purement allemandes. Ces territoires sont d'une étendue de plus de 5.000 kilomètres carrés, avec environ 300.000 habitants allemands ; ils sont reliés à l'Autriche allemande par des liens étroits d'ordre national, politique et économique. Ce sont surtout les rapports économiques dont on ne saurait assez relever l'importance : les produits agricoles provenant des contrées en question sont, en effet, d'une nécessité absolue pour le ravitaillement de Vienne, des districts industriels de la Basse-Autriche ainsi que de la ville de Graz. Les arrondissements d'Oedenburg, d'Eisenburg et de Wieselburg ont, de tout temps, formé, en quelque sorte, le jardin potager de Vienne, lui assurant, en outre, les provisions nécessaires en lait, beurre, fromage, viande, etc. D'autre part, les districts mentionnés forment un important débouché pour l'industrie de l'Autriche qui fournit surtout aux cultivateurs leurs engins indispensables et appropriés aux besoins spéciaux du pays. Sans demander d'avance l'incorporation des territoires en question, il importe d'insister sur le fait qu'il serait conforme aux principes de justice internationale d'admettre les habitants desdites contrées à un plébiscite, par la voie duquel la volonté du peuple de se joindre à ses compatriotes au delà de la frontière hongroise serait clairement déterminée. »

Le 25 juin 1919, la délégation autrichienne faisait des contre-propositions (N° 467) sur les frontières de l'Autriche où il est dit textuellement :

« L'Autriche allemande proteste avec énergie contre toute insinuation tendant à faire croire qu'elle voudrait accaparer des territoires contrairement à la volonté de leurs habitants. Tout ce que nous demandons, c'est qu'on admette au plébiscite des populations menacées d'une domination

étrangère et qu'on n'impose pas le silence de la servitude à des hommes qui veulent demander leur liberté. Qu'on les écoute au moins ! Que les puissances responsables de l'avenir des nations ne s'exposent pas au reproche inextinguible d'avoir répudié la vérité afin, que son éclat ne puisse frayer le chemin à la justice.»

Le projet des clauses relatives aux frontières, qui accompagne cette note, commence par l'énumération de tous les territoires réclamés par l'Autriche et censés être habités par des Allemands :

« Article premier. — Les frontières de l'Autriche allemande seront fixées ainsi que suit :

§ 1. — Par la volonté des populations — volonté à établir conformément aux dispositions de la Convention additionnelle jointe au présent traité de paix en base d'un plébiscite qui aura lieu dans les régions désignées ci-dessous, à savoir ... »

Après avoir reçu, le 20 juillet 1919, le texte définitif des conditions de paix où certaines objections de l'Autriche paraissaient déjà être prises en considération, la délégation autrichienne, dans un des annexes joints à sa réponse (6 août 1919, N° 914), déclare ce qui suit :

« C'est avec une reconnaissance sincère que la Délégation soussignée doit reconnaître la décision prise par la Conférence au sujet des régions allemandes de la Hongrie occidentale. En étendant les frontières de la jeune République autrichienne allemande au delà de ces districts, la Conférence de la paix a efficacement contribué à rendre viable l'Autriche allemande, ainsi qu'à faire réaliser le principe du droit des peuples de disposer librement de leur sort. L'Autriche allemande tient, cependant, à mettre scrupuleusement à exécution ledit principe qui, d'ailleurs, a été adopté comme base de son organisation nationale. Afin d'écarter tout soupçon d'une mesure qui aurait disposé d'un territoire contrairement à la volonté de sa population, l'Autriche allemande se permet d'insister auprès du Conseil suprême à l'effet de faire recueillir, par la voie d'un plébiscite, sous la surveillance et direction d'une des prin-



cipales puissances alliées et associées, les déclarations explicites des habitants de la Hongrie occidentale au sujet de l'Etat auquel ils désirent voir rattaché leur sol natal. Ce n'est que cette volonté, formellement déclarée par le peuple lui-même, qui pourra servir, en droit et en fait, de base à l'incorporation de la Hongrie occidentale dans le territoire autrichien allemand.»

En revanche, le président de la Conférence de la paix, dans sa note qui accompagne la réponse donnée par les puissances alliées et associées au président de la délégation autrichienne, s'exprime ainsi par rapport à la question de la Hongrie occidentale :

« En ce qui concerne la Hongrie, les puissances alliées et associées ont incorporé à l'Autriche certaines régions de langue allemande jusqu'ici comprises dans les frontières hongroises ; elles sont d'avis que ces frontières, telles qu'elles sont maintenant fixées, sont celles qui garantiront le mieux l'existence de tous les peuples intéressés, y compris les Autrichiens, sans les exposer à l'anarchie ou à des rivalités meurtrières. »

Et dans cette même réponse nous lisons :

« Les puissances alliées et associées ont estimé qu'il était juste de rattacher à l'Autriche les districts de la Hongrie occidentale qui sont habités par une masse allemande et dont les produits agricoles forment un élément important du ravitaillement de Vienne et d'autres centres. »

Et plus loin :

« A l'intérieur de la frontière ainsi fixée, le caractère ethnique et le sentiment national des populations recommandent trop nettement leur rattachement à l'Autriche, pour que les puissances alliées et associées croient nécessaire de recourir à un plébiscite ou, en tout cas, de participer à l'organisation et à la surveillance de cette consultation, si l'Autriche devait y procéder. »

Il apparaît donc de ce qui précède que, pendant tout le cours des négociations de paix, l'Autriche *avait toujours décliné l'annexion de la moindre partie de la Hongrie occidentale,*

à moins que la population elle-même ne se fût prononcée par un plébiscite pour le rattachement à l'Autriche.

La demande datée du 14 août 1919 (N^o 1031) de la délégation autrichienne, où elle entend être autorisée à rétablir l'ordre en Hongrie occidentale, ne change rien à cet état de choses. Dans le « rapport soumis à l'Assemblée constituante sur l'activité de la délégation de paix austro-allemande à St-Germain-en-Laye » (tome VI, p. 5), il est dit que cette demande fut faite, parce que le bruit se répandit que la Hongrie occidentale allait de nouveau être menacée d'une invasion par des troupes hongroises, vu qu'après l'effondrement du gouvernement soviétiste et le retrait des soldats rouges, un fort mouvement s'y dessinait en faveur du rattachement à l'Autriche.

Cette assertion ne répond point du tout à la vérité.

Ce qui est vrai, c'est qu'à l'époque du régime soviétiste, il y avait en Hongrie occidentale une certaine tendance à échanger, non pas le bolchévisme hongrois officiel contre le bolchévisme autrichien déguisé, mais plutôt contre l'ordre relatif régnant en Styrie, et qu'à cette même époque, par sympathie pour les bolchéviks de Budapest, les dirigeants de Vienne refusèrent le cadeau de la Hongrie occidentale. Il est vrai encore qu'après la chute de la dictature prolétarienne, les Allemands de la Hongrie occidentale préférèrent aussitôt le régime conservateur hongrois au bolchévisme autrichien resté en vigueur, y compris l'« ordre relatif » régnant en Styrie, mais, *par antipathie à l'égard du régime conservateur, ce furent alors MM. Bauer et consorts qui commencèrent à réclamer les comitats de la Hongrie occidentale.*

Le dernier mot officiel de l'Autriche par rapport à la Hongrie occidentale fut tout de même prononcé en faveur de l'auto-disposition des Allemands de ces districts, c'est-à-dire en faveur de la solution de cette question par voie de plébiscite.

A la séance mémorable, dans laquelle l'Assemblée nationale d'Autriche avait à décider si elle acceptait ou rejetait les conditions de paix — c'était le 6 septembre 1919 — une résolution fut prise où il est dit :

« C'est avec satisfaction que l'Assemblée nationale prend connaissance du fait que les puissances alliées et asso-

ciées ont bien voulu tenir compte de la situation ethnique et économique dans la Hongrie allemande occidentale, en reconnaissant le droit de ces territoires de se réunir aux Allemands des pays des Alpes. Elle fait un accueil chaleureux et sincère aux compatriotes de la Hongrie occidentale allemande et elle charge le gouvernement de prendre incessamment toutes les mesures nécessaires à l'effet *d'assurer aux Allemands de la Hongrie occidentale l'exercice de leur droit de disposer d'eux-mêmes*, de créer une représentation ordonnée par des élections basées sur le système du suffrage universel ainsi que de la représentation proportionnelle, d'investir le peuple en question de tous les droits d'administration autonome et de lui rendre possible la participation aux pouvoirs publics concernant toutes les matières d'un intérêt commun.»

Eh bien ! Qu'on confère donc à la Hongrie occidentale le droit de disposer d'elle-même, droit qui fut le plus souvent et le plus instamment réclamé par l'Autriche elle-même, et à l'exercice duquel la Hongrie fut toujours prête à donner son assentiment. Qu'un plébiscite, organisé et surveillé par des puissances impartiales, donne la réponse à cette question : les Allemands de la Hongrie occidentale désirent-ils rester en Hongrie ou veulent-ils être rattachés à l'Autriche ?

Une telle solution de la question ne saurait être considérée comme une altération notable des traités, car le droit des peuples de disposer de leur sort fut déjà reconnu comme un principe devant présider à l'œuvre de paix même avant la réunion de la Conférence ; elle ne saurait, non plus, être invoquée comme portant préjudice à l'un des États intéressés, car tous les deux : l'Autriche et la Hongrie — c'est-à-dire l'État auquel le traité de paix est avantageux, aussi bien que celui auquel il est désavantageux sur ce point — *n'ont cessé, au cours des négociations de paix, de réclamer le plébiscite.*

P.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La question qui dominait ces derniers temps l'opinion publique mondiale était l'offensive foudroyante de l'armée russe contre la Pologne à peine constituée. Il paraissait que les bolchéviks remporteraient une victoire qui ne serait pas seulement décisive en ce sens qu'elle rendrait illusoire l'existence d'un État polonais indépendant, mais surtout par le fait qu'elle servirait à raffermir le règne de Lénine et Trotzky et à propager la Terreur rouge dans l'Europe centrale. Heureusement pour le monde civilisé, le danger d'une invasion de la Pologne et, éventuellement, des pays avoisinants put être écarté, grâce à la bravoure des soldats polonais et à l'aide des officiers français du général Weygand. Le grand succès de l'armée de Pilsudski gagne en importance par les victoires que le général Wrangel vient de remporter au sud de la Russie, dans les secteurs du Caucase et du Kouban.

Sous le coup de ces événements, le mouvement contré-révolutionnaire s'étend en Russie et l'on commence de nouveau à y envisager la fin prochaine de l'anarchie bolchévik. On a déjà tant de fois prédit l'effondrement de ce régime que nous n'osons risquer des prophéties, bien que nous soyons convaincus que cette absurdité qu'on appelle « dictature du prolétariat », ne pourra pas tenir à la longue. Quelque grand que soit notre respect pour la stupidité humaine, nous ne saurions admettre qu'on puisse persuader aux masses du peuple que toute l'humanité s'était trompé en croyant qu'il fallait marcher sur les pieds, tandis que le vérité était qu'on devrait marcher sur la tête, les pieds en haut. Platon rêvait d'un gouvernement par l'élite des philosophes ; les bolchéviks voudraient nous faire accroire que la canaillocratie était seule appelée à faire le bonheur des mortels d'ici-bas. Non, mille fois non ! Nous nous

refusons à avoir foi dans un système qui entend ignorer le plus puissant mobile de l'individu, le sain égoïsme, et dont la base repose sur l'erreur rousseauienne de l'égalité parmi les hommes. Si MM. Lénine et Trotsky parviennent à créer des *homunculi*, des hommes-machine, alors, peut-être, ils pourront procéder à l'organisation conforme à l'idéal communiste de la société, mais tant que l'homme sera ce qu'il est et aura une âme compliquée, il sera bien possible de faire naître un chaos analogue à celui qui règne en Russie et de le soutenir temporairement par une terreur digne des tyrans les plus en renom, mais on ne pourra jamais créer un état de choses aussi durable que paraît être le régime « bourgeois » ou « capitaliste », si abhorré des « socialistes révolutionnaires ».

A notre avis, le bolchévisme russe aurait déjà cessé d'exister si la politique de l'Entente vis-à-vis de la Russie avait été inspirée par une volonté ferme et unique. Les divergences de vues assez profondes qui séparaient les Alliés quant à l'attitude à prendre à l'égard du régime communiste, ont beaucoup contribué à prolonger l'anarchie rouge. Aux temps de Béla Kun, les tergiversations de l'Entente ont également eu pour suite de faire durer le fléau bolchéviste en Hongrie. Il y eut un moment, vers la fin juillet 1919 où, sur la motion du général américain, M. Bliss, le Conseil suprême allait envisager l'éventualité d'une reconnaissance des Soviets de Budapest en vue d'entamer des négociations de paix. Nous autres Magyars, n'avons pas sujet d'aimer M. Clemenceau, nous devons cependant lui savoir gré de son opposition énergique à tout compromis avec « les commissaires du peuple » hongrois. C'est sur son intransigeance indomptable que se sont brisées les tentatives d'affermir le règne de Béla Kun et consorts par des pourparlers devant aboutir à la paix entre l'Entente et la Hongrie ; en général, la politique française adoptée à l'égard de la Russie soviétiste est celle qui nous paraît la plus conséquente et en même temps la plus juste ; l'attitude indécise de M. Lloyd George, pour ne pas parler de l'inoubliable M. Wilson, n'a servi qu'à faire le jeu des apôtres rouges qui exercent leur terreur, au nom des travailleurs, sur ces derniers aussi bien que sur toutes les classes de la société. Car la « dictature du prolétariat » n'est qu'une forme de l'ochlocratie et paraît être la pire et la plus insensée des tyrannies.

Et il ne faut pas croire qu'il s'agit ici de notre opinion « bourgeoise », car les délégués du parti travailliste anglais et ceux des socialistes indépendants allemands sont là pour attester que la Russie actuelle est loin d'être la terre promise des prolétaires.

Les délégués travaillistes déclarent n'avoir vu personne mourir de faim en pleine rue ; ils n'ont pas remarqué que l'on empêche l'exercice de la religion, ils n'ont pas été frappés par un luxe extraordinaire chez les commissaires bolchévistes et ils n'ont pas constaté que l'on ait nationalisé les femmes et les enfants.

Le genre de vie est uniforme et, dit le rapport, « les criantes inégalités de fortune, qui sont le scandale des pays capitalistes, n'existent plus en Russie ». Cela, sans doute, parce que, les bolchévistes dirigeants exceptés, tout le monde est pauvre.

Ce qui a frappé les Anglais, c'est l'absence de toute liberté : « La liberté individuelle, de même que celle de parole et de la propagande est rigoureusement réprimée chez ceux dont on suppose que l'activité peut menacer le régime soviétique ». Ils ont pu voir que « les sanctions actuelles sont bien moins sévères » que celles que l'on appliquait au temps où menaçaient « l'invasion étrangère, la guerre civile ou les conspirations à l'intérieur ». Mais si le régime s'est adouci, « la terreur a laissé derrière elle des traces sous forme d'une crainte persistante, exprimée par tous. Que n'importe quelle expression d'opinion, contraire à celle du parti dominant soit considérée comme contre-révolutionnaire », en ce cas ce serait la prison ou quelque autre châtiment.

Le bolchévisme s'est appliqué à discipliner, à enrégimenter les masses ouvrières pour mieux les manier. Les syndicats perdent de plus en plus leur force au profit de « conseils de syndicats », qui sont sous la main des gouvernants et qui sont plus accessibles à leur influence.

Quant aux coopératives, elles sont, entre les mains de l'Etat, un instrument dirigé contre la population. « Le mouvement coopératif, au lieu d'être une institution d'entraide mutuelle dans certaines sections de la communauté, est devenu une partie bien marquée de la machine de l'Etat. »

Ils remarquent enfin que « la population rurale de la Russie n'a pas été gagnée au socialisme ni à rien de plus qu'à une acceptation passive du régime soviétique ».

Le rapport des délégués anglais s'efforce d'être juste et de reconnaître ce qu'il peut y avoir de bien dans l'Etat bolchéviste, mais il ne reflète aucune admiration et aucun enthousiasme pour ce régime.

La critique du député allemand Dittmann de la Russie soviétiste est plus accablante encore ; comme membre de la délégation socialiste envoyée à Moscou, lui aussi il avait eu l'occasion de faire des observations personnelles. Voici ce qu'il dit :

« Les bolchéviks qui s'appellent maintenant « communistes », se considèrent comme les avant-gardes du prolétariat, comme ses tuteurs qui doivent l'élever à l'âge mûr. Ils pensent réaliser le socialisme par en haut, à l'aide de la dictature, puisque sa mise en pratique a échoué par en bas, par la voie démocratique. Les forces dont ils se servent pour parvenir à leurs fins, sont composées de la nouvelle bureaucratie soviétiste et de l'armée rouge. En revanche, ces dernières sont dominées par le parti qui les crée et leur cherche à infuser son esprit. La lutte constante avec la contre-révolution et l'impérialisme ententiste a naturellement beaucoup favorisé l'évolution vers la dictature, la bureaucratisation et la militarisation ; elle fut même une des causes principales qui les firent naître et produisirent encore cette terreur organisée qu'exercent continuellement les « commissions extraordinaires ». D'après le rapport officiel du tribunal révolutionnaire, du 15 juin au 15 juillet, c'est-à-dire *dans l'intervalle d'un mois, 893 individus ont été fusillés* par ordre du tribunal révolutionnaire, sans compter les exécutions « administratives ». On a de nouveau introduit le service militaire obligatoire ; les déserteurs sont fusillés. La vie économique est également militarisée ; il est défendu aux ouvriers ou aux employés de faire la grève sous peine d'être traités comme « déserteurs du front du travail » et d'être condamnés à travailler dans des camps de concentration. Le travail est obligatoire pour les femmes de 18 à 40, pour les hommes de 18 à 50 ans. Dans les mines, *le règne des conseils d'ouvriers est depuis longtemps éliminé*. Les usines sont soumises à une administration imposée d'en haut. Les conseils n'ont à s'occuper que des questions de secours social, de discipline ouvrière et d'agitation du parti ; ils n'ont aucune voix dans la direction des affaires ; ils ne sont que des organes auxiliaires du parti communiste et de la bureaucratie de l'État.

On peut dire la même chose des syndicats. Tous les travailleurs d'une usine sont forcément membres de syndicats. Les cotisations sont déduites des salaires.

Le fait d'appartenir au parti communiste étant considéré comme un titre à un emploi quelconque dans la bureaucratie soviétiste, le parti est continuellement débordé d'éléments douteux dont on cherche à se débarrasser périodiquement par des procédés tout à fait arbitraires. Une partie des anciens employés et intellectuels, commerçants, etc., poussée par la faim, cherche à trouver une place dans les bureaux nombreux des institutions soviétistes et y pratique souvent le sabotage. La plus grande partie des membres du « parti communiste » est employée dans un bureau soviétiste quelconque. D'après la dernière statistique officielle du comité central du parti, *parmi les 604.000 membres qu'il compte dans toute la Russie, il n'y avait que 70.000, c'est-à-dire 11 pour cent qui étaient engagés comme des ouvriers. Des 89 % des membres, 36.000 (6 %) sont placés comme employés du parti, 12.000 (2 %) comme employés des syndicats, 162.000 (27 %) comme employés militaires et soldats, 318.000 (53 %) comme employés de l'État ou des muni-cipes, et 6000 (1 %) comme auxiliaires. Tout le parti se mue peu à peu en une armée de bureaucrates qui deviennent ainsi directement intéressés au maintien de la dictature. On parle déjà de la nouvelle « bourgeoisie soviétiste ». A Moscou, on compte à peine 100.000 ouvriers, mais le nombre des employés et employées de toute catégorie monte à 230.000. C'est tout comme dans nos sociétés instituées par suite de la guerre : là où auparavant 10—12 employés ne faisaient rien, il y a maintenant 60—80 qui s'empêchent mutuellement de faire quoi que ce soit. La procédure bureaucratique est tellement lourde et lente que même les habitants les plus patients de Moscou (qui ne semblent pas connaître le dicton selon lequel « le temps est de l'argent ») en sont au désespoir. Ce serait en vain que l'on chercherait à éliminer l'incapacité, le sabotage et la corruption de cet appareil gigantesque ».*

Bref, le député socialiste allemand arrive à cette conclusion que le bolchévisme a fait faillite en Russie et qu'il ne saurait être question de l'implanter en Allemagne. M. Dittmann ainsi que ses collègues indépendants adressent, en même temps, un appel pressant aux camarades allemands de ne point se laisser

tromper par le feu follet du communisme et d'aller chercher du travail en Russie : la désillusion la plus amère les attend et ils failliront mourir de faim comme ces ouvriers allemands qui, victimes des promesses bolchévistes, sont partis pour Moscou et, après avoir vu de leurs propres yeux ce qui se passait dans ce paradis prolétarien, ne manifestèrent qu'un désir : celui de retourner le plus tôt possible en Allemagne ...

La création de la « petite Entente » est un autre événement d'une certaine importance qui occupait et occupe encore les milieux politiques de l'Europe. La gloire de la formation de cette nouvelle coalition revient à M. Benes, ministre des Affaires étrangères tchèques ou, comme il a coutume de dire : « tchéco-slovaques ». M. Benes est un homme très bien doué ; avant la guerre déjà, il siégeait à Paris et s'appliquait à saper les bases de la monarchie austro-hongroise avec une ardeur digne d'une meilleure cause. Il est un des principaux artisans de l'État dont il dirige actuellement la politique extérieure et c'est surtout grâce à son agitation que la Haute Hongrie nous a été arrachée.

Car il faut se rappeler qu'au temps où la Russie tsariste était encore debout, l'Entente n'envisageait pas la création de ce conglomerat de 15.000.000 d'habitants parmi lesquels le nombre des Tchèques ne dépasse pas beaucoup 6.000.000 : la « Tchéco-Slovaquie » est une invention de MM. Benes et consorts qui date de fin 1917. Jusqu'à cette époque, c'était la Russie qui était censée devoir s'incorporer, en cas de victoire, quelques comitats hongrois où l'élément ruthène prédominait. Après la débâcle russe, les Tchèques parvinrent à se faire nommer les héritiers du butin destiné à la Russie ; avec cette différence toutefois que — l'appétit venant en mangeant — ils décidèrent d'étendre leur action libératrice à toute la Haute Hongrie : ainsi naquit l'idée de la « Tchéco-Slovaquie ». Tout le monde sait aujourd'hui que, sans la complicité criminelle de Károlyi, les vainqueurs improvisés de Prague ne se seraient pas si facilement emparés de cette partie de notre pays, mais, en tout cas, la politique de M. Benes obtint des succès imprévus même par les plus opprimés et les plus ambitieux des Tchèques. Le fait que la population slovaque, libérée malgré elle du « joug hongrois », cherche à son tour à être rédimée de

l'oppression de ses libérateurs, semble cependant beaucoup inquiéter les impérialistes fraîchement émoulus de la capitale tchèque, et c'est pour cela que M. Benes déploie une activité si fébrile en vue de sauvegarder « les fruits de la victoire ». La création de la « petite Entente » doit servir à ce but. Les Yougoslaves, qui ont à peu près les mêmes intérêts que les Tchèques, se sont ralliés à la « petite Entente » ; l'attitude de la Roumanie paraît encore incertaine.

Il est très intéressant de voir que les Tchèques qui se vantent d'avoir rendu des services signalés à la grande Entente, bien qu'ils aient figuré parmi ceux qui la combattirent ; il est intéressant de voir — dis-je — que les Tchèques, avec M. Benes en tête, soient ceux que la victoire d'autrui semble le mieux avoir grisés. Le ministre des Affaires étrangères de Prague fait de fréquents voyages et aime à prononcer des discours sur la situation européenne et mondiale. Il parle avec une prédilection toute particulière de la Hongrie et se donne beaucoup de peine de prescrire la politique que ce pays — dans la haute opinion de M. Benes — devrait suivre pour se concilier les sympathies de la Tchéquie et du monde. M. l'ex-professeur est très soucieux de notre présent et de notre avenir et, dans son généreux désir de nous voir prospérer, il nous prodigue les conseils les plus désintéressés. Il semble peu content du régime actuel qu'il ne trouve pas assez « démocratique » et se mêle de nos affaires intérieures avec cette désinvolture qui caractérise éminemment les « républicains » de date récente. Il se complaît surtout à nos attribuer des intentions belliqueuses et semble oublier que le Droit et la Justice — qui, sans aucun doute, plaident en faveur de la consistance de la soi-disant Tchéquo-Slovaquie — sont plus puissants que toute force armée. Hanté par le spectre de la revanche, M. Benes ne peut se lasser d'imaginer la pauvre Hongrie mutilée prête à tomber sur l'œuvre si laborieusement enfantée des patriotes tchèques, pour leur arracher cette Slovaquie qui — n'est-ce pas ? — leur appartient selon les lois divines et humaines.

Or, M. le ministre ferait peut-être bien de balayer devant sa propre maison. Nous ne croyons pas que tout soit pour le mieux dans le monde des « vainqueurs » de Prague. La Hongrie, ruinée par la république populaire de Károlyi, par le

bolchévisme, par l'invasion roumaine, a vraiment d'autres chats à fouetter que d'inaugurer une politique conforme aux intentions de M. Benes ; elle se contente de renaître peu à peu à la vie et tâche de se développer d'une manière pacifique. Nous autres Magyars, nous avons été à même de maintenir nos frontières naturelles durant plus de mille ans ; si l'État créé par les compatriotes du ministre tchèque est réellement basé sur les fondements inébranlables de la justice immanente, — comme MM. Benes et consorts veulent bien le croire — il ne saurait être menacé d'un peuple ruiné et incapable de toute velléité agressive. Il va sans dire qu'il n'est pas dans notre pouvoir d'empêcher le diplomate tchèque de prôner la nécessité d'une alliance des petits « vainqueurs » contre notre patrie, mais il nous est peut-être permis de le prier de nous laisser faire notre bonheur de la façon qui nous paraît la plus appropriée.

SPECTATOR.

Rédacteur en chef :

G. DE HUSZÁR.

PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

REVUE DE HONGRIE:

Comte Jules Andrássy, conseiller intime, ancien ministre, député.

David Angyal, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.

Comte Albert Apponyi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Étienne Bárczy, ancien ministre, député.

Albert de Berzevitz, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.

Charles Brockhausen, professeur à l'Université de Vienne.

Victor Concha, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.

Elemér Császár, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.

Fr. Du Bois, directeur de la *Correspondance Européenne*.

Géza Gárdonyi, de l'Académie hongroise.

Emile de Grósz, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.

Elemér Hantos, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'Épargne postale de Hongrie.

Roland de Hegedüs, directeur de la Banque commerciale hongroise de Pest.

François Herczeg, vice-président de l'Académie hongroise.

Prince Alexandre Hohenlohe, ancien membre du Reichstag allemand.

Louis de Horánszky, ancien député.

Jean d'Iklódy-Szabó, député.

Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.

Ladislav de Lukács, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

Baron Jules Madarassy-Beck, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.

Henri Marczali, professeur à l'Université de Budapest.

Edmond de Miklós, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.

Comtesse Aimée Pálffy-Daun.

Jules de Pekár, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.

Baron Sigismond Perényi, conseiller intime, ancien ministre.

Maurice Révai, ancien député.

Baron Ervin Roszner, conseiller intime, ancien ministre.

Baron Joseph Sztérényi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Comte Pierre Vay de Vaya, protonotaire apostolique.

Jules de Végh, directeur du Musée des Arts décoratifs.

Alexandre Wekerle, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

Comte Marc Wickenburg, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.

Baron Jules Wlassics, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.

Banque hongroise d'Escompte et de Change.

La Banque hongroise d'Escompte et de Change

a tenu, le 24 juillet 1920, une assemblée générale extraordinaire où le capital social a été élevé de 40,000.000 à 140,000.000 couronnes. Cette augmentation est due à la participation d'un nouveau groupe français de financiers, aux affaires de la banque. Notons encore que cet important établissement de crédit aurait pu fêter, le 30 juin 1919, le cinquantième anniversaire de son existence, si la situation déplorable où se trouvait notre pays à cette époque, n'avait pas rendu impossible toute manifestation de cet ordre.

Il est toutefois très intéressant de lire les comptes rendus des années 1918 et 1919, soumis au Conseil d'Administration, que la Banque hongroise d'Escompte et de Change vient de publier aussi en langue française. Nous y trouvons un tableau précis de l'activité économique demi-séculaire de la banque d'où il ressort que cet établissement financier de grand renom s'est toujours efforcé, tout en cherchant à satisfaire aux intérêts de ses actionnaires, de sauvegarder les intérêts de la patrie. La présence à la tête de cette banque de M. le baron Marcel de Madarassy-Beck comme directeur général, est une garantie que le développement ultérieur des affaires bancaires obéira aux mêmes principes financiers et patriotiques.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.



REVUE DE HONGRIE

POLITIQUE, LITTÉRAIRE,

**E sajtótörténeti és etnikai közéleti meg-
figyelés.**

SOMMAIRE:

I. — RÉVOLUTION ET LÉGITIMITÉ, par M. Guillaume de Heszár, professeur à l'Université des Sciences Techni- ques, conseiller aulique r. h.	1
II. — LA FRANCE ET LA HONGRIE, par M. le baron Louis Lévy, ancien député	5
III. — JUBILÉ DE M. EUGÈNE DE RÁKÖSI, par H. ...	10
IV. — NOTES ÉCONOMIQUES. — <i>La solvabilité de l'Alle- magne par rapport à la réparation</i>	13
V. — REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par Spectator	28
VI. — CHRONIQUE LITTÉRAIRE. — M. Zoltán Baranyai: <i>La langue et la civilisation françaises en Hongrie au XVIII^e siècle</i> , par M. Étienne de Winckler	33

BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(en vente chez tous les libraires.)

TÉLÉPHONE: JÓZSEF 13-02.

BRUXELLES, EUGÈNE FIGUÈRE ET CIE, 72, RUE VAN ARTEVELDE.

LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET).

PARIS, HONORÉ CHAMPION, LIBRAIRE-ÉDITEUR. — H. LE SOUDIER, SERVICE DE LA LIBRAIRIE ÉTRANGÈRE.

NEW-YORK, G. E. STECHERT ET CIE. — ROME, FRATELLI BOCCA. — VIENNE, GEROLD & CIE.

BERLIN, GEORG STILKE. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK. — MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE.

LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES. — AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS.

BERNE, A. FRANCKE. — FERD. WYSS. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE.

LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.

COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.

BUCAREST, SOCEO ET CIE. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.

CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

FOLYOIRAT

123124

1-197

EGYETEMI KÖNYVTÁR



La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise
rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration
des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et
de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à
la fois hongrois et international, toutes les questions politiques,
historiques, économiques, sociales et littéraires.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses
collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

La REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles
aux publications périodiques de la Hongrie et de l'Étranger qui en
auront fait la demande.*

La REVUE DE HONGRIE PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PRIX D'ABONNEMENT :

HONGRIE ET AUTRICHE	} un an	{	300	cour.
ALLEMAGNE			80	marks.
PAYS FAISANT PARTIE DE L'UNION POSTALE			30	francs.

Prix du Numéro : 30 cour. ; Étranger : 3 francs.

RÉVOLUTION ET LÉGITIMITÉ

La Hongrie est sortie de la guerre réduite en esclavage politique et économique et mutilée d'une façon si ignominieuse que le royaume de St-Étienne en est devenu tout à fait méconnaissable. Si nous nous rendons compte des événements qui se sont déroulés chez nous après la capitulation de l'armée bulgare, nous devons attribuer le désastre de la Hongrie non pas à la victoire du Droit et de la Justice ententistes, mais plutôt au triomphe de la démente de quelques mauvais Hongrois. En effet, que serait-il advenu si la Hongrie n'avait pas eu à déplorer cette maudite «révolution» de novembre 1918, organisée par les socialistes et défaitistes groupés autour de Károlyi ? Il est plus que probable que l'armée hongroise aurait pu défendre et tenir les frontières de notre pays contre l'invasion des Tchèques, Valaques et Serbes et ceux-ci ne se seraient pas rendus maîtres des deux tiers d'une terre qui appartient aux Hongrois et pour laquelle tant de patriotes versèrent, durant plus d'un millénaire, le plus pur de leur sang. En un mot, les nouveaux conquérants, promus victorieux par les Alliés, en récompense des services rendus à la sainte cause de la civilisation et de la liberté, n'auraient pu mettre la Conférence de Paris devant le fait accompli de leur occupation, exécutée sans coup férir avec la complicité du gouvernement «révolutionnaire». Si, au lieu de désorganiser l'armée et d'encourager, pour ainsi dire, la promenade militaire des petites bêtes de proie qui assouvirent leur rapacité longtemps retenue en tombant sur la Hongrie désarmée, on avait bouté dehors les Tchèques, Valaques et Serbes qui envahissaient notre sol, ceux-ci auraient dû probablement se contenter des promesses prodiguées en pareille occasion par l'impuissante Mésentente.

Notre mauvaise fortune voulut que la Hongrie, qui avait résisté victorieusement à des ennemis si supérieurs en nombre sur les champs de bataille, tombât victime de machinations intérieures ourdies par des aventuriers politiques. Ces derniers livrèrent le pays aux nationalités avides du bien d'autrui, et la Conférence de paix n'a fait que sanctionner la honteuse spoliation de cette Hongrie qui, jadis, avait rendu de bien autres services à la civilisation occidentale que les petits ex-mercenaires de l'Entente. Quoi qu'il en soit, il reste avéré que la plus grande partie de la couronne de St-Étienne gémît aujourd'hui sous le joug étranger et, pour le secouer, le pays devra certainement faire de plus grands efforts que ne lui aurait coûté la résistance à l'intrus, lorsque celui-ci n'était pas encore *intra dominium*. La révolution de Károlyi et de ses acolytes ne fit que le jeu des Tchéco-Valaques, en leur apportant une « victoire » à laquelle ils n'avaient aucun droit de prétendre.

Après cela, on ne doit pas être étonné que les Hongrois vouent à l'exécration les événements funestes qui précipitèrent leur patrie dans l'abîme. La révolution et la phraséologie wilsonienne sont abhorrées de toute la population, et le pays est unanime à reconnaître que sa résurrection n'est guère possible que par une rupture complète avec l'esprit « révolutionnaire », engendreur de tous les maux dont souffre si cruellement la Hongrie actuelle. Les idoles des faux prophètes du socialisme international se sont effondrées ; nous devons revenir aux idéaux nationaux de notre passé. Des utopistes incorrigibles peuvent bien prêcher encore l'avènement d'une ère de paix juste et perpétuelle ; nous autres, nous sommes désormais parfaitement renseignés sur la valeur des grands mots lancés, au cours de la guerre mondiale, par la presse alliée, dans le but d'éconduire les naïfs et de pousser à la trahison les pêcheurs en eau trouble. Le salut de la Hongrie, sa reconstitution territoriale, exige impérieusement son retour sur les voies traditionnelles qui la conduisirent vers son unité politique et économique, détruite par des imposteurs plutôt que par ceux qui se considèrent faussement comme « vainqueurs ».

Il résulte de ce que nous venons d'avancer que le rétablissement de la royauté doit figurer en premier lieu au programme

d'une Hongrie qui aspire à renaître à son ancienne splendeur. La monarchie fait partie intégrante de la constitution hongroise que nous avons maintenue pendant plus de mille ans et dont le respect est un gage de notre prospérité future. La couronne de St-Étienne possède une force mystique qui aidera la nation magyare à recouvrer l'intégrité à laquelle elle ne renoncera jamais. En reniant la «révolution» et en effaçant de l'histoire les pages où se trouvent inscrits les méfaits du gouvernement des Károlyistes et des communistes, nous sommes presque automatiquement revenus à l'ancien état de choses. Du point de vue de la légalité stricte, l'institution de la royauté existe donc aujourd'hui même ; il y a seulement qu'il faut tirer toutes les conséquences du fait que la Hongrie considère la soi-disant révolution comme non avenue.

S'il en est ainsi, la question de la personne du roi n'est plus problématique. Le droit public hongrois, si profondément ancré en l'âme du Magyar, respectueux de son ancienne constitution, est catégorique à cet égard. Le roi apostolique de Hongrie, ceint de la couronne de St-Étienne, est uni à la nation hongroise par un lien qui ne saurait être déchiré unilatéralement. Même si Charles IV avait abdiqué de la façon solennelle prescrite par le droit public hongrois — ce qu'il ne fit point — un tel acte n'aurait été nullement valide que si, immédiatement après, le parlement hongrois d'alors eût ratifié l'abdication. Et même dans ce cas-là, il aurait fallu encore que l'acte de l'abdication fût sanctionné par une insertion dans le Code hongrois. Rien n'est arrivé de tout cela. Si la soi-disant révolution de novembre 1918 avait été vraiment l'œuvre de la nation, au lieu d'être un coup de main organisé par une poignée de malfaiteurs étrangers à la mentalité magyare, elle aurait peut-être pu changer le cours de l'histoire et créer une nouvelle base à la Constitution hongroise.

Mais, heureusement pour notre patrie, une telle éventualité ne s'est pas produite. La révolution de Károlyi est considérée par les Magyars comme un désastre national dont il faut faire disparaître tous les vestiges, pour que la Hongrie puisse se redresser. Or, le principe de la continuité juridique exige une *restitution en entier*, que seule la légitimité peut garantir. En rejetant la révolution, on se trouve forcément rangé du côté du légitimisme. Lorsque M. Wilson, qui fut à un moment

donné le maître incontesté des Alliés, lança ses tirades dans les quatre coins du monde et invita les peuples à chasser les « autocrates », l'empereur et roi Charles quitta son empire pour que sa personne ne pût être considérée comme un obstacle à cette paix de justice qui fut promise même aux vaincus. Lui, qui n'avait eu aucune part au déchaînement de la guerre, qui, dès son avènement, ne voulait que la paix et ne se souciait que du bonheur de ses sujets, il se retira des affaires publiques, manifestant de cette façon encore en faveur du droit de l'autodisposition des peuples de la monarchie austro-hongroise. Les pacifistes de bonne foi, qui furent dupes des vastes blagues de l'ex-président des États-Unis, sont depuis revenus de leurs illusions... En Hongrie, il y eut également des gens qui crurent à la sincérité des principes wilsoniens ; si la pseudo-révolution de novembre 1918 réussit tant bien que mal, ce fut en grande partie parce que la nation elle-même parut un moment éblouie par la lumière des quatorze points énoncés avec tant d'emphase par leur apôtre... Mais tout cela appartient au passé et le présent ne veut rien savoir de l'erreur révolutionnaire. Il faut donc revenir à la continuité juridique, et celle-ci mènera le pays, par la voie de la légitimité, vers un avenir plus heureux.

GUILLAUME DE HUSZÁR.

LA FRANCE ET LA HONGRIE

Les traités de paix symbolisant l'achèvement de la guerre ont été signés et même en partie ratifiés, mais par suite de l'impitoyable traitement infligé aux États vaincus, et surtout à la Hongrie — ainsi qu'on commence à en convenir même dans les sphères de l'Entente — et peut-être plus encore du fait que les deux tiers du territoire et de la population de notre pays ont été adjugés à nos voisins, ils n'ont point apporté la bienfaisante paix si longtemps attendue. Tandis que la France ne cesse de menacer l'Allemagne d'une nouvelle occupation et, par de nouvelles humiliations et son inexorable politique militaire, provoque presque l'explosion du mécontentement : les Tchèques, les Serbes et les Roumains ont — au dire des journaux — conclu une alliance offensive et défensive garantissant mutuellement la possession des territoires arrachés à la nation terrassée par le Károlyisme et le bolchévisme. La mutilation de la Turquie et de la Bulgarie entraîne également d'incroyables amertumes et peut avoir des conséquences incalculables. Des grandes puissances formant l'ancienne Entente, les États-Unis d'Amérique se sont retirés et non seulement ne se soucient guère de la politique européenne, mais se désintéressent même de la question financière. La conférence de Bruxelles, après d'intéressantes dissertations, décisions et quelques bons conseils théoriques, s'est close sans résultat pratique. L'Angleterre et l'Italie sont ouvertement mécontentes de l'attitude agressive des Français, et il est à craindre que les succès de la Pologne sur les Russes ne rendent les Français encore plus inexorables envers les vaincus. Comme si elle voulait mettre à l'épreuve la patience des nations opprimées, la France revendique la « victoire » entièrement pour elle seule et les

États voisins, jusqu'ici protégés par elle, n'entrent pas dans la voie du progrès pacifique, mais, tombant dans la mégalomanie, ils provoquent, par leur attitude, de nouveaux conflits ; la « Petite Entente » fait le blocus à la Hongrie et, en l'isolant par un boycottage économique, elle renchérit la vie et en aggrave les difficultés.

Il est vrai que, dans ces derniers temps, sur le terrain financier et économique, la France montre un intérêt plus vif envers la Hongrie, néanmoins, *sa sympathie* envers nous, sur laquelle avec droit nous pourrions compter — chez nous, en effet, les sympathies pour les Français ayant toujours été très fortes et aucune divergence d'intérêts n'ayant jamais existé — nous fait jusqu'ici malheureusement défaut. Cependant, après la guerre de 1870—71, la France se trouvait dans une situation aussi pénible que celle où nous sommes actuellement et, en lisant les *Souvenirs politiques 1871—1878*, le très intéressant ouvrage du vicomte de Meaux, paru en 1905, nous pouvons en beaucoup de traits y reconnaître nos conditions présentes. Je n'en citerai brièvement que quelques-uns.

Désarroi complet des finances de l'État ; ravages causés par la longue occupation, relâchement de la discipline et des mœurs, chômage général et deshabitude du travail, cherté inouïe. Abstention des anciens politiciens (à l'exception de Thiers qui devint président). Gambetta réfugié en Espagne ; Jules Favre et Jules Simon devenus impopulaires en raison de la conclusion de l'armistice, etc. Grande majorité royaliste dans l'Assemblée nationale aussi bien que chez nous à l'heure actuelle et, de même, — quoique pour d'autres motifs, — forte tendance chrétienne et nationaliste. De plus, grande ressemblance entre les déclarations de nos hommes politiques et le discours prononcé par Thiers à Bordeaux le 10 mars 1871 et où il disait :

« Quel est mon devoir à moi, que vous avez accablé de votre confiance ? C'est la loyauté envers tous les partis qui divisent la France et qui divisent l'Assemblée . . . (ceci, il est vrai, n'a pas été dit chez nous et encore moins mis en pratique !) . . . »

Nous n'avons accepté qu'une mission déjà bien assez écrasante : nous ne nous occuperons que de la réorganisation du pays . . . »

Lorsque le pays sera réorganisé, nous viendrons ici vous dire : Le pays, vous nous l'avez confié sanglant, couvert de blessures, vivant à peine ; nous vous le rendons un peu ranimé » . . . (1)

*

Les États-Unis d'Amérique ont fait passer dans leur poche l'or des États victorieux d'Europe, qui pour longtemps sont devenus leurs débiteurs. Des 14 points de Wilson, il ne s'est pas réalisé grand'chose, quoique, comme « business », la guerre ait été pour l'Oncle Sam une affaire brillante. En outre, l'Amérique a pu ainsi sans éclat se préparer militairement au duel prévu et inévitable avec le Japon et qui sera la première rencontre de la race jaune avec la race blanche pour l'hégémonie de l'Asie. L'attitude de l'Angleterre dans ce conflit sera très intéressante : prendra-t-elle parti *pour le Japon*, son allié, dans le but d'affaiblir pour longtemps son redoutable rival, ou bien la sympathie pour la « race anglo-saxonne » se réveillera-t-elle en elle avec la crainte de voir ses colonies d'Asie et de l'Inde menacées par le *yellow danger* et se battra-t-elle contre le Japon aux côtés de l'Amérique ? *C'est cette idée capitale qui fait que l'Angleterre, aussi bien que l'Amérique, montre toujours moins d'intérêt pour les tragédies et les événements qui se déroulent à l'Orient de l'Europe.* L'Angleterre le peut d'autant moins que ses nouvelles colonies et celles acquises au cours de la guerre, ainsi que les territoires englobés dans sa sphère d'intérêts lui assurent pour longtemps la prospérité de son commerce et de son industrie et, telle qu'un *Boa constrictor*, elle prend ses dispositions pour digérer en paix les victimes qu'elle vient d'absorber. Il est caractéristique pour la politique anglaise à longue portée que, dès la fin de la guerre, l'un de ses premiers soucis fut d'internationaliser la puissante et économique artère du Danube conduisant à ses colonies d'Orient et que, dans ce but, ses émissaires se présentèrent à Budapest, dès la première révolution, avec mission de faire servir à leurs intérêts cette avantageuse voie fluviale.

L'Amérique a, de plus, un autre motif de désintéressement : c'est que Clemenceau, Lloyd George et leurs amis se sont

(1) Vicomte de Meaux, ouvrage cité, p. 34—35.

vilainement comportés vis-à-vis de Wilson, ce président dont l'ignorance de la diplomatie et des conditions européennes allait jusqu'à la naïveté. ⁽¹⁾ Wilson, qui vint en Europe, à travers l'Océan, comme *arbiter mundi*, qui, dans les pays vainqueurs, fut l'objet de réceptions et de fêtes dues aux têtes couronnées, se montra, aux délibérations, si faible et si inférieur — ainsi que le prouvent son départ précipité et ses déclarations au sujet de ses alliés — que le peuple américain garde la fâcheuse impression que son président qui *alla personnellement* — ce qui jusque-là avait été sans précédent — dicter en Europe une paix humaine, ne reconnaissant « ni vainqueurs, ni vaincus », inaugurant la « liberté des mers », etc., fut obligé — désillusionné et persiflé, mais après qu'on en eût retiré les services voulus — de se réfugier dans sa patrie, par suite de son complet échec diplomatique. Cependant, sans l'intervention de l'Amérique, avec ses gigantesques préparatifs techniques et ses deux millions de soldats, la guerre n'eût guère pris un tour aussi tragique pour les puissances centrales qui, se fiant aux 14 points de Wilson, renoncèrent à la lutte. *C'est ainsi que la partie orientale de l'Europe revint à la sphère d'intérêts de la France.* Si le gouvernement et la diplomatie de la France comprennent les fatales erreurs que, en retour de leur aide, nos avides voisins lui ont fait commettre au cours de la guerre, et s'efforce *avec intelligence et sympathie de réviser et d'atténuer* les traités de paix de Versailles, de Trianon et de St-Germain et de porter remède, par un accord pacifique, au démembrement de nations séculairement unies, elle dissipera l'idée de la revanche et détruira le germe de nouvelles convulsions. Les 70 millions d'Allemands, en effet, reprendront leurs forces, répareront avec le temps les préjudices que leur a causés la guerre, et les 38 millions de Français ne pourront guère plus compter alors sur le concours de l'Angleterre et de l'Amérique au cas d'une nouvelle guerre. La nation hongroise millénaire sera reconnaissante envers la France, si celle-ci l'aide *à recouvrer, sans combat et sans guerre, son intégrité territoriale*, mais, comme les territoires désannexés n'appartinrent jamais à nos voisins (il y a 1000 ans, en effet, aucun d'eux ne formait une nation), nous recouvrerons notre intégrité — sans effu-

(1) John Maynard Keynes: *Les conséquences économiques de la paix.*

sion de sang, je l'espère, et, au besoin, même sans l'aide de la France — non seulement parce que la civilisation de nos voisins est de beaucoup inférieure à la nôtre, qu'ils ne forment pas de configurations politiques viables, mais des États nationalistes, — où la suprématie n'appartiendra pas aux Roumains ou aux Serbes, — mais surtout parce que :

Je crois en Dieu, j'ai foi en ma chère patrie,
Je crois à la justice éternelle de Dieu,
A la résurrection du pays de Hongrie.
Amen.

BARON LOUIS LÉVAY.



JUBILÉ DE M. EUGÈNE DE RÁKOSI

En octobre de cette année, la Hongrie fêta le cinquantième anniversaire de l'activité littéraire de M. Eugène de Rákosi.

M. Eugène de Rákosi est une des figures les plus marquantes de la vie publique de la Hongrie moderne. Il débuta, il y a plus de cinquante ans, comme auteur d'une comédie : *Ésope* qui, jouée en 1866, rendit son nom célèbre. Pendant quelques années, il était rédacteur au *Pesti Napló*, quotidien dirigé par le grand publiciste et romancier, Sigismond Kemény ; en 1869, il fonda lui-même la *Réforme* qu'il dirigeait jusqu'en 1873, année où il fut placé à la tête du *Théâtre populaire* nouvellement construit. Dans ce théâtre, on cultivait surtout un genre populaire spécialement hongrois créé par Szigligeti. En sa qualité de directeur, M. de Rákosi fit preuve d'une habileté extraordinaire, encourageant les jeunes et découvrant des talents prime-sautiers qui enrichirent la littérature dramatique hongroise de plus d'une œuvre remarquable.

Après six années de direction, M. de Rákosi fonde, avec Joseph Csukássi, le *Budapesti Hirlap* (1881) dont il est encore aujourd'hui le chef spirituel. Ce quotidien a joué un rôle proéminent dans le développement de la vie sociale, littéraire et politique de la Hongrie contemporaine ; son influence fut grande sur toute une génération d'écrivains et d'hommes politiques. D'une tenue littéraire irréprochable, bien informé, le *Budapesti Hirlap* fit, pour ainsi dire, école dans le journalisme hongrois ; ses articles sur les questions palpitantes qui agitérent l'opinion publique, signés par son directeur, furent toujours très remarquables et produisirent, plus d'une fois, une sensation bien justifiée dans tout le pays.

M. de Rákosi s'est distingué également comme publiciste, feuilletoniste, romancier, auteur dramatique et traducteur de Sha-

Shakespeare ; il a aussi laissé des traces profondes dans la critique littéraire ; son jugement sain et clair, d'un goût épuré par la connaissance approfondie des auteurs classiques, se révèle, du reste, dans ses ouvrages esthétiques aussi bien que dans tout essai ou article où il traite n'importe quel sujet. Comme auteur dramatique, il se réclame de la noble tradition romantique immortalisée par les œuvres d'un Shakespeare et d'un Calderon. Son répertoire ⁽¹⁾ est riche en pièces d'une imagination hardie, ingénieusement agencées et écrites dans un langage expressif et châtié. C'est en reconnaissance de ses mérites littéraires et publicistiques que la Hongrie lui prodigua les honneurs qu'elle réserve à ses grands hommes : il devint membre de l'Académie et des sociétés littéraires ; le roi François-Joseph lui conféra la noblesse et le nomma membre de la Chambre des magnats.

Cependant, les quelques traits dont nous venons d'esquisser hâtivement la carrière brillante de M. de Rákosi, ne résument point sa personnalité, ni la portée de son action si vaste et si variée. Car M. de Rákosi n'est pas seulement poète, critique, journaliste de tout premier ordre ; en faisant ressortir ses qualités multiples d'homme de lettres, on n'a aucunement donné une image complète de son talent, ni embrassé le domaine où s'est exercé sa puissante intelligence : M. de Rákosi est un véritable apôtre. Il fallait le voir et l'entendre parler, à son jubilé, ce vieillard de soixante-dix-huit ans, entouré de l'auréole d'une jeunesse éternelle, pour comprendre toute la séduction de son œuvre. Un large cerveau uni à un grand cœur ; voilà ce qui apparut dans tout ce que fit M. de Rákosi et ce qui imprima le sceau de l'impérissable à ses écrits. En outre, il fut un patriote inspiré qui, avec une clairvoyance admirable, se rendit compte des exigences politiques de son pays. Ce doyen de la littérature a toujours prêché, dans ses innombrables articles, la bonne parole, bien qu'il ne fût pas toujours écouté ! Vers la fin de la guerre, il vit bien l'abîme vers lequel quelques aventuriers maudits faisaient courir la Hongrie, et il éleva sa voix éloquente en faveur des idées nationales traditionnelles qu'il défendit, pendant sa longue vie, avec un courage inlassable. Hélas ! il dut avoir la douleur de voir ignominieusement trahis ses idéaux les plus chers par la canaillocratie qui s'empara du pouvoir après la mort tragique du comte Étienne Tisza . . .

⁽¹⁾ *André et Jeanne*, tragédie historique en 5 actes, parut en français chez Ferd. Wyss (Berne, 1914).

M. de Rákosi ne désespère cependant pas de l'avenir de la Hongrie, et cela veut dire quelque chose. Cela veut dire, avant tout, que nous devons nous efforcer de nous élever à cette haute conception du devoir envers la patrie qui fut toujours la sienne : nous devons nous laisser pénétrer par l'esprit national le plus pur, qui a toujours animé ce grand Magyar et qui a fait vivre notre pays pendant plus d'un millénaire. La rançon de la Hongrie ruinée et courbée sous le joug étranger ne peut être qu'un travail long et patient, analogue à celui dont M. de Rákosi nous a donné un exemple glorieux.

H.

NOTES ÉCONOMIQUES

La solvabilité de l'Allemagne par rapport à la réparation.

Il n'est pas d'homme sensé qui ne soit convaincu de l'impossibilité des soi-disant traités de paix imposés aux populations des puissances centrales. Quiconque aurait osé prétendre que, dans le XX^e siècle, on pût concevoir de pareilles monstruosités : eût été infailliblement interné dans une maison de santé. En effet, les paix dictées aux Allemands, Autrichiens, Hongrois, Bulgares, Turcs ont un caractère tout babylonien, car c'est aux époques des conquérants barbares qu'il faut remonter pour trouver quelque chose d'analogue.

Dans leur soif de vengeance, les vainqueurs improvisés ne se sont pas contentés de réduire en esclavage politique et économique les peuples épuisés par une longue guerre : ils ont tenu encore à étendre les conséquences de leur victoire aux générations futures. Après avoir tranché la question des responsabilités dans le sens qui leur parut convenable, ils exigent maintenant aux « coupables » de payer les frais de guerre, bien qu'ils eussent toujours prétendu ne combattre que pour faire triompher le droit et la justice ! Pour sauver la face, on eut naturellement soin de désigner ces indemnités formidables sous le nom justicier de « réparations ».

Les obligations économiques de l'Allemagne aux termes du fameux traité de Versailles ont été objectivement étudiées par des spécialistes allemands, dans un mémoire auquel nous empruntons les passages suivants.

*Les obligations économiques de l'Allemagne aux termes
du traité de Versailles.*

Aux termes du traité de Versailles, la population dont le nombre a peu diminué en proportion de son étendue territoriale, doit céder une part considérable de l'ensemble de sa production réduite.

L'Allemagne a pris l'engagement de mettre ses ressources économiques à la disposition de la réparation du préjudice subi par le capital. Si, dans ce but, elle cède une partie de son capital d'exploitation, elle diminuera en proportion sa faculté de mettre sa production à contribution.

Le paiement des premiers 20 milliards de marks échéant le 1^{er} mai 1921, représente un versement de capitaux qui ne se renouvellera pas, en tant qu'il comprend la cession de navires, de câbles, de propriétés nationales, de produits de liquidations et les livraisons de bétail, de machines, etc. Les livraisons de charbon, de produits de charbon, de matières colorantes, de vaisseaux à construire, de travaux à exécuter aux termes de la « réparation », etc. qui se renouvelleront à l'avenir tous les ans, représentent, au contraire, une remise plus ou moins régulière.

Le premier versement prive l'Allemagne d'une partie de son capital d'exploitation — de nos jours difficile à remplacer — et du revenu qui en découle. En rapportant un intérêt de 10%_{or} 20 milliards de marks or, représentent une perte annuelle de 2 milliards de marks or ou 20 milliards de marks en papier-monnaie, — en admettant que le mark or vaut 10 marks en papier-monnaie, — sans tenir compte du matériel livré, dont il est difficile d'établir la valeur marchande en chiffres.

Les livraisons citées ici en second lieu sont une réquisition gratuite de la production allemande : une livraison de charbon de 43 millions de tonnes équivaut à une charge de 34% de notre production de charbon *actuelle* ; l'exécution des constructions navales prévues dans le traité de paix, représente 40% de la capacité productive de nos chantiers *en temps de paix*. Calculée aux prix allemands peu élevés, une livraison de charbon de 12 millions de tonnes comportera le paiement annuel d'une somme de 3.6 milliards de mark en papier-monnaie ; calculée

aux prix du marché mondial, elle vaut près de 1.2 milliards de marks or ou environ 12 milliards de marks en papier monnaie. La livraison de 200.000 t. de constructions navales implique une dépense de 200 millions de marks or ou environ deux milliards de marks en papier-monnaie. Même si les obligations concernant la réparation se répartissent sur un certain nombre d'années, les demandes présentées par la Belgique, les seules que nous connaissons pour le moment, ont une valeur de plusieurs milliards. A tout cela, s'ajoutent les frais pour les armées d'occupation qui certainement représentent un montant se chiffrant par milliards.

Si, d'un autre côté, on prend comme point de départ la stipulation du traité de paix, aux termes de laquelle l'Allemagne devrait amortir une somme de 40 milliards de marks or et en verser les intérêts, on aboutit au paiement annuel d'une somme de près de 2 milliards et demi de marks or, soit environ 25 milliards de marks en papier-monnaie.

Le versement régulier de telles sommes, — indépendamment des stipulations qui en seraient l'origine, — prend comme point de départ la possibilité d'arriver de force à un bilan d'affaires fort actif, puisque l'Allemagne ne peut payer qu'en marchandises, depuis qu'elle s'est désistée de ses créances et depuis la cession de son capital investi en navires et dans des entreprises d'outre-mer. Il résulte de tout ceci que l'exportation de marchandises allemandes doit non seulement porter les frais des marchandises d'importation nécessaires à l'Allemagne, payer les intérêts des crédits qui ont été accordés à cette dernière et en rendre possible l'amortissement, mais elle doit, en plus, faire face au paiement des annuités régulières d'indemnité.

La capacité de production actuelle de l'économie nationale allemande. Population.

L'économie nationale allemande est-elle à même de porter des charges telles que celles énumérées plus haut ?

Le 8 octobre 1919, la population allemande comptait 60 millions d'âmes. Elle a perdu un cinquième, si ce n'est le quart, de ses travailleurs. Du fait de la guerre, elle a égale-

meat perdu plus de 1 million 700.000 morts. A ce chiffre s'ajoute 1 million et demi d'invalides (blessés de guerre) dont la capacité de travail est nulle ou fortement diminuée. Malgré les conditions d'existence précaires dans les villes, la population urbaine a quelque peu augmenté ; plus d'un tiers de la population allemande habite des villes de plus de 50.000 habitants. Cette population vit dans des conditions d'existence particulièrement défavorables. L'industrie du bâtiment languissant depuis longtemps, il manque les 200.000 habitations construites par an avant la guerre. Le ravitaillement des villes ne s'est relevé que d'une façon insignifiante. Après une amélioration passagère au cours de l'été 1919, les rations assurées à la population des grandes villes, y compris les vivres importées, tombèrent à 40—50 % de la quantité minimum de calories nécessaires, tandis que de janvier 1919 jusqu'à mars 1920, l'entretien quotidien d'un homme adulte monta de 6 à 10 marks. A la suite de la pénurie de charbon, le chauffage et l'éclairage ont fréquemment diminué à un degré intolérable pour les citadins sous-alimentés.

Agriculture.

Avant la guerre, la production de l'agriculture allemande a fourni 90 % des quantités de substances alimentaires végétales, 67 % de la viande et de la graisse, 50 % du lait et des produits lactés nécessaires à l'entretien de la population. Les cessions territoriales, aux termes du traité de paix, ont diminué de 13.5 % la superficie exploitée par l'agriculture. Cette diminution est d'autant plus sensible que la production de ces territoires perdus dépassait considérablement les besoins de leur population. En 1917/18, années à mauvaises récoltes, ces territoires ont livré à l'empire près d'un demi-million de tonnes de froment et de seigle, plus d'un million de tonnes de pommes de terre et 100.000 tonnes de sucre.

Pendant la guerre, la terre a perdu de sa fertilité, car elle a manqué d'engrais, ni n'a-t-elle été labourée suffisamment. Elle ne reçut qu'environ 35 % de la quantité moyenne d'azote et d'acide phosphorique employée en temps de paix ; les attelages et la possibilité de se procurer des machines et l'outillage se sont diminués de 40 %. Finalement, l'agriculture n'obtint

pas même un dixième des quantités de tourteaux (Kraftfuttermittel), etc. dont elle disposait d'ordinaire. C'est la raison pour laquelle, à la dernière moisson, la quantité récoltée de froment et de seigle a été réduite de près de 40 %, celle des pommes de terre de près de 50 % et la production du sucre brut de près de 66 % dans l'Allemagne diminuée à la suite du traité de paix. Le bétail a diminué de 10 %, les porcs de 40 % ; il y a lieu d'ajouter une diminution de poids de 40 % pour le bétail de boucherie et 25 % pour les porcs de boucherie, et également une diminution de la production du lait qui, de 24.4 milliards de litres, est tombée à 9 milliards. Somme toute, on peut en général compter avec un recul de 40 % pour les produits végétaux et de 60 % pour les produits animaux.

Industrie.

L'industrie allemande a une triple tâche à résoudre. Elle doit d'abord créer des occasions de travail pour la population industrielle allemande, c'est-à-dire 43 % de l'ensemble de la population. Malgré l'envie d'émigrer qui est très prononcée, l'émigration ne peut être reprise en grand aussi longtemps que les émigrés allemands ne sont pas partout assurés d'un accueil bienveillant. Du reste, vu le prix élevé des traversées, l'émigration est devenue une chose inabordable pour les personnes pauvres. Le trajet jusqu'à New-York revient à l'entrepont à 6000 marks.

Depuis la disparition des revenus provenant de la navigation et des capitaux investis à l'étranger, le paiement régulier des vivres et matières premières incombe exclusivement à l'industrie allemande. Quand elle aura quelque peu satisfait à cette seconde tâche, elle en aura encore une troisième à accomplir, savoir la livraison de valeurs pour le compte de « réparation ».

Avant la guerre, le charbon et le fer indigènes étaient les deux grands piliers, sur lesquels s'appuyait l'industrie allemande. Même les branches industrielles les plus importantes, qui faisaient une grande consommation de matières premières étrangères, se trouvaient dans une situation des plus consolidées grâce au charbon bon marché et aux frais de transport

peu élevés. Il n'en est plus ainsi. L'Allemagne a perdu 70 à 75% de sa production de minerai de fer; on ne compte plus que sur une production de 6 à 7 millions et demi de tonnes de minerai. Pour la fabrication du fer cru et de l'acier, elle ne maintiendra que trois cinquièmes de ses convertisseurs qui produiront tout au plus 12 millions de tonnes de fer, trois cinquièmes de l'ancienne production. Ceci nécessiterait pour le moins une importation de 12 millions de tonnes de minerai de haute valeur. Mais en considération des frais élevés de l'extraction du minerai, on ne peut compter, pour le moment, que sur une production de 7 à 7 millions et demi de tonnes de fer cru. En plus de riblons de fer (Schrott), soit environ 2.6 millions de tonnes de minette lorraine-luxembourgeoise, l'Allemagne aura besoin à cet effet de 2.7 millions de tonnes de minerai suédois et de 1.4 million de tonnes de minerai espagnol. Ces quantités suffiront tout juste pour couvrir le minimum indispensable d'articles en fer, soit 600.000 tonnes par mois ou 7.2 millions par an.

Charbon.

En 1919, l'extraction de charbon allemand — celle de la Haute Silésie y comprise — a donné 108 millions de tonnes ou 57% de la production de 1913. L'extraction du lignite, quoique augmentée et qui, de 87 millions de tonnes, est montée à 94 millions de tonnes, est insuffisante pour combler ce déficit. Par suite du mauvais état des mines et de la capacité de travail fortement réduite, la qualité du charbon a subi une diminution de 12 à 15%, de sorte que la valeur calorifique de toute l'extraction de charbon — tant houille que lignite — ne s'élève — sans la Sarre — qu'à 57% de la production d'avant la guerre: sans la Haute Silésie, elle n'aurait atteint que 47%. Avec cela, la consommation de charbon, nécessitée par l'exploitation, a augmenté et les quantités de charbon dues aux ouvriers et employés des mines, sont devenues beaucoup plus considérables par suite de l'augmentation notable des équipes.

En 1920, l'extraction de charbon atteindra 126 millions de tonnes, à condition que le travail ne subisse pas d'inter-

ruption. 71 millions de tonnes en seront disponibles pour les besoins ménagers, l'industrie et l'agriculture. Il ne faudrait pas diminuer davantage les quantités de charbon réservées aux besoins ménagers, si l'on tient à maintenir l'ordre social parmi les populations mal nourries des villes allemandes. En 1919, les ménages urbains ne reçurent en moyenne qu'environ 18 quintaux, soit 51 % de la quantité de charbon qui devait leur échoir. Pour que la vie sociale ne s'écroule pas, il est également impossible d'émarger encore davantage les livraisons de charbon destinées à l'industrie et à l'agriculture. Les productions de potasse, d'azote, de sucre, le battage et les transports ont déjà gravement souffert par la pénurie de charbon. Des industries qui travaillent exclusivement avec des matières premières allemandes, telles que les briqueteries et les fabriques de ciment, ne peuvent exploiter qu'un cinquième ou un quart de leurs moyens de production, à cause de la pénurie de charbon ; l'industrie porcelainière, dont la situation sur le marché est excellente, n'atteint, pour la même raison, que 40 % de son activité en temps de paix. Dans des centres de l'industrie verrière, comme à Fürth, p. ex., 30.8 % de la population étaient obligés de chômer en avril 1920. En novembre 1919, 8.530 établissements industriels — avec plus d'un demi-million d'ouvriers — dont la consommation mensuelle de charbon dépasse 10 tonnes, ne recevaient pas de charbon du tout. D'octobre 1919 à mars 1920, les industries n'ont reçu que 57 % de la quantité réduite des combustibles de toute espèce qui devait leur revenir.

Commerce.

Du fait de la guerre et de ses suites, le commerce allemand a perdu une bonne partie de ses capitaux. Ses créances à l'étranger ont été saisies et liquidées en partie. Les intéressés allemands évaluent à plus de 20 milliards de marks or les pertes subies par la propriété allemande à l'étranger, propriété qui a été une des bases les plus importantes du commerce allemand d'outre-mer. Quoiqu'une indemnisation ait été promise, elle sera versée en change allemand, de sorte que ces ayants droit, une fois qu'ils auront payé leurs impôts, ne seront plus

à même de reprendre leur activité à l'étranger. Les relations personnelles que les commerçants allemands avaient dans les pays de nos anciens ennemis, sont, pour ainsi dire, détruites, et les obligations découlant du change qu'ils ont encourues vis-à-vis les neutres, pèsent lourdement sur eux.

Production totale.

On peut affirmer que la production *matérielle* de l'agriculture a reculé de 40 à 60 %. A peu d'exceptions près, l'industrie allemande n'est pas à même de travailler avec 50 % de son effort en temps de paix. Dans la plupart des cas, l'usure du matériel ne laisse aux installations industrielles que 50 % de leur valeur d'avant la guerre.

Aujourd'hui, la production allemande *vaut en papier-monnaie* beaucoup plus qu'en temps de paix. Ceci résulte déjà du mouvement désordonné des prix depuis le 1^{er} août 1914. Ces derniers temps surtout, les prix de toutes les marchandises ont subi une hausse considérable, fort inégale du reste. En mettant les prix lors du début de la guerre à 100, les vivres rationnées sont montées en février 1920 à 600, l'ensemble des frais pour l'alimentation — à Berlin — à 800 ou 900 ; pendant la même période, les locations ne sont montées de 100 qu'à 120, les saumons d'acier (Stahlblöcke) à 2.620, le charbon de la Haute Silésie à 1.035, et les tissus de coton à 5.000. De novembre 1918 à février 1920, les salaires ont plus que doublé ; depuis le début de la guerre, ils ont montés à 570.

De 5 milliards et demi de marks (espèces sonnantes et papier-monnaie) à la date du 23 juillet 1914, la circulation monétaire est montée jusqu'au 31 mars 1920 à 59 milliards de marks, non compris la monnaie auxiliaire des villes et Etats et la circulation des banques d'émission privées ; étaient du nombre 45.2 milliards de marks en billets de la Banque d'empire et 13.7 milliards de marks en bons des caisses de prêt. Seul 1.8 % des billets de la Banque d'empire et des bons des caisses de prêt en circulation étaient couverts par la réserve d'or de la Banque d'empire. Des valeurs en papier en circulation — d'un montant de près de 60 milliards de mark — 20 milliards approximativement se trouvent à l'étranger. Par conséquent,

elles n'influencent qu'indirectement le mouvement des prix à l'intérieur. Ce mouvement dépend, par contre, d'autant plus fortement, de la demande additionnelle de marchandises considérablement augmentée et causée par le grand besoin de crédit de l'empire, mais tout particulièrement par l'émission de bons du Trésor.

Bilan commercial.

Pour aider l'Allemagne à rendre son bilan quelque peu actif, il faudrait que l'industrie allemande puisse épuiser tous ses moyens de production. Toutefois, la pénurie de charbon y met entrave. Même par une production augmentée, les dispositions aux termes du traité de paix, par rapport aux livraisons de charbon, empêcheront les industries d'affinement de suffire à la tâche qui leur est posée, puisqu'en privant l'Allemagne d'une partie de son charbon, on la prive de la matière première la plus élémentaire dont elle a besoin pour toutes les industries, tant les industries de fond que celles livrant les produits manufacturés.

Il en résulte que le bilan allemand reste passif dans les circonstances actuelles. Il ne redeviendra actif que lorsque l'économie nationale allemande aura repris son travail en tendant tous ses efforts. Pour pouvoir en arriver là, il est essentiel que l'Allemagne puisse importer durant un certain laps de temps des vivres et matières premières nécessaires pour rendre ses forces à la population et pour couvrir la demande la plus urgente ; il lui faudra ensuite recevoir des matières premières pour remettre son industrie en plein mouvement. C'est une opération qui demandera des années, car l'Allemagne ne peut se procurer que par des crédits les quantités nécessaires des biens à importer. Une circonspection des plus prévoyantes est de rigueur, car le paiement des intérêts de ces crédits représente une lourde charge pour la vie économique allemande, et les fluctuations du change compromettent le remboursement.

A l'encontre de cette évolution, le traité de paix base ses prétentions sur un bilan actif. Après la cession de capitaux compris dans le premier versement de 20 milliards de marks,

et après l'aliénation de biens privés d'une haute valeur, gonflant l'exportation allemande actuelle, les paiements ne pourront s'effectuer à l'avenir que par l'exportation de marchandises dont la production devra se renouveler tous les ans. Bien entendu, on peut tenter d'augmenter encore les capitaux allemands transférés à l'étranger aux termes du traité de paix ou par achat à la suite du cours mauvais du change. Mais cela ne peut se faire qu'aux dépens de la capacité productive de l'économie nationale allemande et en risquant de compromettre les versements annuels prévus. La certitude avec laquelle on peut compter sur leur rentrée, détermine leur valeur capitalisée (Kapitalwert) sur le marché monétaire international. Un versement annuel régulier de 2.4 milliards de marks or, tel qu'il est prévu dans le traité de paix à partir de 1926, ne sera possible que si la valeur des marchandises exportées par l'Allemagne dépasse du montant de la somme précitée la valeur des marchandises importées en Allemagne. Il n'est guère à supposer que l'Allemagne soit à même de lancer sur le marché, même approximativement, la moitié des marchandises produites anciennement, et cela d'autant moins que, durant 5 ans, elle n'obtiendra dans aucun pays la clause de la nation la plus favorisée ; par conséquent, l'exportation allemande n'atteindra pas la valeur de l'exportation d'autrefois, même en tenant compte d'une augmentation des prix du marché mondial de 150 à 200 %. Une exportation de marchandises d'une valeur de 2 milliards et demi de marks or, équivaldrait assurément à 25—30 % de l'exportation totale. Ceci n'est faisable que si la production — une fois qu'elle aura payé l'importation indispensable à l'aide de son exportation — est à même de fournir la quantité d'articles d'exportation nécessaire pour balancer les obligations résultant du traité de paix. Aussi longtemps que l'exportation sera incapable de couvrir l'importation, toute tentative de l'utiliser pour satisfaire aux engagements d'indemnité, serait vouloir s'acquitter d'une dette ancienne en contractant une nouvelle.

Les finances allemandes. Système monétaire et charges de l'imposition.

Quant à la réparation, l'Allemagne ne pourra prendre sur elle que telle somme d'obligations qui n'excède pas la force productive de son économie nationale, du reste étroitement limitée par l'état des finances allemandes. Toutes les prestations de l'économie nationale allemande effectuées envers les économies nationales d'autres peuples, finissent toujours par devoir être payées par le budget du Reich auquel le contribuable fournira, sous une forme ou une autre, les moyens nécessaires ; à défaut de cela, il y aura un régime de crédit désordonné allié à une augmentation illimitée des valeurs numériques en papier. La dépréciation de l'argent progressera forcément, tandis que la production ira en diminuant. L'importation s'arrêtera ; il est vrai — toutefois — que la baisse du change, pendant un certain temps, fera prime à l'exportation et aboutira à une concurrence déréglée ; mais cette attraction perdra bientôt sa force, car l'étranger ne fournira plus ni les matières premières ni les vivres, sans lesquelles l'Allemagne ne pourra maintenir sur le niveau actuel sa production, si réduite qu'elle soit.

Le relèvement de l'économie nationale allemande est impossible sans le rétablissement des conditions du marché monétaire allemand ; leur rétablissement dépend de la réorganisation des finances allemandes, en particulier du règlement de la dette flottante ; d'autre part, le montant des obligations allemandes découlant de la réparation, et la procédure choisie à cet effet, détermineront le règlement des finances. En 1913, le budget ordinaire du Reich — les services des communications et transports non compris — balançait avec 2.4 milliards ; le budget ordinaire de 1920, par contre, dressé d'après la situation en avril 1920, prévoit une dépense de 27.9 milliards de marks. N'y sont pas compris les grands déficits des services des postes et chemins de fer du Reich — qui ont leur budget à eux — les premiers avec un déficit probable d'un milliard, les derniers avec un déficit probable de 14 milliards de mark. Actuellement, il n'y a pas d'autre moyen pour couvrir ces dépenses énormes que de contracter des dettes flottantes.

Le 31 mars 1920, les emprunts consolidés s'élevaient à 92 milliards de marks. Ils ont peu augmenté depuis la fin de la guerre, puisque l'emprunt d'épargne à primes (Sparprämienanleihe) n'a donné que 4 milliards dont le montant a été couvert pour la moitié environ en emprunts de guerre. Par contre, il y a à noter une augmentation constante des bons du Trésor. Depuis le début de la guerre jusqu'au 30 septembre 1918, ils étaient montés de 0.4 milliard à 48 milliards. Par conséquent, leur augmentation était en moyenne de 935 millions de marks par mois. Du 1^{er} octobre 1918, l'augmentation était en moyenne de 2.4 milliards par mois. Le total des dettes flottantes du Reich, en bons du Trésor, était, à la date du 31 mars 1920, de 91.6 milliards de marks. Il faut y ajouter d'autres obligations de l'empire à courte échéance, d'un montant de 13.5 milliards de marks. Ainsi, le 31 mars 1920, la dette flottante de l'empire s'élevait en tout à 105 milliards de marks. Les dettes flottantes des États s'élevaient, en outre, à cette même date, à 16 milliards de marks.

Pour l'exercice de 1920, les dépenses ordinaires du Reich sont évaluées à 23.8 millions de marks. Il faut y ajouter 8 milliards de marks pour les États confédérés et les communes. Le total des impôts nécessaires s'élèvera, par conséquent, à 32 milliards de marks, ce qui équivaut à une charge de 532 marks par tête d'habitant. De concert avec les vieilles contributions, les impôts nouvellement votés devraient, en permanence, produire une somme de 30 milliards 950 millions de mark. Il résulte de ceci que plus de 1000 millions du budget courant ne sont même pas encore couverts. Restent à ajouter les dépenses extraordinaires de l'état ordinaire qui, pour 1920, sont provisoirement évaluées, pour le Reich, à 4 milliards et, de plus, l'état extraordinaire très considérable d'au moins 12 milliards de mark. Le déficit des services de chemins de fer d'un montant probable de 14 milliards, ainsi que celui des postes d'un milliard, n'y sont pas comptés. D'ailleurs, les impôts ne rentreront que tard dans l'année et, par conséquent, ne profiteront en partie qu'à l'exercice suivant. C'est pour cela qu'on ne peut encore se faire une idée du montant du déficit probable.

Répercussion du traité de Versailles sur les finances allemandes.

L'exécution du traité de paix, dans sa forme actuelle, compromettra les finances allemandes encore davantage. En prenant comme point de départ, — tel que le fait le traité de paix — une charge de 60 milliards de marks or, on arrive à une contribution d'environ 1.000 marks or par tête d'habitant, soit en papier — en prenant pour base un cours du change de 10 % — environ 10.000 marks. Par conséquent, une famille se composant de 4 personnes, est assujettie à un paiement de 40.000 marks aux termes du traité de paix. Au taux de 6 %, elle devra verser annuellement 2.400 marks en intérêt et pour l'amortissement. L'imposition allemande actuelle prévoyant déjà une charge annuelle de 30 milliards de marks, une famille de 4 personnes aurait dans ces circonstances à payer 4.400 marks par an, ce que fait 1.100 marks par tête. A la suite de la hausse des prix, bien des revenus ont été augmentés, surtout ces derniers temps : il n'en a pas été ainsi pour bien d'autres, malgré la force d'achat diminuée. Il résulte de l'assiette de l'impôt sur le revenu prussien pour l'exercice 1918 que 81·21 % des contribuables prussiens n'avaient qu'un revenu de 3.000 marks maximum et 16·08 % un revenu au dessous de 9.500 marks.

Le gouvernement allemand est d'avis que la somme de 20 milliards en or, échéant le 1^{er} mai 1921, a été atteinte, sinon dépassée, par les livraisons déjà effectuées ou qui restent encore à effectuer. La valeur des mines de la Sarre, celle des navires cédés, de la propriété nationale (tant du Reich que des États) dans les territoires perdus, du matériel des chemins de fer, des biens — de nature non militaire — abandonnés, et des livraisons de charbon, dépasseront la somme stipulée.

Pour autant qu'il s'agit ici de biens privés, le gouvernement allemand devra les amortir et payer une indemnité. Un amortissement de 20 milliards de marks or demandera 200 milliards de marks en papier. Il sera possible de diminuer l'indemnité à l'aide d'impôts très élevés et d'épargner de la sorte au Reich des charges intolérables ; par contre, on diminuera la capacité de production des milieux qui ont

besoin de capitaux pour la reconstitution des rapports économiques à l'étranger.

La situation est encore plus grave par rapport aux livraisons qui devront se renouveler tous les ans. Les livraisons de charbon d'environ 12 millions de tonnes par an imposeraient au budget une charge annuelle de plusieurs milliards de mark.

En tout et pour tout, on arrive à une charge annuelle du budget d'au moins 25 milliards de marks découlant des obligations aux termes du traité de paix. La valeur de 24 milliards de marks or est aujourd'hui 24 milliards de marks en papier : c'est plus que le double des besoins courants du Reich, des États et des communes. Toute baisse du change hausse automatiquement cette charge financière.

Même si le gouvernement allemand était à même, au moyen de mesures financières péremptoires, de couvrir les dépenses ordinaires courantes par les recettes courantes et de mettre ainsi un frein à l'accroissement menaçant de la dette flottante, les stipulations financières du traité de paix de Versailles la rejeteront toujours de nouveau dans la voie du banqueroutier sans scrupules. Puisque les ressources impossibles du peuple allemand ne suffisent pas actuellement pour remplacer par les produits des impôts les prestations incombant à l'économie nationale, le gouvernement doit toujours avoir recours à de nouvelles dettes. Dans les circonstances actuelles, il ne peut être question que de dettes flottantes.

D'une part, on demande au gouvernement allemand de tendre toutes ses forces pour balancer les dépenses et les recettes et d'arrêter l'inflation par la diminution des dettes flottantes. D'autre part, on le force à augmenter continuellement ses dépenses ainsi que la circulation de ses billets.

Les charges des finances allemandes aboutiront automatiquement à une augmentation des dettes flottantes qui, de leur côté, provoqueront une augmentation des billets en circulation et, par là, une nouvelle dépréciation de l'argent et une hausse des prix. Dans les circonstances actuelles, la hausse des prix ne peut avoir pour conséquence une extension de la production ; par contre, elle empêche tout calcul économique et provoque des luttes acharnées au sujet des salaires. La valeur de la production allemande en papier-monnaie augmente démesurément, la valeur effective, exprimée en or, doit

diminuer, attendu qu'il sera de plus en plus difficile d'assurer à la population une bonne alimentation au moyen de vivres importées, tandis que la production languira à l'intérieur. Toute hausse de prix provoquera de nouvelles agitations en vue de faire monter les salaires ; toute augmentation de salaire sera rendue illusoire à son tour par de nouvelles hausses de prix fantaisistes. Les versements à faire à l'Entente en marks or ne varient pas, mais si la production baisse, ils engloberont une part relativement plus grande du produit total dont dispose l'économie nationale allemande. Leur paiement hausse les prix par suite de l'émission de nouvelles valeurs en papier. L'année prochaine, une charge grandissante, causée par l'amortissement à effectuer, sera la conséquence de la hausse des prix. Dans ces conditions, les finances allemandes ne pourront s'assainir, malgré une imposition de la fortune et du revenu inouïe jusqu'ici.

Le mauvais état des finances allemandes est la conséquence logique de la guerre et de ses suites. Sous ce rapport, le sort de l'Allemagne ne se distingue guère de celui d'autres pays. La différence fondamentale entre sa situation et celle des autres nations se base sur le fait qu'aux termes du traité de paix, elle n'a pas la possibilité de choisir librement les moyens et les voies qui peuvent aboutir à la reconstitution de sa vie économique et à l'assainissement de ses finances.

Aussi longtemps qu'elle n'aura pas cette liberté de mouvement et tant qu'elle ne pourra pas travailler conjointement avec d'autres nations, l'Allemagne ne sera pas à même ni de reconstituer sa vie économique, ni d'apporter de l'ordre à ses finances. L'exécution exacte de ses obligations, toutefois, est impossible sans le règlement de ses finances. Si, par contre, l'Allemagne récupère sa liberté économique, il y a lieu d'espérer que son peuple travailleur tendra tous ses efforts à reconstituer ses conditions économiques.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le 13 novembre 1920 eut lieu la triste cérémonie de la ratification du traité de Trianon. Ce traité ne signifie nullement la paix ; au contraire, il assigne à tout patriote hongrois le devoir inéluctable de combattre toutes les stipulations de ce honteux document de haine et de stupidité. L'Assemblée nationale a été obligée de s'incliner devant la force brutale, mais tant qu'un seul Hongrois vivra sur la terre, il ne cessera de protester contre ce projet d'assassinat de toute une nation. La Hongrie a déjà beaucoup souffert par l'invasion des Tartares au XIII^e siècle ; après la bataille de Mohács, en 1526, elle avait à subir le joug du Turc, pendant trois siècles ; en 1848, sa guerre d'indépendance finit, grâce à l'intervention de l'armée moscovite, par une catastrophe à Világos. Hélas ! nous devons nous rendre compte que ces désastres sont presque peu de chose en comparaison de « la paix du droit » dont viennent nous gratifier « les grandes démocraties occidentales ».

Si le pays a tant de mal à sortir des troubles révolutionnaires et si le gouvernement doit avoir recours aux moyens extrêmes pour rétablir l'ordre intérieur, la faute n'en est pas exclusivement aux agitateurs antisémites ; une grande part de la responsabilité retombe sur les fauteurs de l'opprobre du Trianon. Tchèques, Valaques et Serbes ne se sont pas contentés de s'approprier de vastes territoires hongrois, ils poussent leur arrogance jusqu'à expulser nos nationaux domiciliés dans les parties tombées sous leur domination ! De pauvres fonctionnaires publics affluent par milliers vers Budapest, pour augmenter le nombre des sans-travail et rendre plus intolérable encore la crise du logement déjà si aiguë. La capitale et les quelques villes de province qui ne sont pas occupées

par l'envahisseur, ne pouvant accueillir tant de fugitifs, ces malheureux sont obligés de choisir pour logement le wagon qui les a transportés de leur terre natale vers un avenir incertain dans la capitale ! Des hommes intelligents, vivant misérablement, avec leur femme et leur famille, dans des wagons : c'est une triste spécialité de la Hongrie mutilée par la victoire du Droit, de la Justice et de la Civilisation. Le journal *Uj Nemzedék* avait raison, dans son article de fond du 10 novembre, de rendre responsable la grande et, plus encore, la petite Entente de ces ignominies. Les vainqueurs de Prague et de Bucarest semblent avoir un intérêt particulier à ce que la vie normale ne puisse reprendre même dans le tronçon de terre hongroise que leur générosité a bien voulu laisser aux Hongrois...

Pour revenir à la ratification, disons encore que ce traité inouï, dicté sous l'inspiration des Tchèques, Valaques et Serbes, n'est pas un instrument de paix. A moins qu'on ne procède bientôt à une révision à fond des clauses territoriales, la Hongrie deviendra forcément un foyer classique d'irréductibilisme. Comment voulez-vous que le pays puisse jamais consentir à ce que quatre millions de ses nationaux gémissent sous un joug étranger et que ses villes les plus importantes, qui sont purement magyares, deviennent la proie de nations qui se les sont annexées par simple goût de rapacité ! ? Non, non, jamais ! Si l'on veut que la paix n'existe pas seulement sur le papier, il faut, — même en admettant le manque de toute bonne volonté à notre égard chez les puissances victorieuses — que l'ignorance vraiment crasse de tout ce qui touche aux choses de Hongrie, cesse enfin d'être le privilège des arbitres du monde. En effet, le traité du Trianon est un chef-d'œuvre de basse vengeance, conçu par les bénéficiaires des dépouilles de notre pays ; mais peut-être n'aurait-il pas été rédigé dans sa forme actuelle, si les Franco-Anglais n'eussent pas été obligés d'avoir recours au savoir impartial des Tchèques, Valaques et Serbes, concernant notre pays. Dans un banquet, donné récemment à Londres, en l'honneur de M. Take Jonescu, lord Curzon, le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, félicitait son collègue roumain de ce que « les provinces anciennement roumaines viennent d'être libérées du joug pesant de l'étranger ». M. Take Jonescu, — le même qui déclarait à Paris, dans sa

conférence tenue à la Sorbonne, que la « petite entente » était « une alliance des vainqueurs contre les vaincus », — répondait à lord Curzon que, par là, les Roumains avaient réalisé « leur rêve plus que millénaire ». Il est compréhensible que le politicien valaque péroré solennellement de « victoire » et de « libération », mais un homme d'État anglais, qui se pique de connaître l'histoire, devrait mieux veiller à la conformité de ses déclarations avec les faits. Parler de libération, lorsqu'il s'agit — pour nous servir d'une expression diplomatique — tout simplement d'une . . . annexion : c'est une chose au moins bizarre.

Voilà l'esprit qui a présidé à la rédaction du traité du Trianon ; après cela, on comprendra que nous soyons d'avis que l'équilibre ne sera rétabli dans l'Europe orientale que lorsqu'on aura restitué la Hongrie dans son unité consacrée par la nature et l'histoire, et que nous considérons le traité du Trianon non pas comme un traité de paix, mais comme un chiffon de papier.

Cette grande guerre, menée au nom de principes les uns plus nobles que les autres, finit par le triomphe de la négation de toute justice, de toute équité et même de toute humanité. On se vautrait dans les orgies de « la victoire » et la force brutale monta sur le trône à la place de ce Droit, auquel on ne cessait de rendre les hommages les plus respectueux, lorsqu'il s'agissait de démolir l'édifice du « militarisme prussien » ayant pour devise : la force prime le droit ! Les traités de paix élaborés dans l'atmosphère conciliante de Paris portent tous la marque de cet état d'esprit qui devait inspirer les auteurs d'une paix durable. La liberté des petites nations, l'auto-disposition des peuples furent sacrifiées sur le même autel qu'on élevait à la gloire du Droit triomphant . . .

Les événements de Grèce nous donnent un autre exemple classique de cette haute moralité qui s'est dégagée de la grande lutte pour la victoire des nobles principes précités. On sait qu'au cours de la guerre, l'Entente, si inférieure numériquement aux puissances centrales, ne reculait devant aucun moyen licite pour forcer la Grèce de se ranger à ses côtés. Le roi Constantin qui, malgré les calomnies — calomnies dont la fausseté fut démontrée par des publicistes ententistes — n'entendait que rester scrupuleusement neutre, perdit, à cause de

cela, la sympathie de certains Alliés. On l'obligea de quitter son pays qui l'adorait, en faisant fi de « la volonté du peuple », tant célébrée par la grande coalition du Droit. M. Venizélos s'empara des rênes du gouvernement ; on ne peut point nier que ce Crétois d'un talent indiscutable d'homme d'État, n'ait rendu de grands services à son pays, mais il ne fut qu'un instrument docile entre les mains des grandes puissances. Aussi ne parvint-il à se tenir au pouvoir que grâce à un terrorisme qui le rendit odieux à tous les Hellènes. La mort tragique du roi Alexandre et les nouvelles élections parlementaires viennent de jeter une lumière crue sur la situation intenable provoquée par la tyrannie venizéliste : il apparaît que la Grèce est unanime à réclamer la rentrée de son souverain légitime et à répudier le dictateur, soutenu jusqu'à présent par des baïonnettes étrangères ; le régime institué par l'Entente ou, du moins, par certains Alliés, s'écroule au moment où le peuple grec est appelé à se prononcer librement sur son sort. Il en est ainsi partout : le nouvel état de choses, créé par la paix violente, est mille fois pire que ne le fut le régime de l'Europe d'avant la guerre : il faudra refaire beaucoup de ce qu'on a défait si l'on veut éviter de nouvelles catastrophes . . .

Peut-être le nouveau président des États-Unis, M. Harding, aidera-t-il, malgré ses tendances visant à une « splendide isolation », à rebâtir l'Europe sur des bases plus solides. A notre avis, l'Amérique a le devoir de contribuer à l'œuvre de reconstitution de notre continent si bouleversé, car son ex-président, M. Wilson, s'est rendu coupable d'un crime impardonnable à l'égard d'une partie de la population européenne. Cet homme, qui vivait dans une ignorance absolue des choses de l'Europe, s'était mêlé de nos affaires pour pouvoir jouer le rôle d'un arbitre du monde. Peut-être fut-il plutôt dupe que dupeur . . . Le fait est que par sa neutralité et, plus tard, par sa participation à la guerre, il a décidé la victoire de l'Entente, cette victoire dont les bénéficiaires ont condamné à mort les puissances centrales, bien que M. Wilson leur ait promis une paix humaine. C'est avec sa collaboration qu'on imposa aux « vaincus » des conditions qui n'ont qu'un seul avantage, celui de ne pouvoir être tenues ni exécutées. Aussi croyons-nous que la « nouvelle Europe » sortie de la paix de Versailles, de St-Germain et du Trianon, etc., ne sera guère durable et les injustices commises

à l'égard des peuples allemand, autrichien, hongrois, turc et bulgare seront vengées . . .

M. Harding a déclaré, lors de son élection, que « le traité de Versailles était mort ». Il a dit encore qu'il méditait une vraie société des nations, qui n'aurait rien de commun avec l'instrument de ce nom créé par l'Entente et qui est basé sur une assurance mutuelle de la proie arrachée aux nations trompées, spoliées et mutilées. Le nouveau président pourrait réparer les torts commis par son prédécesseur si peu glorieux. Il serait certainement soutenu par le peuple américain qui, lors de l'entrée en guerre des États-Unis, croyait peut-être, dans sa naïveté, qu'il s'agissait effectivement de combattre pour « la démocratie et la liberté » et ne songeait point qu'il allait aider à triompher la tyrannie impérialiste. Déjà la grande majorité des voix qu'obtint le nouveau président, est de bon augure et prouve l'indignation soulevée par le rôle pitoyable que jouait M. Wilson dans la société de M. Clemenceau à Paris. La chose serait presque comique, si le sort échu à des millions d'êtres pour lesquels on forgea des chaînes à la Conférence de la paix durable, n'était lié à l'erreur fatale de l'ex-président. M. Wilson fit la guerre pour mettre fin à la guerre et, au lieu de cela, il fit une paix grosse de nouvelles guerres. Il paraît qu'il lance de temps en temps des déclarations où il proteste de son innocence et semble avouer qu'il s'était trompé. Voilà comment on gouverne le monde. On cause le malheur de plusieurs nations pour se retirer de la scène avec un « pardon ! je me suis trompé » . . . Espérons que M. Harding trouvera moyen d'intervenir dans les affaires de l'Europe d'une façon diamétralement opposée à celle de M. Wilson.

SPECTATOR.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

La langue et la civilisation françaises en Hongrie au XVIII^e siècle,
par M. Zoltán Baranyai.

(Études Hongroises I. Budapest, 1920. F. Pfeifer.)

La Hongrie, garde de la civilisation chrétienne, placée en face de l'Orient à l'extrême de l'Europe, subit l'influence de tous les grands courants qui traversèrent le continent ; elle représentait pour ainsi dire la dernière vague de chaque mouvement de la civilisation européenne, une vague qui se brisait aux falaises des cultures de l'Asie : celles de la Turquie et de la Russie. Ainsi la marche de la littérature française à travers l'Europe au XVIII^e siècle fit également son entrée triomphale dans notre pays. La langue française, alors universelle, devint la langue de conversation des classes supérieures hongroises et, avec la langue, les mœurs et la pensée françaises se répandirent dans les milieux cultivés.

L'étude de M. Baranyai embrasse toute l'étendue de cette influence et si les données sur quelques détails lui font parfois défaut, il trace néanmoins, en résumant les matériaux existants et en les complétant par ces propres recherches, un tableau net et plein d'aperçus caractéristiques de la pénétration du génie français en Hongrie.

Les historiens et tous ceux qui jusqu'ici poursuivaient les traces de l'influence française sur la Hongrie signalaient Vienne comme le canal principal par lequel cette influence s'infiltra dans notre pays. C'est un fait acquis que la société viennoise, groupée autour de la cour impériale, attirait une partie de l'aristocratie et quelques rares nobles hongrois et leur imposait la langue française et la copie de Versailles. M. Baranyai s'en occupe aussi, mais il a le mérite particulier d'étudier, — tout en reconnaissant le rôle d'intermédiaire que jouait Vienne entre la Hongrie et le reste de l'Europe — avec plus

d'attention que ses prédécesseurs, deux autres voies par lesquelles la Hongrie prit contact avec la France et son génie. L'une est le *protestantisme*, l'autre la *Transylvanie*.

Dès la fondation du royaume de St. Etienne (971—1001), les Hongrois se groupaient en deux grands partis qui se combattaient jusqu'à nos jours : les uns voulaient l'indépendance complète, les autres pactisaient avec le voisin de l'Ouest, l'Allemand. Ce sont surtout les partisans du premier groupe qui sont devenus protestants et fondèrent la principauté de Transylvanie, tandis que ces derniers restaient fidèles au catholicisme et aux Habsbourg.

Ce n'est que la Hongrie catholique qui subit l'influence française par Vienne ; le reste du pays s'inspire d'un autre côté. C'était une tradition des collèges et des familles protestantes hongrois d'envoyer la jeunesse à l'étranger, pour y achever son éducation scientifique ou théologique. Ceux-ci fréquentèrent les universités de la Suisse, de la Hollande et de l'Allemagne, et c'est là qu'ils se familiarisèrent avec les lettres françaises. Ces universités étant les refuges des huguenots et des philosophes français émigrés, c'est par leurs disciples hongrois que les idées du siècle philosophique gagnaient notre public ; c'est dans leurs malles que les œuvres des philosophes français franchissaient la frontière hongroise, malgré la vigilance de la police autrichienne. Des liens d'amitié se nouent entre étudiants et professeurs français, d'une part, et étudiants hongrois de l'autre, ce que témoignent quelques fragments de correspondances cités par M. Baranyai et, par là, les jeunes gens restent en contact avec l'étranger, même après leur rentrée. L'abîme entre la Hongrie catholique et protestante était si profond que, comme le remarque M. Baranyai, les deux admirateurs hongrois de Voltaire, qui entretenaient une correspondance avec le patriarche de Ferney, l'un pasteur et homme de lettres, l'autre aristocrate catholique et dilettante brillant, ne se connaissaient pas et ignoraient jusqu'à l'existence l'un de l'autre.

L'autre voie, non moins importante, qu'ouvrit la Hongrie à l'influence française passait par la Transylvanie. Ce pays qui, de 1547 à 1848, menait une vie indépendante, a eu l'occasion de traiter trois fois avec la France. Dès le *XVI^e* siècle, la diplomatie française cherchait en Orient un contrepoids à la puissance des Habsbourg, et elle le trouvait tantôt dans la Turquie, tantôt dans les Hongrois révoltés. C'est Georges Rákóczy Ier, prince de Transylvanie, qui envoie, le premier, un chargé d'affaires à la cour de Louis XIII. Depuis, les relations entre les deux cours restent intimes et François Rákóczy II engage

sa lutte libératrice comme allié du Roi Soleil. Cette alliance, tantôt dissimulée, tantôt ouverte, était très féconde au point de vue des relations franco-hongroises, ce que tâchait de mettre en lumière déjà M. André de Hevesy dans sa remarquable étude : *François Rákóczy et la France* (*Revue de Hongrie*, 1911, tome VII—VIII).

Les membres des célèbres familles de la Transylvanie : les Bethlen, les Teleki, les Bánffy, les Wesselényi, les Haller, etc., apprennent le français déjà dans leur enfance ; ils voyagent en France, composent leurs vastes bibliothèques en grande partie de livres français, fondent toute une école littéraire qui s'inspire des chefs-d'œuvre de la littérature française et publient, enfin, toute une série de traductions des œuvres françaises. D'autre part, les diplomates et militaires français fréquentant la Transylvanie en deviennent amis et publient des mémoires sur leur séjour, comme le fit entre autres l'abbé Réverand. La pénétration de la civilisation française fut si profonde en Transylvanie que S. de Langsdorff, secrétaire de l'ambassade française à Vienne, pouvait écrire, vers le milieu du XIX^e siècle, dans une étude sur *la Transylvanie* : (1)

« Le procès entre les mœurs tiques et françaises qui se débattait encore à la fin du XVII^e siècle, est aujourd'hui gagné. Notre langue, nos usages, nos mœurs ont, plus encore qu'au temps de Louis XIV, pénétré à cette extrémité de l'Europe. On joue sur le théâtre transylvain la traduction des drames de M. Victor Hugo, et nos romans modernes sont lus à Clausenbourg presque en même temps qu'à Paris. » (2)

Ces nouveaux points de vue donnent un intérêt particulier à l'étude de M. Baranyai qui sera appréciée non seulement par ceux qui s'occupent des rapports franco-hongrois, mais aussi par le grand public, à cause de son style vif et attrayant.

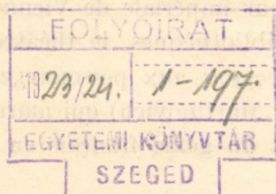
Il étudie séparément les centres par lesquels l'influence française fut propagée : la cour impériale de Vienne, les écoles catholiques et protestantes, les bibliothèques, le théâtre, les journaux, et il consacre des chapitres spéciaux aux personnages (le comte Fekete, les comtes Teleki, Pétzeli, Martinovich) qui marquent la plus grande intensité du rayonnement du génie français en Hongrie.

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1849. I. III. p. 214.

(2) Hélas ! on ne joue à l'heure actuelle plus de classiques dans le théâtre de la capitale de la Transylvanie, changée en une province roumaine. Les tragédies de Shakespeare furent interdites par la police, en raison de leur texte excitant l'irréductisme. Que dirait-elle des œuvres de V. Hugo ?

Ce qui est regrettable, c'est que l'auteur n'a pu compléter et approfondir davantage ses recherches dans les bibliothèques et archives de la province. La faute n'en est pas à lui. Les provinces où l'on trouverait les plus nombreux et les plus intéressants documents à ce sujet (surtout la Transylvanie), sont détachées de la Hongrie par le traité du Trianon et ni commerçant, ni savant hongrois n'y peuvent entrer. Les usurpateurs tchèques, serbes et roumains se soucient peu de la noble tradition du pays qui consistait à s'inspirer de la fécondité du génie français, leur but étant précisément d'y détruire tous les vestiges du passé.

ÉTIENNE DE WINCKLER.



Rédacteur en chef :

G. DE HUSZÁR.

PRINCIPAUX AUTEURS QUI ONT COLLABORÉ

à la

REVUE DE HONGRIE:

Comte Jules Andrássy, conseiller intime, ancien ministre, député.

David Angyal, professeur à l'Université de Budapest, de l'Académie hongroise.

Comte Albert Apponyi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Étienne Bárczy, ancien ministre, député.

Albert de Berzevichy, conseiller intime, ancien ministre, président de l'Académie hongroise.

Charles Brockhausen, professeur à l'Université de Vienne.

Victor Concha, de la Chambre des Magnats, professeur à l'Université de Budapest.

Elemér Császár, professeur à l'Université de Pozsony, de l'Académie hongroise.

Fr. Du Bois, directeur de la *Correspondance Européenne*.

Géza Gárdonyi, de l'Académie hongroise.

Emile de Grósz, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Budapest, conseiller aulique.

Elemér Hantos, secrétaire d'État, directeur de la Caisse d'Épargne postale de Hongrie.

Roland de Hegedüs, directeur de la Banque commerciale hongroise de Pest.

François Herczeg, vice-président de l'Académie hongroise.

Prince Alexandre Hohenlohe, ancien membre du Reichstag allemand.

Louis de Horánszky, ancien député.

Jean d'Iklódy-Szabó, député.

Louis Ilosvay de Nagy-Ilosva, ancien secrétaire d'État, professeur à l'Université des Sciences Techniques de Budapest.

Ladislav de Lukács, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

Baron Jules Madarassy-Beck, directeur général du Crédit foncier de Hongrie.

Henri Marczali, professeur à l'Université de Budapest.

Edmond de Miklós, conseiller intime, secrétaire d'État, délégué à l'Institut international d'agriculture de Rome.

Comtesse Aimée Pálffy-Daun.

Jules de Pekár, secrétaire d'État, député, de l'Académie hongroise.

Baron Sigismond Perényi, conseiller intime, ancien ministre.

Maurice Révai, ancien député.

Baron Ervin Roszner, conseiller intime, ancien ministre.

Baron Joseph Sztérényi, conseiller intime, ancien ministre, député.

Comte Pierre Vay de Vaya, protonotaire apostolique.

Jules de Végh, directeur du Musée des Arts décoratifs.

Alexandre Wekerle, conseiller intime, ancien président du Conseil des ministres.

Comte Marc Wickenburg, conseiller intime, ancien chef de section au Ministère imp. et royal des Affaires étrangères.

Baron Jules Wlassics, conseiller intime, ancien ministre, président du Haut Tribunal Administratif.

BANQUE ANGLO-HONGROISE S. A.

BUDAPEST
V., VILMOS CSÁSZÁR-UT 32.

MERCUR

Capital social : 10.000.000 Couronnes. SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE BUDAPEST, V, FÜRDŐ-UTCA 3. Téléphone : 32-72, 42-74, 176-72, 162-70, 176-71, 176-73

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements. Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Succursales :

Berlin
Berne
Bruxelles
Paris
Rome
Varsovie
Vienne etc.

Compagnie Européenne d'Assurance des Bagages S. A.

Budapest, V., Eötvös-tér 2.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.